

## PARTIE VI. VALIDATION

## A. Généralités

Caractéristiques de performance	WAC / VI / A / 001	juillet 2022
Incertitude de mesure	WAC / VI / A / 002	avril 2020
Exigences de qualité des méthodes d'analyse	WAC / VI / A / 003	octobre 2021
Conditions de reporting des données d'échantillonnage et des résultats d'analyse par un laboratoire agréé	WAC / VI / A / 004	novembre 2015

Le compendium d'échantillonnage, de mesure et d'analyse de l'eau (WAC)

Le compendium mentionné à l'article 1<sup>er</sup> est disponible in extenso via le site web <https://emis.vito.be/nl/erkende-laboratoria/water-gop/compendium-wac> avec la référence MB 2022.

Vu pour être joint à l'arrêté ministériel du 23 janvier 2023 approuvant le compendium d'échantillonnage, de mesure et d'analyse de l'eau (WAC) et modifiant l'annexe 4.2.5.2 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 1<sup>er</sup> juin 1995 fixant les dispositions générales et sectorielles en matière d'hygiène de l'environnement.

Bruxelles, le 23 janvier 2023.

La Ministre flamande de la Justice et du Maintien,  
de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire, de l'Énergie et du Tourisme,  
Z. DEMIR

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/30243]

## 14 DECEMBRE 2022 – Décret - programme portant diverses dispositions accompagnant le budget initial 2023

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

**TITRE 1. — DISPOSITIONS RELATIVES AUX AIDES DIVERSES DANS LE CADRE DE LA CRISE ENERGETIQUE**CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Du soutien aux établissements de l'Enseignement obligatoire*

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Les montants des dotations et subventions de fonctionnement des écoles de l'enseignement maternel, primaire, fondamental et secondaire ordinaire et spécialisé, des Centres d'éducation et de formation en alternance (CEFA), des Internats de l'enseignement organisé ou subventionné, des centres psycho-médico-sociaux (CPMS), des centres de dépaysement en plein air (CDPA) et des établissements de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, calculés pour l'année civile 2022 conformément aux diverses dispositions qui régissent le calcul de celles-ci, sont augmentés de 3 pourcents.

§ 2. Chaque pouvoir organisateur bénéficiaire de l'augmentation visée au § 1<sup>er</sup> transmet à l'administration générale de l'enseignement, au plus tard le 31 décembre 2023, le montant total de ses factures énergétiques ou de ses charges locatives énergétiques ou de son (ses) décompte(s) de consommation relatifs à la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au 31 décembre 2022, ainsi que le montant total de ses factures ou décomptes de consommation couvrant la même période pour l'année 2019, afin de démontrer le surcoût subi. Le surcoût entre 2019, indexé à 2 pourcents l'an, et 2022 devra être au minimum équivalent à l'aide perçue.

CHAPITRE 2. — *Du soutien aux établissements de promotion sociale*

**Art. 2.** En 2022, un montant de 750.000 euros est alloué au titre d'aide en matière énergétique aux pouvoirs organisateurs de l'enseignement de promotion sociale. Ce montant est réparti entre les pouvoirs organisateurs de l'enseignement de promotion sociale au prorata des périodes élèves générées pour l'année civile 2019, telles que déterminées par l'article 99 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale.

Chaque pouvoir organisateur transmet à l'administration en charge de l'enseignement de promotion sociale, au plus tard pour le 31 mars 2024, un document relatif à la facture énergétique justifiant que, pour les établissements qu'il organise le montant des décomptes payés pour l'année 2023 présente un surcoût au regard des décomptes payés pour l'année 2019, indexés à 2 pourcents par an, qui est supérieur au montant lui alloué en vertu de l'alinéa 1<sup>er</sup>.

CHAPITRE 3. — *Du soutien aux écoles supérieures des arts*

**Art. 3.** En 2022, un montant de 250.000 euros est alloué au titre d'aide en matière énergétique aux écoles supérieures des arts organisées ou subventionnées par la Communauté française. Ce montant est réparti de la façon suivante:

1. un montant forfaitaire de 7812,5 euros par établissement;
2. un montant forfaitaire complémentaire en fonction du nombre d'étudiants régulièrement inscrits en 2020-2021 dans chaque établissement et finançables en application de l'article 8, alinéa 2 du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études:
  - a. entre 1 et 300 étudiants: 4166,5 euros;
  - b. entre 301 et 500 étudiants: 6250 euros;
  - c. entre 501 et 800 étudiants: 10416,5 euros;
  - d. plus de 800 étudiants: 12500 euros.

Chaque école supérieure des arts transmet à l'administration en charge de l'enseignement supérieur, au plus tard pour le 31 mars 2024, un document relatif à sa facture énergétique justifiant que le montant des décomptes payés pour l'année 2023 présente un surcoût au regard des décomptes payés pour l'année 2019, indexés à 2 pourcents par an, qui est supérieur au montant lui alloué en vertu de l'alinéa qui précède.

#### CHAPITRE 4. — *Du soutien aux hautes écoles*

**Art. 4.** Un montant de 11.500.000 euros est alloué à la couverture de l'écart entre les dépenses des personnels statutaires imputés sur les allocations de base 41.21.51, 43.14.56 et 44.13.57 du budget général des dépenses de la Fédération Wallonie-Bruxelles en 2022, par rapport à l'estimation des coûts salariaux annuels 2022 ou SHE, visée à l'article 29 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, effectuée selon l'alinéa 5 du même article du décret précité aux coûts moyens bruts pondérés fixés par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 décembre 2021 établissant le coût moyen brut pondéré d'un membre du personnel d'une Haute Ecole par groupe de fonctions pour l'année 2022.

#### CHAPITRE 5. — *Du soutien aux institutions universitaires*

**Art. 5.** En 2022, un montant de 3.000.000 euros est alloué au titre d'aide en matière énergétique aux universités. Ce montant est réparti entre les universités selon la clef de répartition suivante:

1. l'Université de Liège: 27,20%;
2. l'Université catholique de Louvain: 30,33%;
3. l'Université libre de Bruxelles: 24,95%;
4. l'Université de Mons: 8,12%;
5. l'Université de Namur: 6,77%;
6. l'Université Saint-Louis – Bruxelles: 2,63%.

Chaque université transmet à l'administration en charge de l'enseignement supérieur, au plus tard pour le 31 mars 2024, un document relatif à sa facture énergétique justifiant que le montant des décomptes payés pour l'année 2023 présente un surcoût au regard des décomptes payés pour l'année 2019, indexés à 2 pourcents par an, qui excède le montant de subvention obtenu.

#### CHAPITRE 6. — *Du soutien au secteur de l'Aide à la jeunesse*

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Une subvention exceptionnelle au titre d'aide en matière énergétique est octroyée aux services agréés tels que visés à l'article 2, 29°, du décret du 18 janvier 2018 portant le code de la prévention, de l'Aide à la jeunesse et de la protection de la Jeunesse, aux services d'accrochage scolaire, aux organismes d'adoption visés à l'article 1/1, 7°, du décret du 31 mars 2004 relatif à l'adoption ainsi qu'aux services exécutant les obligations de la Communauté française, tels que visés à l'article 1<sup>er</sup> de la Convention du 27 avril 2018 entre l'Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile et la Communauté française relative à l'accueil des mineurs étrangers non accompagnés au sein des structures relevant de cette dernière.

§ 2. Cette subvention est calculée sur base des frais de fonctionnement des services tels que visés à l'article 52, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, à l'article 17, § 2, 1° et 2°, de l'arrêté du Gouvernement portant exécution des articles 23, 25, 26, 28, 30, 33 et 35 du décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'enseignement obligatoire et de l'Aide à la Jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation, à l'article 28 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 février 2019 fixant les conditions d'agrément et d'octroi des subventions pour les services de formation et de perfectionnement visés à l'article 145 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse et sur base de l'article 16, § 3, 5°, de l'arrêté du Gouvernement de la communauté française du 8 mai 2014 relatif à l'adoption.

Des modalités équivalentes sont appliquées aux services exécutant les obligations de la Communauté française, tels que visés à l'article 1<sup>er</sup> de la Convention du 27 avril 2018 entre l'Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile et la Communauté française relative à l'accueil des mineurs étrangers non accompagnés au sein des structures relevant de cette dernière.

§ 3. Cette subvention est allouée, dans les limites des crédits disponibles, selon les critères suivants:

1. pour les services résidentiels ou d'hébergement, visés à l'article 2, 32°, du décret du 18 janvier 2018 portant le code de la prévention, de l'Aide à la jeunesse et de la protection de la Jeunesse et à l'article 1<sup>er</sup>, 7°, de la Convention du 27 avril 2018 entre l'Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile et la Communauté française relative à l'accueil des mineurs étrangers non accompagnés au sein des structures relevant de cette dernière, la subvention allouée est égale à maximum vingt-cinq pourcents de leurs frais de fonctionnement;
2. pour tous les autres services, la subvention allouée est égale à maximum huit pourcents de leurs frais de fonctionnement.

§ 4. Les bénéficiaires de la subvention devront communiquer au plus tard pour le 30 juin 2023 les pièces justificatives démontrant que les conditions pour bénéficier de la subvention ont été remplies:

1. le montant des décomptes payés ou à payer pour l'année 2022 présente un surcoût au regard des décomptes pour l'année 2019, indexés annuellement à 2 pourcents;
2. un détail des mesures d'effort prises en vue de diminuer leurs consommations;
3. tout document permettant de démontrer que le montant de la subvention octroyé n'est pas supérieur au surcoût constaté durant l'année 2022.

#### CHAPITRE 7. — *Du soutien à la Culture*

**Art. 7.** En 2022 et 2023, le Gouvernement peut octroyer des subventions exceptionnelles destinées à atténuer l'impact de l'inflation des prix sur les activités de certains opérateurs culturels.

Le Gouvernement détermine les conditions d'octroi de ces subventions dans le respect des principes suivants:

1. l'opérateur bénéficiaire doit avoir conclu avec la Communauté française un contrat-programme ou une convention pluriannuelle de subventionnement;
2. le mécanisme n'est pas ouvert aux opérateurs bénéficiant déjà d'une indexation automatique de leur subvention.

CHAPITRE 8. — *Du soutien aux écoles de devoirs*

**Art. 8.** A l'article 17, § 2, du décret du 28 avril 2004 relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoirs, les mots «Un montant correspondant à 70 pourcents de la subvention pour l'année d'activités en cours» sont remplacés par les mots «Un montant correspondant à 90 pourcents de la subvention pour l'année d'activités en cours».

CHAPITRE 9. — *Du mécanisme d'aide via avances de trésorerie*Section 1. — *Mécanisme d'avances*

**Art. 9.** Des avances de trésorerie remboursables en vue de couvrir tout ou partie des surcoûts liés à l'augmentation des prix de l'énergie sur la période du 1<sup>er</sup> octobre 2022 au 31 décembre 2023 peuvent être octroyées aux secteurs suivants:

1. aux pouvoirs organisateur des écoles de l'enseignement maternel, primaire, fondamental et secondaire ordinaire et spécialisé y compris les Internats de l'enseignement fondamental et secondaire organisé ou subventionné, les Centres d'éducation et de formation en alternance (CEFA), les centres techniques et les établissements de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit ci-après dénommés «établissements »;

2. aux pouvoirs organisateurs des centres psycho-médico-sociaux (CPMS);

3. aux pouvoirs organisateurs de l'enseignement de promotion sociale;

4. aux écoles supérieures des arts organisées ou subventionnées par la Communauté française;

5. aux hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;

6. aux universités organisées ou subventionnées par la Communauté française;

7. aux cercles affiliés à une association ou une fédération sportive reconnue par la Communauté française par application de l'article 1<sup>er</sup>, 8<sup>o</sup>, du décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française;

8. aux organisations de jeunesse agréées et les groupements de jeunesse reconnus en vertu du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse et aux centres de jeunes agréés en vertu du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de jeunes et d'hébergement et centre d'information des jeunes et de leurs fédérations;

9. aux partenaires agréés en application de l'article 1<sup>er</sup>, 8<sup>o</sup>, du décret du 13 octobre 2016 relatif à l'agrément et au subventionnement des partenaires apportant de l'aide aux justiciables;

10. aux centres de rééducation ambulatoires des hôpitaux universitaires de la Communauté française;

11. aux opérateurs culturels relevant des matières visées par l'article 4, 1<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> à 6<sup>o</sup> et 8<sup>o</sup>, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 établis sous la forme d'une personne morale dont le siège social est situé en communauté Française et qui:

a) soit bénéficient ou ont bénéficié au cours des cinq dernières années d'une subvention ponctuelle ou structurelle de la Communauté française;

b) soit démontrent exercer à titre principal une activité culturelle qui s'inscrit dans la liste des codes NACE définis par le Gouvernement.

**Art. 10.** Les demandes d'avances visées à l'article 9 sont introduites auprès des services du Gouvernement selon un modèle-type, au plus tard pour le 30 juin 2023, et le 28 février 2023 pour les secteurs visés à l'article 9, 7<sup>o</sup> à 10<sup>o</sup>, dans le respect des conditions minimales cumulatives suivantes:

1. au cours de la période visée à l'article 9, le demandeur constate une augmentation de ses factures intermédiaires de fourniture d'énergie/charges locatives énergétiques ou projette un décompte annuel supérieur à ses coûts habituels annuels relatif à la période susvisée, comparé à ces charges énergétiques entre le 1<sup>er</sup> octobre 2018 et le 31 décembre 2019 indexées de 2% par an, et en communique le montant estimatif;

2. le demandeur communique le type de combustible utilisé pour alimenter son système de chauffe et d'eau chaude sanitaire;

3. le demandeur déclare sur l'honneur ne pas pouvoir supporter sur son budget de l'année 2022 ou 2023 les augmentations projetées ou constatées sans impacter l'organisation de ses activités habituelles ou son programme d'activités;

4. le demandeur déclare sur l'honneur mettre en place toutes les mesures qui lui sont possible pour réduire ses consommations.

Les opérateurs visés à l'article 9, 7<sup>o</sup> à 10<sup>o</sup>, devront en outre remplir l'une des conditions suivantes:

1. est partie signataire à un contrat fixe conclu, depuis au moins le 1<sup>er</sup> octobre 2021, avec un fournisseur de gaz, d'électricité ou de mazout;

2. est partie signataire à un contrat variable conclu avec un fournisseur de gaz, d'électricité ou de mazout ;

3. démontre une intervention financière dans les frais d'énergie par application d'un contrat de location de l'infrastructure qu'il occupe ou de tout autre contrat assimilé.

**Art. 11.** Le montant maximum de l'avance visée à l'article 9 est défini comme suit:

1. pour les secteurs visés à l'article 9, 1<sup>o</sup>, à l'exception des centres techniques, le montant maximum de l'aide est défini par la multiplication de la dernière population scolaire certifiée de l'établissement bénéficiaire par l'un des forfaits suivants:

a. pour les établissements utilisant le mazout comme combustible de chauffe: 38,84 euros par élève;

b. pour les établissements utilisant le gaz comme combustible de chauffe : 92,23 euros par élève;

c. pour les établissements utilisant le gaz et le mazout ou tout autre combustible, comme combustible de chauffe: 68,77 euros par élève.

Pour les centres techniques, le montant maximum de l'aide est défini en multipliant leur dotation de fonctionnement par 8,5 pourcents.

Un complément d'aide pourra être octroyé après clôture de la période de dépôt des demandes. Cette aide complémentaire sera octroyée selon les mêmes modalités. Son montant sera déterminé au prorata des demandes introduites non totalement rencontrées et du solde budgétaire disponible pour couvrir le présent mécanisme;

2. pour les secteurs visés à l'article 9, 2°, le montant maximum de l'aide est défini par la multiplication du nombre d'élèves du ressort du CPMS bénéficiaire par l'un des forfaits suivants et ce, en fonction de sa situation propre:

- pour les CPMS utilisant le mazout comme combustible de chauffe: 0,73 euros par élève;
- pour les CPMS utilisant le gaz comme combustible de chauffe: 1,63 euros par élève;
- pour les CPMS utilisant le gaz et le mazout ou tout autre combustible, comme combustible de chauffe: 1,23 euros par élève.

Un complément d'aide pourra être octroyée après clôture de la période de dépôt des demandes. Cette aide complémentaire sera octroyée selon les mêmes modalités. Son montant sera déterminé au prorata des demandes introduites non totalement rencontrées et du solde budgétaire disponible pour couvrir le présent mécanisme;

3. pour le secteur visé à l'article 9, 3°, une enveloppe de 750.000 euros est répartie entre les bénéficiaires selon le calcul suivant:

a. l'importance du surcoût pour le pouvoir organisateur d'enseignement de promotion sociale est estimée en divisant le surcoût énergétique déclaré par le montant des dotations ou subventions de fonctionnement dont il bénéficie conformément à la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement. Par surcoût énergétique, l'on entend la différence entre le montant global des acomptes estimés pour l'année 2023 et le montant global des décomptes payés pour l'année 2019, indexés à 2 pourcents par an;

b. le montant visé au 3° est réparti entre les bénéficiaires au prorata de l'importance du surcoût visé au a);

4. pour le secteur visé à l'article 9, 4°, une enveloppe de 250.000 euros est répartie entre les bénéficiaires selon le calcul suivant:

a. l'importance du surcoût pour l'école supérieure des arts est estimée en divisant le surcoût énergétique déclaré par le montant des dotations ou subventions de fonctionnement dont elle bénéficie conformément à la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement. Par surcoût énergétique, l'on entend la différence entre le montant global des acomptes estimés pour l'année 2023 et le montant global des décomptes payés pour l'année 2019, indexés à 2 pourcents par an;

b. le montant visé au 4° est réparti entre les bénéficiaires au prorata de l'importance du surcoût visé au a);

5. pour le secteur visé à l'article 9, 5°, une enveloppe de 1.500.000 euros est répartie entre les bénéficiaires selon le calcul suivant:

a. l'importance du surcoût pour la haute école est estimée en divisant le surcoût énergétique déclaré par le montant de la dotation globale dont elle dispose conformément au décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française. Par surcoût énergétique, l'on entend la différence entre le montant global des acomptes estimés pour l'année 2023 et le montant global des décomptes payés pour l'année 2019, indexés à 2 pourcents par an;

b. le montant visé au 5° est réparti entre les bénéficiaires au prorata de l'importance du surcoût visé au a);

6. pour le secteur visé à l'article 9, 6°, une enveloppe de 1.500.000 euros est répartie entre les bénéficiaires selon le calcul suivant:

a. l'importance du surcoût pour l'institution est estimée en divisant le surcoût énergétique déclaré par le montant de l'allocation globale annuelle de l'établissement, composée de sa partie fixe et de sa partie variable, telles que définies à l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971;

b. le montant visé au 6° est réparti entre les bénéficiaires au prorata de l'importance du surcoût visé au a). Le montant du forfait octroyé au bénéficiaire est toutefois limité lorsque le soutien dépasse la plus restrictive des deux conditions suivantes:

- i. soit, la subvention excède 500.000 euros;
- ii. soit, le montant octroyé excède le surcoût estimé entre les acomptes estimés pour l'année 2023 et le montant global des décomptes payés pour l'année 2019, indexés à 2 pourcents par an.

Lorsque la limite s'applique pour une institution, le solde est réparti entre les autres institutions bénéficiaires tant que les limites ne sont pas atteintes;

7. pour les secteurs visés à l'article 9, 7° à 10°, le montant de l'aide est calculé au prorata des bénéficiaires ayant introduit une demande d'intervention, dans la limite des crédits disponibles;

8. pour les secteurs visés à l'article 9, 11°, le Gouvernement détermine les conditions d'octroi de l'indemnité dans le respect des principes suivants:

a. l'indemnité vise à:

- permettre la poursuite des activités culturelles et artistiques dans des conditions permettant de préserver le lien avec les publics ou les créateurs;

- éviter les fermetures définitives ou de longue durée;

b. l'indemnité peut être réservée à certaines activités culturelles que le Gouvernement estime particulièrement touchées;

c. l'opérateur demandeur doit préciser dans sa demande ce qu'il a mis en place pour diminuer sa consommation tout en préservant son lien avec les publics ou les créateurs, ou au contraire expliquer pourquoi une telle diminution est impossible ou entraînerait une perte de lien;

d. l'opérateur demandeur de l'aide inclut dans sa demande la mise en place d'un plan d'action visant à diminuer la dépendance énergétique;

e. le montant maximum de l'aide ne peut dépasser:

- 50 pourcents de l'augmentation des coûts de l'énergie, calculée sur la base des factures d'énergie régularisées de 2022 et/ou 2023;

- 70 pourcents de l'augmentation précitée, pour les opérateurs non-subventionnés ou bénéficiant d'une subvention inférieure à un million d'euros par an.

**Art. 12.** Les avances visées à l'article 9 sont remboursables sur une période de maximum 3 ans à partir de leur octroi.

Les modalités de remboursement sont fixées par le Gouvernement lors de l'octroi de l'avance.



## Section 2. — Conversion éventuelle des avances en subventions

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 9, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024, le montant de l'avance de trésorerie peut être converti en tout ou partie en dotation/subvention moyennant le respect des conditions cumulatives suivantes:

1. le bénéficiaire fait la démonstration d'une augmentation réelle TVAC du montant de ses factures de fourniture d'énergie ou de ses charges locatives énergétiques entre celles de l'année 2019 indexées à hauteur de 2 pourcents par an et celles de la période visée à l'article 9. Cette démonstration est faite, sur base du décompte annuel ou des factures des douze derniers mois.

Pour les bénéficiaires dont tout ou partie des frais de fonctionnement hors frais de personnel sont financés par la Communauté française, l'augmentation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est prise en compte à hauteur de sa valeur absolue déduction faite de 50 pourcents de l'indexation perçue par le bénéficiaire en 2023 sur le financement accordé par la Communauté française pour couvrir ses frais de fonctionnement;

2. le bénéficiaire fait la démonstration, sur base de la comparaison entre ses consommations réelles d'énergie en 2019 et celles de la période visée à l'article 9, qu'aucune augmentation de consommation n'est intervenue;

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, une augmentation des consommations peut être acceptée si celle-ci intervient dans le cadre de l'augmentation des activités confiées par la Communauté française au bénéficiaire, ou pour des raisons indépendantes de sa volonté et sur lesquelles il n'a pas de prise, notamment les températures extérieures;

3. le bénéficiaire fait la démonstration que des mesures utiles visant réduction de la consommation énergétique ont été prises;

4. le bénéficiaire fait la démonstration, sur base d'un document simplifié ainsi que sur base de toute pièce comptable sollicitée par la Communauté française, de son incapacité financière à prendre lui-même en charge l'augmentation de ses factures de fourniture d'énergie ou de ses charges locatives énergétiques sans mettre à mal sa situation financière ou sans perturber ses activités;

5. le montant converti en subvention ne peut excéder le montant de la perte constatée, ni le montant des surcoûts constatés conformément au 1<sup>o</sup>. Le montant non converti doit être remboursé conformément aux modalités visées à l'article 12.

§ 2. Les documents justificatifs visés au paragraphe 1<sup>er</sup> sont introduits auprès des services du Gouvernement au plus tard le 31 décembre 2023.

## TITRE 2. — BATIMENTS SCOLAIRES

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Modifications apportées au décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française

**Art. 14.** A l'article 6bis du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française, un § 6 est ajouté et rédigé comme suit:

«§ 6. Les montants visés à l'article 5, § 2, 3<sup>o</sup>, et à l'article 6bis, § 1<sup>er</sup>, sont adaptés à l'indice général des prix à la consommation au premier janvier de l'année concernée rapporté à l'indice général des prix à la consommation au 1<sup>er</sup> janvier 2022.»

**Art. 15.** A l'article 8bis du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française, un § 5 est ajouté et rédigé comme suit:

«§ 5. Les montants visés à l'article 7, § 2, 3<sup>o</sup>, et à l'article 8bis, § 1<sup>er</sup>, § 2, 3 et 4, sont adaptés à l'indice général des prix à la consommation au premier janvier de l'année concernée rapporté à l'indice général des prix à la consommation au 1<sup>er</sup> janvier 2022.»

**Art. 16.** Dans l'article 13 bis du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française les modifications suivantes sont apportées:

1. au § 2, les modifications suivantes sont apportées:

a. les points 1<sup>o</sup> à 3<sup>o</sup> sont remplacés par ce qui suit:

«1<sup>o</sup> le financement à hauteur de 70 pourcents du montant de l'investissement des projets retenus dans le cadre de l'appel à projets visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2bis. Les ressources du fonds sont les suivantes:

1<sup>o</sup> En 2022, une dotation de 10.271.000,00 euros;

2<sup>o</sup> en 2023, une dotation de 21.941.000 euros maximum arrêtée par le Gouvernement;

3<sup>o</sup> en 2024, une dotation de 24.000.000 euros maximum arrêtée par le Gouvernement.»;

b. à l'alinéa 2, les mots «1<sup>o</sup> à 3<sup>o</sup>» sont remplacés par les mots «2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>» et le chiffre «2017» est remplacé par le chiffre «2022».

2. le § 4 est complété comme suit: «- ou si l'ensemble des projets soumis dans l'appel à projets visé au § 2 ne représentent pas un total budgétaire suffisant pour consommer la totalité des dotations prévues en 2022, 2023 et 2024.»

## CHAPITRE 2. — Modifications apportées au décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice

**Art. 17.** A l'article 6, § 2, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice les modifications suivantes sont apportées:

1. à l'alinéa 3, les mots «Il lance dans le courant du mois d'octobre, un appel à projets à l'ensemble des pouvoirs organisateurs pour bénéficier des moyens prévus, selon le cas, à l'article 13bis, § 2, 1<sup>o</sup>, à l'article 13bis, § 2, 2<sup>o</sup>, et à l'article 13bis, § 2, 3<sup>o</sup>, du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française.» sont remplacés par les mots «Il lance dans le courant du mois de novembre 2022 un appel à projets à l'ensemble des pouvoirs organisateurs pour bénéficier des moyens prévus, pour les années 2022, 2023 et 2024, à l'article 13bis du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française.»;

2. les alinéas 5 à 13 sont remplacés par ce qui suit:

«Les réponses à l'appel à projets sont remises par les pouvoirs organisateurs pour le 30 avril 2023 au plus tard, et ce via un formulaire type.

Les demandes introduites contiennent, selon les différentes situations, les éléments suivants:

1. un descriptif des travaux d'aménagements, de rénovation ou d'extension de bâtiments et/ou modules préfabriqués, envisagés;
2. descriptif détaillé des locations/achats de bâtiments et/ou modules préfabriqués envisagés;
3. une estimation financière du coût des travaux/locations/achats envisagés ;
4. un relevé de la population scolaire de l'établissement visé sur les 3 dernières années et son évolution projetée suite aux travaux/locations/achats envisagés;
5. un rétroplanning des opérations envisagées sur base du modèle prévu par l'appel à projet et mentionnant la date d'ouverture des nouvelles places.

Pour être éligible à l'appel à projets, les pouvoirs organisateurs, doivent répondre aux critères cumulatifs suivants:

- a. viser une implantation scolaire de l'enseignement obligatoire, organisé ou subventionné par la Communauté française et située dans une zone en tension démographique. Par zone en tension démographique il y lieu d'entendre: les zones ou parties de zones telles que définies par le décret du 19 juillet 2017 relatif à l'offre de places dans les zones en tension démographique, aux subsides en matière de bâtiments scolaires, au programme prioritaire de travaux et au subventionnement des établissements d'enseignement obligatoire, article 9, et approuvé par le Gouvernement et annexé à l'appel à projets;
- b. pour les demandes liées à des travaux pérennes sur l'infrastructures, disposer d'un droit réel pour une durée minimale de 30 ans sur le bâtiment visé, au plus tard au moment de l'accord ferme de subvention ;
- c. le projet permet la création de minimum 25 places, à l'exception de l'enseignement spécialisé pour lequel il n'y a pas de minimum et ne peut créer plus de nouvelles places que le nombre de places nécessaires pour atteindre le tampon de 10 pourcents de la zone où il se situe, sous peine de voir les places supplémentaires être non subventionnées;
- d. les places doivent être créées structurellement pour la rentrée scolaire 2025 au plus tard, à l'exception des locations qui peuvent ne pas être structurelles;
- e. le pouvoir organisateur demandeur doit disposer d'un accès aux dotations/subventions de fonctionnement;
- f. le demandeur doit respecter la législation sur les marchés publics de travaux, fournitures et services.

Dans le cas de retard dans le délai d'ouverture des places, le Gouvernement peut retirer le droit à la subvention octroyée au pouvoir organisateur.

Les bénéficiaires de la présente subvention s'engagent à maintenir une affectation scolaire au sein du bâtiment ayant fait l'objet d'une subvention dans le cadre du présent mécanisme et relative à un achat ou des travaux pérennes pour une durée de 30 années à compter de l'octroi de la subvention.

Le bénéficiaire de la subvention est tenu d'informer l'Administration lorsque :

- a. l'affectation ou la destination des bâtiments scolaires pour lesquels les travaux ont été réalisés avec l'appoint de la subvention est modifiée totalement ou partiellement, ou
- b. les droits de propriétés, de jouissance, d'usage ou d'habitation de ces bâtiments sont cédés à titre gratuit ou onéreux.

Les bénéficiaires de la subvention dont les bâtiments scolaires ont bénéficié d'une subvention en vertu du présent décret et pour lesquels l'affectation scolaire n'est plus rencontrée et/ou cède à titre onéreux les bâtiments remboursent la subvention.

Le montant de la partie de la subvention à rembourser pour les locaux sera établi en fonction du nombre de m<sup>2</sup> désaffectés, déduction faite du nombre d'années d'occupation.

Chaque année d'occupation interviendra pour une trentième du montant de la subvention.

Le montant à rembourser sera fixé par arrêté du Gouvernement de la Communauté française.

Le bénéficiaire peut ne pas rembourser la subvention si:

- les locaux ont perdu leur destination scolaire suite à des circonstances indépendantes de la volonté du pouvoir organisateur concerné, ou
- l'affectation scolaire est maintenue.

Le Gouvernement apprécie l'opportunité de procéder au recouvrement de la subvention sur base des éléments présentés par le pouvoir organisateur.

Les dépenses éligibles considérées dans le présent mécanisme sont les suivantes et permettant l'augmentation de la capacité d'accueil de l'établissement concerné:

- a. tous travaux d'aménagement de locaux;
- b. tous travaux de construction ou rénovation de bâtiment;
- c. toutes locations de locaux complémentaires ou de modules préfabriqués pour une durée maximale allant jusqu'à la rentrée scolaire 2028;
- d. tous achats de bâtiments ou modules préfabriqués.

Les dépenses éligibles visées ci-dessus le sont dans le respect de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 février 2014 fixant les règles qui déterminent le besoin en constructions nouvelles ou extensions et les normes physiques et financières pour les bâtiments scolaires, internats et centres psycho-médico-sociaux.

Sur base des dossiers introduits, le Gouvernement arrête la liste des dossiers retenus selon les modalités fixées par le présent décret au plus tard le 30 septembre 2023. Préalablement à l'adoption de cette liste, le Gouvernement consulte sur cette liste la Commission inter caractère créée à l'article 11 du décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux. Cet avis est communiqué au Gouvernement dans un délai de 30 jours à dater de la communication à la Commission inter caractère de la liste des dossiers.

Si pour des raisons d'engagement juridique nécessaire sur un achat et/ou en vue d'ouvrir les places visées dès la rentrée scolaire 2023, un pouvoir organisateur ne peut attendre la date du 30 septembre 2023 pour obtenir un accord de financement, ce dernier devra le justifier lors de sa candidature.

Par engagement juridique nécessaire sur un achat, il y a lieu d'entendre, la remise d'une offre ferme d'achat ou la signature d'un acte notarié lié à cet achat.

Le Gouvernement peut alors se positionner plus rapidement sur ce dossier et ce afin de permettre au pouvoir organisateur de mener à bien son projet.

Si les moyens dévolus ne sont pas suffisants pour couvrir l'ensemble des demandes introduites, les dossiers seront priorisés sur base des critères suivants, et ce dans l'ordre de priorité:

- les projets visant des travaux ou aménagement pérenne et structurel;
- l'établissement visé se trouve dans une zone en tension où le manque de place est le plus important;
- le projet vise une école déjà existante;
- la date d'ouverture des places la plus proche;
- l'établissement visé se trouve dans une zone en tension où le tampon de 7 pourcents n'est pas encore atteint;
- le coût par place créée le moins onéreux.

Ces mêmes critères seront utilisés pour départager les dossiers faisant appel à la dérogation relative au délai de l'appel à projets, dans le cas où ces dossiers seraient à ce point nombreux que les moyens alloués soient insuffisants que pour tous les financer».

*CHAPITRE 3. — Modifications apportées au décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement*

**Art. 18.** A l'article 2bis du décret du 1<sup>er</sup> juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, les modifications suivantes sont apportées:

1. à l'alinéa 3, les mots «Il lance dans le courant du mois d'octobre, un appel à projets à l'ensemble des pouvoirs organisateurs pour bénéficier des moyens prévus, selon le cas, à l'article 13bis, § 2, 1<sup>o</sup>, à l'article 13bis, § 2, 2<sup>o</sup>, et à l'article 13bis, § 2, 3<sup>o</sup>, du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française.» sont remplacés par les mots «Il lance dans le courant du mois de novembre 2022 un appel à projets à l'ensemble des pouvoirs organisateurs pour bénéficier des moyens prévus, pour les années 2022, 2023 et 2024, à l'article 13bis du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française.»;

2. les alinéas 5 à 13 sont remplacés par ce qui suit:

«Les réponses à l'appel à projets sont remises par les pouvoirs organisateurs pour le 30 avril 2023 au plus tard, et ce via un formulaire type communiqué.

Les demandes introduites contiennent, selon les différentes situations, les éléments suivants:

1. un descriptif des travaux d'aménagements, de rénovation ou d'extension de bâtiments et/ou modules préfabriqués, envisagés;
2. descriptif détaillé des locations/achats de bâtiments et/ou modules préfabriqués envisagés;
3. une estimation financière du coût des travaux/locations/achats envisagés ;
4. un relevé de la population scolaire de l'établissement visé sur les 3 dernières années et son évolution projetée suite aux travaux/locations/achats envisagés;
5. un rétroplanning des opérations envisagées sur base du modèle prévu par l'appel à projet et mentionnant la date d'ouverture des nouvelles places.

Pour être éligible à l'appel à projets, les pouvoirs organisateurs, doivent répondre aux critères cumulatifs suivants:

a. viser une implantation scolaire de l'enseignement obligatoire, organisé ou subventionné par la Communauté française et située dans une zone en tension démographique. Par zone en tension démographique il y lieu d'entendre: les zones ou parties de zones telles que définies par le décret du 19 juillet 2017 relatif à l'offre de places dans les zones en tension démographique, aux subsides en matière de bâtiments scolaires, au programme prioritaire de travaux et au subventionnement des établissements d'enseignement obligatoire, article 9, et approuvé par le Gouvernement et annexé à l'appel à projets;

b. pour les demandes liées à des travaux pérennes sur l'infrastructures, disposer d'un droit réel pour une durée minimale de 30 ans sur le bâtiment visé, au plus tard au moment de l'accord ferme de subvention;

c. le projet permet la création de minimum 25 places, à l'exception de l'enseignement spécialisé pour lequel il n'y a pas de minimum et ne peut créer plus de nouvelles places que le nombre de places nécessaires pour atteindre le tampon de 10 pourcents de la zone où il se situe, sous peine de voir les places supplémentaires être non subventionnées;

d. les places doivent être créées structurellement pour la rentrée scolaire 2025 au plus tard, à l'exception des locations qui peuvent ne pas être structurelles;

e. le pouvoir organisateur demandeur doit disposer d'un accès aux dotations/subventions de fonctionnement;

f. le demandeur doit respecter la législation sur les marchés publics de travaux, fournitures et services.

Dans le cas de retard dans le délai d'ouverture des places, le Gouvernement peut retirer le droit à la subvention octroyée au pouvoir organisateur.

Les bénéficiaires de la subvention dont les bâtiments scolaires ont bénéficié d'une subvention en vertu du présent décret et pour lesquels l'affectation scolaire n'est plus rencontrée et/ou cède à titre onéreux les bâtiments remboursent la subvention.

Le montant de la partie de la subvention à rembourser pour les locaux sera établi en fonction du nombre de m<sup>2</sup> désaffectés, déduction faite du nombre d'années d'occupation.

Chaque année d'occupation interviendra pour une trentième du montant de la subvention.

Le montant à rembourser sera fixé par arrêté du Gouvernement de la Communauté française.

Le bénéficiaire peut ne pas rembourser la subvention si:

- les locaux ont perdu leur destination scolaire suite à des circonstances indépendantes de la volonté du pouvoir organisateur concerné, ou

- l'affectation scolaire est maintenue.

Le Gouvernement apprécie l'opportunité de procéder au recouvrement de la subvention sur base des éléments présentés par le pouvoir organisateur.

Les dépenses éligibles considérées dans le présent mécanisme sont les suivantes et permettant l'augmentation de la capacité d'accueil de l'établissement concerné:

- a. tous travaux d'aménagement de locaux;
- b. tous travaux de construction ou rénovation de bâtiment;
- c. toutes locations de locaux complémentaires ou de modules préfabriqués pour une durée maximale allant jusqu'à la rentrée scolaire 2028;
- d. tous achats de bâtiments ou modules préfabriqués.

Les dépenses éligibles visées ci-dessus le sont dans le respect de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 février 2014 fixant les règles qui déterminent le besoin en constructions nouvelles ou extensions et les normes physiques et financières pour les bâtiments scolaires, internats et centres psycho-médico-sociaux.

Sur base des dossiers introduits, le Gouvernement arrête la liste des dossiers retenus selon les modalités fixées par le présent décret au plus tard le 30 septembre 2023. Préalablement à l'adoption de cette liste, le Gouvernement consulte sur cette liste la Commission inter caractère créée à l'article 11 du décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux. Cet avis est communiqué au Gouvernement dans un délai de 30 jours à dater de la communication à la Commission inter caractère de la liste des dossiers.

Si pour des raisons d'engagement juridique nécessaire sur un achat et/ou en vue d'ouvrir les places visées dès la rentrée scolaire 2023, un pouvoir organisateur ne peut attendre la date du 30 septembre 2023 pour obtenir un accord de financement, ce dernier devra le justifier lors de sa candidature.

Par engagement juridique nécessaire sur un achat, il y a lieu d'entendre, la remise d'une offre ferme d'achat ou la signature d'un acte notarié lié à cet achat.

Le Gouvernement peut alors se positionner plus rapidement sur ce dossier et ce afin de permettre au pouvoir organisateur de mener à bien son projet.

Si les moyens dévolus ne sont pas suffisants pour couvrir l'ensemble des demandes introduites, les dossiers seront priorisés sur base des critères suivants, et ce dans l'ordre de priorité:

- les projets visant des travaux ou aménagement pérenne et structurel;
- l'établissement visé se trouve dans une zone en tension où le manque de place est le plus important;
- le projet vise une école déjà existante;
- la date d'ouverture des places la plus proche;
- l'établissement visé se trouve dans une zone en tension où le tampon de 7 pourcents n'est pas encore atteint;
- le coût par place créée le moins onéreux.

Ces mêmes critères seront utilisés pour départager les dossiers faisant appel à la dérogation relative au délai de l'appel à projets, dans le cas où ces dossiers seraient à ce point nombreux que les moyens alloués soient insuffisants que pour tous les financer.»

#### CHAPITRE 4. — *Dispositions relatives aux modifications apportées au décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé*

**Art. 19.** L'article 212bis du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé est remplacé par ce qui suit:

«Art. 212bis. Le Gouvernement lance dans le courant du mois de novembre 2022 un appel à projets à l'ensemble des pouvoirs organisateurs pour bénéficier à hauteur de 10 pourcents maximum des moyens prévus, pour les années 2022, 2023 et 2024, à l'article 13bis du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française.

Les réponses à l'appel à projets sont remises par les pouvoirs organisateurs pour le 30 avril 2023 au plus tard, et ce via un formulaire type communiqué.

Les demandes introduites contiennent, selon les différentes situations, les éléments suivants:

1. un descriptif des travaux d'aménagements, de rénovation ou d'extension de bâtiments et/ou modules préfabriqués, envisagés;
2. descriptif détaillé des locations/achats de bâtiments et/ou modules préfabriqués envisagés;
3. une estimation financière du coût des travaux/locations/achats envisagés ;
4. un relevé de la population scolaire de l'établissement visé sur les 3 dernières années et son évolution projetée suite aux travaux/locations/achats envisagés;
5. un rétroplanning des opérations envisagées sur base du modèle prévu par l'appel à projet et mentionnant la date d'ouverture des nouvelles places.

Pour être éligible à l'appel à projets, les pouvoirs organisateurs, doivent répondre aux critères cumulatifs suivants:

- a. viser une implantation scolaire de l'enseignement obligatoire, organisé ou subventionné par la Communauté française;
- b. pour les demandes liées à des travaux pérennes sur l'infrastructures, disposer d'un droit réel pour une durée minimale de 30 ans sur le bâtiment visé, au plus tard au moment de l'accord ferme de subvention;
- c. les places doivent être créées structurellement pour la rentrée scolaire 2025 au plus tard, à l'exception des locations qui peuvent ne pas être structurelles;
- d. le pouvoir organisateur demandeur doit disposer d'un accès aux dotations/subventions de fonctionnement;
- e. le demandeur doit respecter la législation sur les marchés publics de travaux, fournitures et services.

Dans le cas de retard dans le délai d'ouverture des places, le Gouvernement peut retirer le droit à la subvention octroyée au pouvoir organisateur.

Les bénéficiaires de la subvention dont les bâtiments scolaires ont bénéficié d'une subvention en vertu du présent décret et pour lesquels l'affectation scolaire n'est plus rencontrée et/ou cède à titre onéreux les bâtiments remboursent la subvention.

Le montant de la partie de la subvention à rembourser pour les locaux sera établi en fonction du nombre de m<sup>2</sup> désaffectés, déduction faite du nombre d'années d'occupation.



Chaque année d'occupation interviendra pour une trentième du montant de la subvention.

Le montant à rembourser sera fixé par arrêté du Gouvernement de la Communauté française.

Le bénéficiaire peut ne pas rembourser la subvention si:

- les locaux ont perdu leur destination scolaire suite à des circonstances indépendantes de la volonté du pouvoir organisateur concerné, ou

- l'affectation scolaire est maintenue.

Le Gouvernement apprécie l'opportunité de procéder au recouvrement de la subvention sur base des éléments présentés par le pouvoir organisateur.

Les dépenses éligibles considérées dans le présent mécanisme sont les suivantes et permettant l'augmentation de la capacité d'accueil de l'établissement concerné:

a. tous travaux d'aménagement de locaux;

b. tous travaux de construction ou rénovation de bâtiment;

c. toutes locations de locaux complémentaires ou de modules préfabriqués pour une durée maximale allant jusqu'à la rentrée scolaire 2028;

d. tous achats de bâtiments ou modules préfabriqués.

Les dépenses éligibles visées ci-dessus le sont dans le respect de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 février 2014 fixant les règles qui déterminent le besoin en constructions nouvelles ou extensions et les normes physiques et financières pour les bâtiments scolaires, internats et centres psycho-médico-sociaux.

Sur base des dossiers introduits, le Gouvernement arrête la liste des dossiers retenus selon les modalités fixées par le présent décret au plus tard le 30 septembre 2023. Préalablement à l'adoption de cette liste, le Gouvernement consulte sur cette liste la Commission inter caractère créée à l'article 11 du décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux. Cet avis est communiqué au Gouvernement dans un délai de 30 jours à dater de la communication à la Commission inter caractère de la liste des dossiers.

Si pour des raisons d'engagement juridique nécessaire sur un achat et/ou en vue d'ouvrir les places visées dès la rentrée scolaire 2023, un pouvoir organisateur ne peut attendre la date du 30 septembre 2023 pour obtenir un accord de financement, ce dernier devra le justifier lors de sa candidature.

Par engagement juridique nécessaire sur un achat, il y a lieu d'entendre, la remise d'une offre ferme d'achat ou la signature d'un acte notarié lié à cet achat.

Le Gouvernement peut alors se positionner plus rapidement sur ce dossier et ce afin de permettre au pouvoir organisateur de mener à bien son projet.

Si les moyens dévolus ne sont pas suffisants pour couvrir l'ensemble des demandes introduites, les dossiers seront priorisés sur base des critères suivants, et ce dans l'ordre de priorité:

- les projets visant des travaux ou aménagement pérenne et structurel;

- le projet vise une école déjà existante;

- la date d'ouverture des places structurelles la plus proche;

- le coût par place créée le moins onéreux.

Ces mêmes critères seront utilisés pour départager les dossiers faisant appel à la dérogation relative au délai de l'appel à projets, dans le cas où ces dossiers seraient à ce point nombreux que les moyens alloués soient insuffisants que pour tous les financer».

#### CHAPITRE 5. — *Création d'un service à comptabilité autonome pour le plan d'investissement exceptionnel dans les bâtiments scolaires*

**Art. 20.** Un service administratif à comptabilité autonome au sens de l'article 2, 5°, du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du Gouvernement de la Communauté française, est constitué auprès du Service général des Infrastructures Scolaires Subventionnées, sous le nom "Plan d'investissement exceptionnel dans les bâtiments scolaires". Ce service est placé sous l'autorité directe du Ministre qui a les bâtiments scolaires dans ses attributions.

**Art. 21.** Le Service Administratif à Comptabilité Autonome du Service général des Infrastructures Scolaires Subventionnées du Secrétariat général, est alimenté par les ressources suivantes:

1° en 2022, une dotation d'un milliard d'euros (1.000.000.000,00 euros);

2° tout produit divers, tel que notamment les donations ou legs;

3° des dotations exceptionnelles décidées par le Gouvernement à charge du budget des dépenses.

### TITRE 3. — **DISPOSITIONS RELATIVES A LA CULTURE**

#### CHAPITRE 1. — *Dispositions relatives aux infrastructures culturelles*

**Art. 22.** A l'article 57, § 3, du décret-programme du 14 juillet 2021 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la crise du coronavirus, au plan de relance européen, à l'Égalité des chances, aux Bâtiments scolaires, à WBE, au Droit des femmes, à l'Enseignement supérieur, à la Recherche scientifique, au Secteur non marchand, à l'Éducation et aux Fonds budgétaires, les mots «de 10 pour cent et» sont insérés entre les mots «est majoré» et les mots «des montants nécessaires à la prise en charge de la TVA.

#### CHAPITRE 2. — *Dispositions relatives à la Commission des Seniors*

**Art. 23.** Dans l'article 7 du décret du 26 mai 2011 instaurant la Commission des Seniors de la Communauté française, le montant «20.000 euros» est remplacé par le montant «52.000 euros».

#### CHAPITRE 3. — *Dispositions relatives aux Arts de la scène*

**Art. 24.** Dans l'article 35/1 du décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la scène, remplacé par le décret du 20 juillet 2022, les modifications suivantes sont apportées:

1. à l'alinéa 1<sup>er</sup> les mots «en crédits d'engagement» sont abrogés;

2. à l'alinéa 2 les modifications suivantes sont apportées:

- a. les mots en crédits d'engagement» sont abrogés;
- b. le montant «9.649.000 euros» est remplacé par le montant «9.828.000 euros».

**Art. 25.** L'article 107 du décret du 20 juillet 2022 modifiant le décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la scène est complété par un alinéa rédigé comme suit:

«Les contrats-programmes en cours dont la subvention annuelle est inférieure ou égale à cent-vingt-cinq mille euros restent compatibles avec l'octroi d'une aide au projet, même accordée après l'entrée en vigueur du présent décret, jusqu'au 31 décembre 2023.».

#### CHAPITRE 4. — *Dispositions relatives aux patrimoines culturels*

**Art. 26.** Dans l'article 4 du décret du 25 avril 2019 relatif au secteur muséal en Communauté française, les mots «, sous réserve des crédits budgétaires disponibles,» sont abrogés.

**Art. 27.** Dans les articles 6, 8, § 1<sup>er</sup>, 11, § 1<sup>er</sup>, 13, § 1<sup>er</sup> et 2, et 16 du même décret, les mots «et dans la limite des crédits budgétaires disponibles,» sont chaque fois abrogés.

**Art. 28.** Dans les articles 9 et 12 du même décret, les mots «dans la limite des crédits budgétaires disponibles» sont chaque fois abrogés.

**Art. 29.** Dans le même décret, il est inséré à la suite de l'article 14 un Chapitre *Vbis* intitulé «Priorisation dans l'octroi des aides aux musées et pôles muséaux»

**Art. 30.** Dans le chapitre *Vbis* insérée par l'article 29, il est inséré un article 14/1 rédigé comme suit:

«Article 14/1. Lorsque les crédits budgétaires disponibles sont insuffisants pour répondre à l'ensemble des demandes introduites en vertu des articles 6 à 8, 10 à 11 et 13 à 14, les priorités sont définies comme suit:

1. la priorité est d'abord donnée au renouvellement, hors demande de progression, des reconnaissances existantes faisant l'objet d'une évaluation positive;

2. la priorité est ensuite donnée aux aides au développement d'un plan de mise en conformité accordées aux opérateurs reconnus dont la demande de renouvellement a fait l'objet d'une évaluation négative;

3. la priorité est enfin donnée à l'octroi de nouvelles reconnaissances, d'aides à la création, d'augmentations de subvention et d'aides au développement d'un plan de mise en conformité non visées sous 2°, en tenant compte de leur classement selon les critères suivants:

- a. la qualité de la vision culturelle du musée ainsi que de son positionnement au sein de la société (30 points);
- b. la qualité du travail de médiateur et de développement des droits culturels des populations en fonction des ressources disponibles et de la catégorie du musée (30 points);
- c. la qualité du travail de gestion patrimoniale en fonction des ressources disponibles et de la catégorie du musée (15 points);
- d. la qualité du travail scientifique en fonction des ressources disponibles et de la catégorie du musée (15 points);
- e. la qualité de la collection du musée (10 points);
- f. une couverture adéquate de l'ensemble du territoire et des populations de la Communauté française (10 points);
- g. la diversité des thématiques abordées par l'ensemble des musées reconnus, avec une attention particulière pour les thématiques peu valorisées (10 points).».

**Art. 31.** Dans l'article 17, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, le 2° est abrogé.

**Art. 32.** Dans l'article 11, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juin 2019 portant exécution du décret du 25 avril 2019 relatif au secteur muséal en communauté française, les mots «, dans la limite des crédits budgétaires disponibles,» sont abrogés.

#### CHAPITRE 5. — *Dispositions relatives à l'Action culturelle territoriale*

**Art. 33.** Dans l'article 27, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2011 portant application du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le Réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques, l'alinéa 3 inséré par le décret du 14 juillet 2021 est abrogé.

**Art. 34.** Dans le décret du 30 avril 2009 relatif à l'encadrement et au subventionnement des fédérations de pratiques artistiques en amateur, des Fédérations représentatives de Centres d'expression et de créativité et des centres d'expression et de créativité, il est inséré un article 51/4 rédigé comme suit:

«Article 51/4. Par dérogation à l'ordre de priorité défini à l'article 30, 3°, alinéa 2, les associations visées à l'article 30/1/1, alinéa 3, 2° et 3°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 décembre 2003 fixant les modalités d'application du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire peuvent bénéficier, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023 et pour autant qu'elles soient reconnues en catégorie 3 ou 4, d'une subvention à l'emploi d'un permanent animateur-coordonateur.

Lors de l'exercice 2023, le montant de cette subvention à l'emploi est déduit du montant de la subvention facultative octroyé par convention à l'association.».

#### CHAPITRE 6. — *Dispositions relatives au cinéma*

**Art. 35.** À l'article 1<sup>er</sup> /1 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2012 relatif aux aides à la création, les modifications suivantes sont apportées:

1. à l'alinéa 1, les mots «12.500 euros» sont remplacés par les mots «15.000 euros»;
2. à l'alinéa 2, les mots «7.500 euros» sont remplacés par les mots «10.000 euros»;
3. à l'alinéa 3, les mots «15.000 euros» sont remplacés par les mots «20.000 euros».

**Art. 36.** Au premier alinéa de l'article 2 du même arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2012 relatif aux aides à la création, les mots «- 20.000 euros pour un premier ou deuxième documentaire de création; - 25.000 euros pour un troisième documentaire de création ou suivant.» sont remplacés par les mots «30.000 euros».

**Art. 37.** À l'article 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées:

1. au § 1<sup>er</sup>, les mots «430.000 euros» sont remplacés par les mots «500.000 euros»;
2. au § 2, les mots «100.000 euros» sont remplacés par les mots «120.000 euros»;
3. au § 3, les mots «15.000 euros» sont remplacés par les mots «20.000 euros »;
4. au § 4, les mots «75.000 euros» sont remplacés par les mots «90.000 euros ».

**Art. 38.** À l'article 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées:

1. à l'alinéa 2, les mots termes «42.500 euros» sont remplacés par les termes «50.000 euros»;
2. à l'alinéa 3, les mots «50.000 euros» sont remplacés par les mots «60.000 euros»;
3. à l'alinéa 5, les mots «15.000 euros» sont remplacés par les mots «20.000 euros».

**Art. 39.** À l'article 7 du même arrêté, les termes «20.000 euros sont remplacés par les termes «25.000 euros».

#### CHAPITRE 7. — *Disposition relative à l'audiovisuel*

**Art. 40.** A l'article 22, § 4, du décret du 14 juillet 1997 portant statut de la RTBF, tel qu'inséré par le décret-programme du 17 juillet 2013 et modifié en dernier lieu par le décret-programme du 20 décembre 2017, les mots «sur la période 2018-2022» sont remplacés par les mots «sur la période 2018-2023».

#### TITRE 4. — *DISPOSITIONS RELATIVES A LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE*

**Art. 41.** L'article 63 du décret du 3 mai 2019 portant diverses mesures relatives à l'Enseignement supérieur et à la Recherche est remplacé par ce qui suit:

«Art. 63.- La Communauté française alloue annuellement un montant de 431.000 euros pour l'organisation du «Printemps des Sciences».

Ce montant est réparti entre les universités, les hautes écoles et les écoles supérieures des arts participantes selon les modalités suivantes:

1. 71.000 euros pour l'établissement qui pilote la coordination de l'évènement au cours de l'année en cours;
2. le solde est réparti entre les autres établissements d'enseignement supérieur participant à l'organisation de l'activité en fonction des dépenses reprises dans le plan coordonné annuel repris à l'article 63/1.».

**Art. 42.** Dans le même décret, un article 63/1 est inséré et rédigé comme suit:

«Art. 63/1. § 1<sup>er</sup>. Un plan coordonné pour l'évènement «Printemps des Sciences», est établi, chaque année, pour le 15 septembre de l'année n-1.

Ce plan est établi par les établissements d'enseignement supérieur participant à l'organisation de l'évènement, les établissements scientifiques de la Communauté française et les chercheurs francophones du Jardin botanique de Meise.

Il est transmis au Ministre en charge de l'Enseignement supérieur pour information.

Il comprend les actions à mener visant à promouvoir les sciences et les études proposées par les établissements d'enseignement supérieur dans le domaine scientifique, et en particulier des STEM en tenant compte d'une approche STEAM.

§ 2. Le plan détaille, également, pour chaque établissement, les dépenses permettant de répartir le solde visé à l'article 63, alinéa 2, 2°, à savoir:

1. les dépenses de personnel relatives aux membres du personnel de l'établissement, dans la mesure où ils sont affectés à la réalisation du projet;
2. les coûts des instruments et du matériel nécessaire à la réalisation du projet;
3. les coûts de services d'expertise et de services équivalents utilisés exclusivement pour la réalisation du projet;
4. les coûts des matériaux, fournitures et produits similaires, supportés directement du fait de la réalisation du projet;
5. les frais nécessaires à la publicité des événements du projet, plafonnés à 100.000 euros, et versés au coordinateur du plan d'actions.

Les coûts visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2° et 4°, se limitent à la charge annuelle d'amortissement de l'équipement, à l'exclusion du prix d'achat.

§ 3. Le plan est préalablement approuvé par un comité de pilotage qui rassemble:

1. un représentant du Ministre en charge de l'Enseignement supérieur;
2. un représentant du Ministre en charge de l'Enseignement obligatoire;
3. un représentant de l'Administration en charge de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique;
4. maximum cinq représentants des universités, désignés par l'ARES;
5. maximum quatre représentants des hautes écoles, désignés par l'ARES;
6. maximum quatre représentants des écoles supérieures des arts, désignés par l'ARES.

Des représentants du Pôle Politique scientifique du Conseil Economique Social et Environnemental de Wallonie et du Conseil de la Politique Scientifique de la Région de Bruxelles-Capitale sont invités pour participer au Comité de pilotage.

Le représentant du Ministre en charge de l'Enseignement supérieur assure la présidence du Comité de pilotage.».

**Art. 43.** L'article 1<sup>er</sup> du décret du 17 juillet 2013 relatif à la Recherche par le Fonds national de la Recherche scientifique est complété par un alinéa rédigé comme suit:

«A partir de l'année 2023, un montant additionnel de 250.000 euros à affecter à des chercheurs cliniciens est ajouté au montant obtenu en application des alinéas précédents. A partir de l'année 2024, ce montant est indexé conformément au mécanisme prévu à l'alinéa 5.».

**Art. 44.** L'article 1<sup>er</sup> du décret du 30 janvier 2014 relatif au financement de la recherche dans les universités est complété par un alinéa rédigé comme suit:

«A partir de l'année 2023, un montant additionnel de 4.000.000 d'euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas précédents. A partir de l'année 2024, ce montant est indexé conformément au mécanisme prévu à l'alinéa 5.».

## TITRE 5. — DISPOSITIONS RELATIVES A L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET A L'ENSEIGNEMENT DE PROMOTION SOCIALE

### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Des conseillers pour la réforme de la Formation initiale des Enseignants

**Art. 45.** A l'article 47, § 1<sup>er</sup> et 5, du décret-programme du 12 décembre 2018 portant diverses mesures relatives à l'organisation du Budget et de la comptabilité, aux Fonds budgétaires, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, à l'Enfance, à l'Enseignement obligatoire et de promotion sociales, aux Bâtiments scolaires, au financement des Infrastructures destinées à accueillir la Cité des métiers de Charleroi, à la mise en œuvre de la réforme de la formation initiale des enseignants, les mots «à 2022» sont remplacés par les mots «à 2023».

### CHAPITRE 2. — Modifications de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires

**Art. 46.** A l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, les modifications suivantes sont apportées:

1. le § 1<sup>er</sup> est complété par 5 alinéas rédigés comme suit:

«En 2022, un montant de 109.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas 1 à 5 et 7 à 8.

En 2022, un montant de 396.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas 1 à 5 et 7 à 9.

A partir de l'année 2023, un montant de 3.900.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas 1 à 5 et 7. A partir de l'année 2024, ce montant est indexé conformément aux dispositions prévues au paragraphe 4.

A partir de l'année 2023, un montant de 160.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas 1 à 5 et 7 et 11. A partir de l'année 2024, ce montant est indexé conformément aux dispositions prévues au paragraphe 4.

A partir de l'année 2023, un montant de 396.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas 1 à 5 et 7 et 11 à 12. »;

2. le § 2 est complété par 5 alinéas rédigés comme suit:

«En 2022, un montant de 254.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas 1 à 5 et 7 à 8.

En 2022, un montant de 924.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas 1 à 5 et 7 à 9.

A partir de l'année 2023, un montant de 9.100.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas 1 à 5 et 7. A partir de l'année 2024, ce montant est indexé conformément aux dispositions prévues au paragraphe 4.

A partir de l'année 2023, un montant de 374.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas 1 à 5 et 7 et 11. A partir de l'année 2024, ce montant est indexé conformément aux dispositions prévues au paragraphe 4.

A partir de l'année 2023, un montant de 924.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas 1 à 5 et 7 et 11 à 12. »;

3. au § 5<sup>ter</sup>, les termes «à 2021 comprise» sont remplacés par les termes «à 2027 comprise»;

4. le § 5<sup>bis</sup>, est complété par les 2 alinéas suivants:

«A partir de l'année budgétaire 2022, les montants suivants, exprimés en valeur 2021, sont ajoutés aux montants indexés prévus au premier alinéa:

- Université de Liège: 7.449.000 euros;
- Université catholique de Louvain: 14.450.000 euros;
- Université libre de Bruxelles: 17.740.000 euros;
- Université de Mons: 5.856.000 euros;
- Université de Namur: 868.000 euros;
- Université Saint-Louis - Bruxelles: 2.292.000 euros.

«A partir de l'année 2022, la somme des montants ainsi obtenus par les institutions concernées pour l'année 2021 est indexée conformément aux dispositions prévues au paragraphe 4.».

**Art. 47.** A l'article 36<sup>bis</sup>/1 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1. au § 1<sup>er</sup>:

a. à l'alinéa 2, la 1<sup>ère</sup> phrase est complétée par les mots «et à 2,4 millions euros pour l'année 2022 et à 3,6 millions euros pour l'année 2023 et à 1,2 million euros pour l'année 2024»;

b. l'alinéa 2 est complété par les phrases «A partir de 2024, le montant de 2,4 millions d'euros prévu pour l'année 2022 est ajouté, après indexation, à concurrence de 30 pourcents au montant prévu à l'article 29, § 1<sup>er</sup>, et à concurrence de 70 pourcents au montant prévu à l'article 29, § 2. A partir de 2025, le montant de 1,2 million d'euros ajouté pour atteindre le montant prévu pour l'année 2023 et constituant le montant prévu restant pour l'année 2024 est ajouté, après indexation, à concurrence de 30 pourcents au montant prévu à l'article 29, § 1<sup>er</sup>, et à concurrence de 70 pourcents au montant prévu à l'article 29, § 2.»;



- c. à l'alinéa 3, les mots «à 2021-2022» sont remplacés par les mots «à 2024-2025»;
2. au § 2, après les mots "Pour le 31 décembre 2022 au plus tard" sont ajoutés les mots "et pour le 31 décembre 2025 au plus tard";
3. au § 3:
- a. à l'alinéa 2, 1<sup>ère</sup> phrase, les mots «et à au moins 1,2 million à partir de 2022» sont remplacés par les mots «et à 1,2 million d'euros pour l'année 2022 et à 1,2 million euros pour l'année 2024 et à 1,2 million d'euros pour l'année 2025»
- b. l'alinéa 2 est complété par la phrase «A partir de 2026, le montant de 1,2 million d'euros, constituant le montant prévu pour l'année 2024 et constituant le montant prévu pour l'année 2025, est ajouté, après indexation, à concurrence de 30 pourcents au montant prévu à l'article 29, § 1<sup>er</sup>, et à concurrence de 70 pourcents au montant prévu à l'article 29, § 2.»;
- c. l'alinéa 3 est complété par les mots "et 2024-2025 à 2025-2026";
4. au § 4, après les mots "Pour le 31 décembre 2023 au plus tard" sont ajoutés les mots "et pour le 31 décembre 2026 au plus tard".

**Art. 48.** A l'article 36<sup>ter</sup> de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1. à l'alinéa 3, les mots «La répartition entre les universités du montant visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>» sont remplacés par les mots «La répartition entre les universités du montant calculé en vertu de cet article»;
2. deux alinéas, rédigés comme suit, sont ajoutés: «A partir de l'année budgétaire 2023, un montant de 440.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas 1 et 2. A partir de l'année budgétaire 2024, ce montant est indexé conformément aux dispositions prévues à l'article 29, § 4.

A partir de l'année budgétaire 2024, un montant de 160.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas 1, 2 et 5. A partir de l'année budgétaire 2025, ce montant est indexé conformément aux dispositions prévues à l'article 29, § 4.».

**Art. 49.** A l'article 36<sup>quater</sup> de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1. à l'alinéa 2, les mots «L'allocation complémentaire» sont remplacés par les mots «L'allocation complémentaire visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>»;
2. entre l'alinéa 4 et l'alinéa 5, devenant l'alinéa 6, il est inséré un nouvel alinéa 5 rédigé comme suit:

«A partir de l'année budgétaire 2023, un montant de 85.000 euros est attribué à l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur (ARES) en vue de coordonner des actions et des recherches d'accompagnement à la réussite ainsi qu'en matière d'orientation en ce compris le développement d'un outil d'orientation. A partir de l'année budgétaire 2024, ce montant est indexé suivant la formule prévue à l'article 29, § 4.»;

3. il est ajouté 2 alinéas, rédigés comme suit:

«A partir de l'année budgétaire 2023, un montant de 1.820.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas 1, 4 et 6 à 8 en vue de promouvoir les initiatives et les aides à la réussite visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> et réparti au prorata du nombre d'étudiants au sens de l'article 100, § 1<sup>er</sup>, du décret du 7 novembre 2013, bénéficiant de droits d'inscription réduits, qui sont pris en compte pour le financement des quatre années académiques qui précèdent l'année budgétaire. A partir de l'année 2024, ce montant est indexé suivant la formule prévue à l'article 29, § 4.

A partir de l'année budgétaire 2024, un montant de 680.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas 1, 4 et 6 à 9 en vue de promouvoir les initiatives et les aides à la réussite visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> et réparti au prorata du nombre d'étudiants au sens de l'article 100, § 1<sup>er</sup>, du décret du 7 novembre 2013, bénéficiant de droits d'inscriptions réduits, qui sont pris en compte pour le financement durant les quatre années académiques qui précèdent l'année budgétaire. A partir de l'année 2025, ce montant est indexé suivant la formule prévue à l'article 29, § 4.».

**Art. 50.** A l'article 36<sup>quater</sup>/1, alinéas 4 et 5, de la même loi, les mots «en vertu des alinéas 1 et 4» sont remplacés par les mots «en vertu des alinéas 1 et 3».

**Art. 51.** Un article 36<sup>quater</sup>/2 rédigé comme suit est inséré dans la même loi:

«Article 36<sup>quater</sup>/2. – A partir de l'année budgétaire 2023, une allocation complémentaire d'un montant de 1.210.000 euros est répartie entre les universités en vue d'être affectée exclusivement à du personnel dédié à l'encadrement des étudiants du 1<sup>er</sup> bloc annuel au sens de l'article 100, § 1<sup>er</sup>, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études. Cette allocation est répartie au prorata du nombre d'étudiants, qui sont pris en compte pour le financement durant les 4 années académiques qui précèdent l'année budgétaire et compte tenu de la définition des étudiants concernés découlant de l'article 100, § 1<sup>er</sup>, du décret du 7 novembre 2013, d'application lors de chacune des 4 années académiques précédant l'année budgétaire.

Les coûts du personnel imputés sur l'allocation complémentaire visée dans cet article n'entrent pas en considération pour l'application de l'article 40, § 3.

A partir de l'année budgétaire 2024, le montant visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est indexé suivant la formule prévue à l'article 29, § 4.

A partir de l'année budgétaire 2024, un montant de 460.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas 1 et 3. A partir de l'année budgétaire 2025, ce montant est indexé conformément aux dispositions prévues à l'article 29, § 4.».

**Art. 52.** A l'article 36<sup>quinquies</sup>, de la même loi, le littéra 2<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit:

«2<sup>o</sup> Des montants repris aux articles 36<sup>quater</sup>, 36<sup>quater</sup>/1 et 36<sup>quater</sup>/2;».

**Art. 53.** A l'article 45 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1. au § 1<sup>er</sup>:

a. l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit: "Ce montant est réparti entre les institutions universitaires visées à l'article 25, en fonction des pourcentages suivants:

- 1<sup>o</sup> l'Université de Liège: 27,20%;
- 2<sup>o</sup> l'Université catholique de Louvain: 30,33%;
- 3<sup>o</sup> l'Université libre de Bruxelles: 24,95%;
- 4<sup>o</sup> l'Université de Mons: 8,12%;

- 5° l'Université de Namur: 6,77%;
- 6° l'Université Saint-Louis – Bruxelles: 2,63%.”;

b. 2 alinéas rédigés comme suit sont ajoutés:

«A partir de l'année budgétaire 2023, un montant de 6.930.000 euros est ajouté au montant obtenu en application de l'alinéa 1<sup>er</sup> indexé en vertu du § 1<sup>ter</sup> et est réparti entre les institutions universitaires conformément à l'alinéa 2. A partir de l'année budgétaire 2024, le montant de 6.930.000 est indexé conformément à l'article 29, § 4.

A partir de l'année budgétaire 2024, un montant de 2.600.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas précédents et réparti entre les institutions universitaires conformément à l'alinéa 2. A partir de l'année budgétaire 2025, le montant de 2.600.000 est indexé conformément à l'article 29, § 4.”;

2. au § 1<sup>ter</sup>, les mots «les montants visés aux paragraphes précédents» sont remplacés par les mots «les montants visés au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et au § 1<sup>bis</sup> »;

3. le § 3 est complété par 2 alinéas rédigés comme suit:

“A partir des comptes de l'année 2023 et après chaque période de 5 ans à l'appui des comptes, les institutions universitaires transmettent, au Ministre ayant l'Enseignement universitaire dans ses attributions via le commissaire ou délégué du Gouvernement ayant en charge le contrôle de l'institution universitaire et à l'administration ayant en charge l'enseignement supérieur, un rapport expliquant la manière dont les nouveaux moyens alloués ont contribué, pour chaque période de 5 ans, à l'amélioration des installations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> en vue de faire face à la croissance de la population étudiante et de concourir à la réalisation des objectifs spécifiés à l'article 2 du décret du 1<sup>er</sup> juillet 2021 organisant une coordination et un renforcement des actions de la Communauté française en faveur d'une transition écologique.

Sur les moyens supplémentaires alloués à partir de 2023, en cas d'opération de démolition/reconstruction, la norme Q-ZEN doit être atteinte et en cas de rénovation lourde, les travaux doivent permettre une économie d'énergie primaire d'au moins 30 pourcents.”.

#### CHAPITRE 3. — *Modification du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

**Art. 54.** A l'article 9 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées:

1. à l'alinéa 7, les mots «En 2022» sont remplacés par les mots «Pour l'année budgétaire 2022» et la phrase suivante est ajoutée: «A partir de l'année 2024, ce montant est indexé conformément à l'article 9 *bis*.»;

2. il est ajouté les alinéas 8 à 13 suivants:

«En 2022, un montant de 242.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas 1 à 4 et 6 à 7.

En 2022, un montant de 778.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas 1 à 4 et 6 à 8.

Pour l'année budgétaire 2023, un montant de 5.600.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas 1 à 4, 6 et 7. A partir de l'année 2024, ce montant est indexé conformément à l'article 9 *bis*.

Pour l'année budgétaire 2023, un montant de 355.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas 1 à 4, 6, 7 et 10A partir de l'année 2024, ce montant est indexé conformément à l'article 9 *bis*.

Pour l'année budgétaire 2023, un montant de 778.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas 1 à 4, 6, 7, 10 et 11.

Pour l'année budgétaire 2024, un montant de 2.100.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas 1 à 4, 6, 7 et 10 à 12. A partir de l'année 2025, ce montant, hors le montant visé à l'alinéa 12, est indexé conformément à l'article 9 *bis*, le montant visé à l'alinéa 12 y restant intégré annuellement à sa valeur de 2023.».

**Art. 55.** A l'article 21sexies du même décret, le dernier alinéa est remplacé par l'alinéa suivant:

«A partir de l'année budgétaire 2023, un montant de 640.000 euros est alloué aux Hautes Ecoles qui organisent les sections «technique de l'image», «communication appliquée» et «presse et information» et est réparti entre elles au prorata des montants de leurs frais appréciés aux coûts réels afférents aux biens et services fournis individuellement aux étudiants définis à l'article 12, § 2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, exposés durant l'année académique 2021-2022.».

#### CHAPITRE 4. — *Modification de la Loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement*

**Art. 56.** A l'article 12, § 2, alinéa 19, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, les mots “ ni aux étudiants inscrits dans les sections «technique de l'image», «communication appliquée» et «presse et information» des hautes écoles” sont supprimés.

**Art. 57.** A l'article 12, § 3, alinéa 9, de la même loi, les tirets 2 et 3 sont remplacés par quatre tirets, devenant les tirets 2 à 5, rédigés comme suit:

«- les chômeurs complets indemnisés et les travailleurs à temps partiel bénéficiant de l'allocation de garantie de revenus;

- les chômeurs complets indemnisés en formation professionnelle organisée ou subventionnée par le service de placement;

- les demandeurs d'emploi inoccupés inscrits obligatoirement, les jeunes en stage d'insertion professionnelle, les demandeurs d'emploi en formation professionnelle, les demandeurs d'allocations et les demandeurs d'emploi sans revenu dont le conjoint ou la personne avec laquelle ledit demandeur vit en couple, également demandeur d'emploi ou d'allocations, bénéficie du taux cohabitant avec charge de famille;

- les demandeurs d'emplois inscrits dans des programmes d'aide à l'emploi à l'exclusion des personnes sous contrat ACS (agents contractuels subventionnés) ou APÉ (aides à la promotion de l'emploi);».

CHAPITRE 5. — *Modifications du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études*

**Art. 58.** L'article 5 du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études est complété par un paragraphe 9 rédigé comme suit:

“§ 9. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, un étudiant n'est pas finançable s'il s'inscrit à un cursus après avoir échoué au cours de deux années académiques à un concours ou à toute épreuve permettant d'entreprendre ou de poursuivre des études supérieures dans ce même cursus à l'issue d'une année d'études supérieures préparatoire ou générale menant à ce concours ou à cette épreuve.”

**Art. 59.** A l'article 6 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1. les mots “au cours des cinq années académiques précédentes” sont abrogés;
2. un alinéa 2 rédigé comme suit est ajouté:

“Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, en cas d'interruption d'au moins cinq années académiques, l'étudiant n'est pas tenu de déclarer ses inscriptions préalables à des études supérieures et les résultats de ses épreuves antérieurs à cette interruption.”

CHAPITRE 6. — *Modification du Décret-programme du 14 juillet 2021 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la crise du coronavirus, au plan de relance européen, à l'Égalité des chances, aux Bâtiments scolaires, à WBE, au Droit des femmes, à l'Enseignement supérieur, à la Recherche scientifique, au Secteur non-marchand, à l'Éducation et aux Fonds budgétaires*

**Art. 60.** L'article 78 du décret-programme du 14 juillet 2021 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la crise du coronavirus, au plan de relance européen, à l'Égalité des chances, aux Bâtiments scolaires, à WBE, au Droit des femmes, à l'Enseignement supérieur, à la Recherche scientifique, au Secteur non-marchand, à l'Éducation et aux Fonds budgétaires est remplacé par ce qui suit: «Si un établissement n'a pas épuisé l'entière de son droit de tirage, la partie de la subvention non-utilisée est mise dans un pot commun. Si un projet initialement subventionné ne respecte pas tout ou partie des conditions et délais imposés dans l'appel à projets, la subvention accordée à l'établissement est retirée à due concurrence et le montant y relatif est récupéré et également mis dans ce pot commun. Ce pot commun est réparti entre les lauréats de l'appel à projets visés à l'article 74, § 2, selon les critères prévus pour le droit de tirage maximal à l'article 75, § 2, mais en excluant du calcul les établissements non lauréats.»

**Art. 61.** L'article 85 du même décret-programme est remplacé par ce qui suit: «Si un pouvoir organisateur d'Enseignement de promotion sociale reconnu par la Communauté française n'a pas épuisé l'entière de son droit de tirage, le montant afférent à ce projet est versé dans un pot commun. Si un projet initialement subventionné ne respecte pas tout ou partie des conditions et délais imposés dans l'appel à projets, la subvention accordée à l'établissement est retirée à due concurrence et le montant y relatif est récupéré et versé dans ce même pot commun. Le montant de ce pot commun est réparti entre les lauréats de l'appel à projets visés à l'article 81, § 2, au prorata des périodes élèves générées pour l'année civile 2019, telles que déterminées par l'article 99 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale.»

CHAPITRE 7. — *Modification du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants)*

**Art. 62.** A l'article 54 du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), le paragraphe 6 est complété par un alinéa rédigé comme suit:

«A partir de l'année académique 2023-2024, un encadrement spécifique est alloué annuellement aux écoles supérieures des arts pour l'organisation de formations relevant du domaine n°10 bis: «sciences de l'éducation et enseignement» sur base du calcul suivant: tous les étudiants finançables inscrits dans les formations relevant du domaine n°10bis: «sciences de l'éducation et enseignement», visé à l'article 83, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, sont comptabilisés. Le produit de leur nombre par le coefficient de 0.04, correspond à l'encadrement exprimé en unités d'emploi attribuées à l'école supérieure des arts pour l'année académique suivante en supplément de l'encadrement octroyé au domaine artistique de référence conformément à l'article 53.»

**TITRE 6. — DISPOSITIONS RELATIVES A LA JEUNESSE**

**Art. 63.** Le Gouvernement arrête la procédure et les conditions permettant aux opérateurs visés à l'article 4 du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de jeunes et d'hébergement et centre d'information des jeunes et de leurs fédérations, de déroger aux conditions d'octroi et de liquidation de leur subvention. Le cas échéant, la part éventuellement non justifiée de la subvention pourra être affectée, lors d'un exercice ultérieur et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2023, à toute dépense concourant aux missions pour lesquelles les opérateurs sont subventionnés.

Le Gouvernement arrête également les conditions permettant aux opérateurs précités de déroger aux conditions de leur agrément telles que visées aux articles 1 et 4 du décret précité.

Pour bénéficier de la dérogation visée aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, les opérateurs doivent justifier une mise à disposition partielle ou totale de leurs infrastructures par des réfugiés ukrainiens ou venant d'Ukraine, dans le cadre du plan fédéral d'hébergement d'urgence pour une période allant jusqu'au 31 décembre 2023. Le Gouvernement précisera ce qu'il faut entendre par les termes «mise à disposition».

**Art. 64.** A l'article 27, § 1<sup>er</sup>, du décret-programme du 15 décembre 2021 portant diverses mesures accompagnant le budget 2022, les mots “31 décembre 2022” sont remplacés par les mots “31 décembre 2023”.

**TITRE 7. — DISPOSITIONS RELATIVES A L'AIDE A LA JEUNESSE**

**Art. 65.** Dans le Livre II du décret du 18 janvier 2018 portant Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, il est inséré un Titre 3 rédigé comme suit:

“ 3.3. Titre 3.- Le coordinateur de zone “.

**Art. 66.** Dans le Titre 3 du Livre II du même décret, un article 19/1 est inséré comme suit:

“Art. 19/1. Un coordinateur de zone, placé sous l'autorité hiérarchique du fonctionnaire dirigeant, est désigné dans chaque zone de garde telle que définie par le Gouvernement.”

**Art. 67.** Dans le Titre 3 du Livre II du même décret, un article 19/2 est inséré comme suit:

“Art. 19/2. Le coordinateur de zone assure les missions suivantes en concertation avec les conseillers de l’aide à la jeunesse et les directeurs de la protection de la jeunesse:

1. organiser des services de garde de sa zone tels que visés à l’article 35, § 5, et à l’article 53, § 6. Pour ce faire, il établit le rôle hebdomadaire de la garde et le communique au ministère public et veille à uniformiser les pratiques de garde de sa zone;
2. accompagner la mise en œuvre des principes et des réglementations en matière d’aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, ainsi que des pratiques harmonisées au sein des SAJ et des SPJ de sa zone;
3. soutenir les SAJ et les SPJ de sa zone dans la résolution des difficultés logistiques, administratives et en matière de ressources humaines;
4. assurer le relais auprès de l’administration compétente des besoins nécessaires au bon fonctionnement des SAJ et des SPJ de sa zone;
5. assurer une fonction de représentation, aux côtés des autorités mandantes de sa zone, auprès des partenaires locaux et en ce compris auprès des autorités judiciaires;
6. établir chaque année à l’attention du fonctionnaire dirigeant un rapport sur les besoins des SAJ et des SPJ de sa zone, nécessaire au bon accomplissement de leur mission.”.

## TITRE 8. — DISPOSITIONS RELATIVES A L’ENSEIGNEMENT

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions modifiant le Livre 1<sup>er</sup>, Titre VII, Chapitre II du Code de l’enseignement fondamental et de l’enseignement secondaire et visant à élargir la gratuité scolaire dans l’enseignement primaire ordinaire et spécialisé*

**Art. 68.** Dans l’article 1.7.2-1, § 4, du Code de l’enseignement fondamental et de l’enseignement secondaire, les modifications suivantes sont apportées:

1. L’alinéa 2 est remplacé par les alinéas suivants:

«En outre, dans l’enseignement maternel ordinaire et spécialisé, ainsi que dans les deux premières années de l’enseignement primaire ordinaire et pour les élèves évoluant dans le degré de maturité I de l’enseignement primaire spécialisé, il est octroyé aux écoles organisées ou subventionnées un montant forfaitaire par élève inscrit, affecté spécifiquement aux frais et fournitures scolaires. Ce montant vise prioritairement l’achat des fournitures scolaires définies comme étant tous les matériels nécessaires à l’atteinte des savoirs, savoir-faire et compétences définis dans le référentiel de compétences initiales et les référentiels du tronc commun. Ce montant peut également couvrir les frais scolaires liés à l’organisation d’activités scolaires ou de séjours pédagogiques avec nuitée(s). Ce montant est versé chaque année au mois de mars. Il est indexé annuellement en appliquant aux montants de l’année civile précédente le rapport entre l’indice général des prix à la consommation de janvier de l’année civile en cours et l’indice de janvier de l’année civile précédente.

Pour l’enseignement maternel ordinaire et spécialisé, le montant forfaitaire visé à l’alinéa 2 est de 50 euros par élève. Il est calculé sur la base du nombre d’élèves régulièrement inscrits dans l’école à la date du 30 septembre de l’année précédente, multiplié par un coefficient de 1,2, et est arrondi à l’unité supérieure si la première décimale est égale ou supérieure à 5, à l’unité inférieure dans les autres cas.

Pour les deux premières années de l’enseignement primaire ordinaire et pour les élèves évoluant dans le degré de maturité I de l’enseignement primaire spécialisé, le montant forfaitaire visé à l’alinéa 2 est de 75 euros par élève. Il est calculé sur la base du nombre d’élèves régulièrement inscrits dans l’école à la date du 30 septembre de l’année précédente.»

2. Au dernier alinéa, les termes «visés à l’alinéa 2» sont remplacés par les termes «visés aux alinéas 2 à 4».

**Art. 69.** Dans l’article 1.7.2-2 du même Code, les modifications suivantes sont apportées:

1. au § 1<sup>er</sup>, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, les mots «ainsi que dans les deux premières années de l’enseignement primaire ordinaire et pour les élèves évoluant dans le degré de maturité I de l’enseignement primaire spécialisé,» sont insérés après les mots «Dans l’enseignement maternel, ordinaire et spécialisé,»;

2. au § 1<sup>er</sup>, alinéas 5 et 6, les mots «alinéa 1<sup>er</sup>» sont remplacés par les mots «alinéa 2»;

3. au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots «Dans l’enseignement primaire» sont remplacés par les mots «Sans préjudice du § 1<sup>er</sup>, dans l’enseignement primaire»;

4. au § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots «Dans l’enseignement primaire» sont remplacés par les mots «Sans préjudice des § 1<sup>er</sup> et 5, dans l’enseignement primaire».

5. un paragraphe 5 est inséré, rédigé comme suit: «Sans préjudice du paragraphe 1<sup>er</sup>, dans les deux premières années de l’enseignement primaire ordinaire et le degré de maturité I de l’enseignement primaire spécialisé, seuls les frais scolaires facultatifs liés aux achats groupés de manuels scolaires et de cahiers d’exercices, en ce compris sous forme d’abonnements numériques à ces supports ou aux plateformes qui y sont liées, peuvent être proposés aux parents pour autant que le caractère facultatif ait été explicitement porté à leur connaissance.

Ils sont proposés à leur coût réel et doivent être liés au projet pédagogique.

L’école est tenue de prévoir des modalités pour permettre à tous les élèves d’avoir accès à l’ensemble des apprentissages, que les parents aient accepté ou non de prendre en charge l’achat groupé.

**Art. 70.** Dans l’article 1.7.2-3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même Code, les mots «, sans préjudice de l’article 1.7.2-2, § 1<sup>er</sup>,» sont insérés entre les mots «dans l’enseignement primaire» et les mots «et dans l’enseignement secondaire».

## CHAPITRE 2. — Disposition faisant suite aux conséquences des inondations de juillet 2021

**Art. 71.** Le Gouvernement peut décider, pour l’année scolaire 2022-2023, dans chaque cas de force majeure lié aux inondations de juillet 2021, de prendre toute disposition visant à stabiliser partiellement l’encadrement des établissements scolaires, voire à l’améliorer provisoirement.



## TITRE 9. — EQUIPEMENT NUMERIQUE DES ECOLES

**Art. 72.** A la troisième phrase de l'article 1<sup>er</sup> de de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° 42 du 14 janvier 2021 déterminant les conditions et les modalités d'octroi d'une intervention financière facilitant l'achat ou la location de matériels informatiques par les parents ou les personnes investies de l'autorité parentale au profit de leur enfant et afin de faciliter le suivi des apprentissages tel que confirmé par le décret du 18 novembre 2021 portant confirmation de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° 42 du 14 janvier 2021, les mots "A partir de l'année 2022-2023: les parents ou les personnes investies de l'autorité parentale des élèves régulièrement inscrits au 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> degrés de l'enseignement secondaire ou spécialisé de forme 4 ou en 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup> ou 3<sup>ème</sup> phase de l'enseignement spécialisé de forme 2 ou 3 ou des élèves nouvellement inscrits dans l'établissement visé, pour autant que ces élèves proviennent d'un établissement qui ne proposait pas le présent mécanisme" sont remplacés par: "A partir de l'année scolaire 2022-2023: les parents ou les personnes investies de l'autorité parentale des élèves régulièrement inscrits en 1<sup>er</sup>, 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> ou 4<sup>ème</sup> degrés de l'enseignement secondaire ordinaire ou spécialisé de forme 4 ou en 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup> ou 3<sup>ème</sup> phase de l'enseignement spécialisé de forme 2 ou 3, ainsi que les élèves majeurs inscrits régulièrement dans l'enseignement secondaire, à conditions toutefois pour les élèves inscrits en dernière année de l'enseignement secondaire que le contrat conclu avec le fournisseur le soit avant le 1<sup>er</sup> mars. Sont également visés les élèves nouvellement inscrits dans l'établissement visé, pour autant que ces derniers n'aient pas déjà bénéficié de ladite intervention."

**Art. 73.** A l'article 6, § 1<sup>er</sup>, de de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° 42 du 14 janvier 2021 déterminant les conditions et les modalités d'octroi d'une intervention financière facilitant l'achat ou la location de matériels informatiques par les parents ou les personnes investies de l'autorité parentale au profit de leur enfant et afin de faciliter le suivi des apprentissages tel que confirmé par le décret du 18 novembre 2021 portant confirmation de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° 42 du 14 janvier 2021:

1. les mots "25 euros/an" sont remplacés par "50 euros/an";
2. les mots "18,75 euros/an" sont remplacés par "37,50 euros/an";
3. les mots "75 euros" sont remplacés par "150 euros".

## TITRE 10. — DISPOSITIONS RELATIVES A LA PROGRAMMATION SOCIALE DANS L'ENSEIGNEMENT

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Négociation sectorielle relative à la programmation sociale dans l'enseignement*

**Art. 74.** A l'article 2 du décret du 19 mai 2004 relatif à la négociation en Communauté française, il est inséré un paragraphe 6 rédigé comme suit: «§ 6. Par dérogation au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, le Gouvernement peut mener des négociations sur une programmation sociale intersectorielle d'une durée de 4 ans pour la période s'étendant de 2021 à 2024 ».

CHAPITRE 2. — *Disposition relative à l'allocation de fin d'année*

**Art. 75.** A l'article 135 du décret du 11 avril 2014 portant diverses dispositions en matière de statut des membres du personnel de l'enseignement, le § 2, 1<sup>o</sup>, est remplacé par ce qui suit:

«§ 2. Le montant de l'allocation de fin d'année est calculé comme suit:

1. pour la partie forfaitaire: le montant correspondant pour le mois d'octobre de l'année considérée au montant de:
  - 330,85 euros, pour l'année 2009;
  - 339,29 euros, pour l'année 2010;
  - 469,87 euros, pour l'année 2011;
  - 561,56 euros, pour l'année 2012;
  - 566,81 euros, pour l'année 2013;
  - 567,37 euros, pour l'année 2014;
  - 578,61 euros, pour l'année 2015;
  - 587,61 euros, pour l'année 2016;
  - 598,80 euros, pour l'année 2017;
  - 612,53 euros, pour l'année 2018;
  - 616,61 euros, augmenté d'un montant de 30 euros, soit un total de 646,61 euros pour l'année 2019;
  - 653,31 euros, augmenté d'un montant de 93 euros, soit un total de 746,31 euros pour l'année 2020;
  - 772,27 euros, pour l'année 2021;
  - 867,02 euros, augmenté d'un montant de 34 euros, soit un total de 901,02 euros pour l'année 2022;
  - le montant de la partie forfaitaire de l'allocation de fin d'année pour 2022 tel qu'indexé sur base du rapport entre l'indice santé en octobre 2023 et en octobre 2022, augmenté d'un montant de 16 euros, pour l'année 2023;».

CHAPITRE 3. — *Disposition relative à l'augmentation de l'aide administrative aux directions*

**Art. 76.** A l'article 110 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement, il est inséré un paragraphe 1<sup>quater</sup> rédigé comme suit:

«§ 1<sup>quater</sup>. Par dérogation au paragraphe 1<sup>bis</sup>, pour l'année scolaire 2022-2023, les montants forfaitaires par élève sont augmentés de 5 euros dans l'enseignement maternel, primaire et fondamental ordinaire, et de 8 euros dans l'enseignement maternel, primaire et fondamental spécialisé.».

CHAPITRE 4. — *Dispositions adaptant les échelles de traitement afférentes à certaines fonctions des membres du personnel de l'enseignement*

**Art. 77.** Dans l'annexe de l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1<sup>er</sup> avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du Service général de pilotages des Ecoles et Centres psycho-médico-sociaux, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et des échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat intitulée «Tableau des échelles de traitement au 1<sup>er</sup> septembre 2019», les modifications suivantes sont apportées:

1. les termes «Tableau des échelles de traitement au 1<sup>er</sup> septembre 2019» sont remplacés par les termes «Tableau des échelles de traitement au 1<sup>er</sup> janvier 2023»;

2. l'échelle de traitement relative au barème portant le numéro 167 est remplacée par l'échelle suivante:

- «167
- 21.593,00 - 35.746,24
- $1^1 \times 633,64$
- $1^1 \times 1.267,28$
- $1^3 \times 1.037,94$
- $1^2 \times 1.057,14$
- $1^2 \times 1.058,08$
- $2^2 \times 1.051,18$
- $1^2 \times 1.044,20$
- $6^2 \times 992,10$ ».

**Art. 78.** A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024, dans l'annexe de l'arrêté royal précité intitulée «Tableau des échelles de traitement au 1<sup>er</sup> janvier 2024», les modifications suivantes sont apportées:

1. les termes «Tableau des échelles de traitement au 1<sup>er</sup> janvier 2023» sont remplacés par les termes «Tableau des échelles de traitement au 1<sup>er</sup> janvier 2024»;

2. l'échelle de traitement relative au barème portant le numéro 167 est remplacée par l'échelle suivante:

- «167
- 21.986,70 - 37.630,18
- $1^1 \times 710,43$
- $1^1 \times 1.420,86$
- $1^3 \times 1.165,24$
- $1^2 \times 1.186,94$
- $3^2 \times 1.188,30$
- $1^1 \times 1.174,33$
- $6^2 \times 1.070,13$ ».

CHAPITRE 5. — *De l'indemnisation des frais informatiques*

Section 1<sup>re</sup>. — Disposition modifiant la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires

**Art. 79.** A l'article 40bis de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, il est ajouté un § 6, libellé comme suit:

«§ 6. Les membres du personnel visés dans la section 1<sup>ère</sup> du chapitre III de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, dans l'arrêté royal du 31 octobre 1953 fixant le statut des agrégés, des répétiteurs et des membres du personnel scientifique des universités de l'Etat, dans la section 1<sup>ère</sup> de l'arrêté royal du 21 avril 1965 portant statut pécuniaire du personnel scientifique de l'Etat, validé par décret du 13 décembre 2012, dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 décembre 2003 fixant les échelles de traitement du personnel administratif, du personnel spécialisé, du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service des universités et faculté universitaire de la Communauté française et dans l'arrêté royal du 30 octobre 1971 fixant le tableau de hiérarchie du personnel de direction et attaché, du personnel administratif, personnel adjoint à la recherche, personnel de gestion, puéricultrices, surveillants des travaux et dessinateurs, du personnel paramédical et du personnel spécialisé des universités et faculté universitaire de la Communauté française ainsi que les mêmes personnels des Universités subventionnées visés par l'article 41 de la présente loi, imputés sur les financements de cette loi, sont indemnisés pour l'utilisation à des fins professionnelles de leur outil informatique privé et de leur connexion internet privée au titre de remboursement de frais propres à l'employeur.

Cette indemnisation correspond à un montant forfaitaire annuel de 100 euros, liquidé avant le 31 décembre de chaque année civile au cours de laquelle le membre du personnel peut se prévaloir d'une ou de plusieurs périodes de prestations constituant au total au moins 90 jours de prestations effectives au cours de l'année civile, à la date du 30 novembre incluse. Ce montant est liquidé directement par l'Université aux membres du personnel visés.

Par membre du personnel visé, cette indemnisation ne peut être obtenue qu'une seule fois par année civile.».

*Section 2. — Dispositions modifiant le décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

**Art. 80.** Il est inséré dans le décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française un chapitre *Vbis* libellé comme suit:

«Chapitre *Vbis*. – De l’indemnisation des frais informatiques

Article *32bis*. - Les membres du personnel visés par le présent décret, à l’exception du personnel administratif, sont indemnisés pour l’utilisation à des fins professionnelles de leur outil informatique privé et de leur connexion internet privée au titre de remboursement de frais propres à l’employeur, sauf s’ils bénéficient déjà d’une telle indemnité en application des articles 6 et 20 du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l’organisation du travail des membres du personnel de l’enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs ou de l’article *112bis* du décret du 16 avril 1991 organisant l’enseignement de promotion sociale.

Cette indemnisation leur est octroyée selon les mêmes modalités et conditions que celles prévues aux articles 6, § 2, alinéa 2, et 20, § 2, alinéa 2, du décret du 14 mars 2019 précité.»

*Section 3. — Dispositions modifiant le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l’Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants)*

**Art. 81.** Il est inséré un nouvel article *68bis* au chapitre Ier du titre II du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l’Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), libellé comme suit:

«Article *68bis*. - Les membres du personnel qui exercent les fonctions visées aux articles *57 bis*, *57 ter*, *69* et *75* du présent décret sont indemnisés pour l’utilisation à des fins professionnelles de leur outil informatique privé et de leur connexion internet privée au titre de remboursement de frais propres à l’employeur, sauf s’ils bénéficient déjà d’une telle indemnité en application des articles 6 et 20 du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l’organisation du travail des membres du personnel de l’enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs ou de l’article *112bis* du décret du 16 avril 1991 organisant l’enseignement de promotion sociale.

Cette indemnisation leur est octroyée selon les mêmes modalités et conditions que celles prévues aux articles 6, § 2, alinéa 2, et 20, § 2, alinéa 2, du décret du 14 mars 2019 précité.»

*Section 4. — Dispositions modifiant le décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d’Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française*

**Art. 82.** Il est inséré un nouvel article *4bis* au chapitre II du décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d’Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française, libellé comme suit:

«Article *4bis*. - Les membres du personnel visés par le présent décret sont indemnisés pour l’utilisation à des fins professionnelles de leur outil informatique privé et de leur connexion internet privée au titre de remboursement de frais propres à l’employeur, sauf s’ils bénéficient déjà d’une telle indemnité en application des articles 6 et 20 du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l’organisation du travail des membres du personnel de l’enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs ou de l’article *112bis* du décret du 16 avril 1991 organisant l’enseignement de promotion sociale.

Cette indemnisation leur est octroyée selon les mêmes modalités et conditions que celles prévues aux articles 6, § 2, alinéa 2, et 20, § 2, alinéa 2, du décret du 14 mars 2019 précité.»

*Section 5. — Dispositions modifiant le décret du 16 avril 1991 organisant l’Enseignement de Promotion sociale*

**Art. 83.** A l’article *112bis*, alinéa 1<sup>er</sup> du décret du 16 avril 1991 organisant l’Enseignement de Promotion sociale, les termes «, à l’exclusion des directeurs,» sont abrogés.

CHAPITRE 6. — *Modification de la loi du 28 avril 1953 sur l’organisation de l’enseignement universitaire par l’Etat*

**Art. 84.** Il est inséré un article *49quater/1* à la section 6 du chapitre III de la loi du 28 avril 1953 sur l’organisation de l’enseignement universitaire par l’Etat, rédigé comme suit:

«Article *49quater/1*. Le membre du personnel enseignant a droit à un congé exceptionnel de 20 jours pour l’accouchement de son épouse ou de la personne avec qui il vit en couple au moment de l’événement. Ce congé est assimilé à de l’activité de service.»

## TITRE 11. — ENTREE EN VIGUEUR

**Art. 85.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2023, à l’exception des dispositions suivantes:

1. produisent leurs effets au 1<sup>er</sup> janvier 2022:
  - a. les chapitres 1, 2 et 5 du titre 10;
  - b. les articles 46, 47, 50, 54, 60 et 61;
2. produisent leurs effets au 15 novembre 2022:
  - a. le Titre 1;
  - b. le chapitre 2, 3 et 4, ainsi que l’article 16 du Titre 2;
3. produisent leurs effets à partir de l’année scolaire 2022-23:
  - a. le chapitre 2 du Titre 8;
  - b. les articles 72 et 73;
  - c. le chapitre 3 du titre 10;

4. l'article 57 produit ses effets à partir de l'année académique 2022-2023;
5. le chapitre 5 du titre 2 produit ses effets à la date de la promulgation et sanction du présent décret;
6. le titre 7 entre en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2023.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 décembre 2022.

Le Ministre-Président

P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,  
de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement

F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes

B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,  
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,

C. DESIR

—————  
Note

*Session 2022-2023*

Documents du Parlement. n° 469-1. – Avis présenté au nom de la commission de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale, de la Recherche, des Hôpitaux universitaires, des Sports, de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice et de la Promotion de Bruxelles, n° 469-2. – Avis présenté au nom de la commission de l'Éducation, n° 469-3. – Avis présenté au nom de la commission de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des femmes, n° 469-4. – Avis présenté au nom de la commission des Affaires générales, des Relations internationales, du Règlement et du Contrôle des communications des membres du Gouvernement, n° 469-5 – Amendements en commission, n° 469-6. – Rapport de commission, n° 469-7. – Texte adopté en commission, n° 469-8. – Amendement(s) en séance, n° 469-9 – Texte adopté en séance plénière, n° 469-10

*Compte rendu intégral.* – Discussion et adoption. – Séance du 14 décembre 2022.

—————  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/30243]

**14 DECEMBER 2022. — Programmadecreet houdende diverse bepalingen bij de initiële begroting 2023**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**TITEL 1. — BEPALINGEN BETREFFENDE DIVERSE STEUN IN HET KADER VAN DE ENERGIECRISIS**

HOOFDSTUK 1. — *Steun aan de inrichtingen voor leerplichtonderwijs*

**Artikel 1.** § 1. De bedragen van de dotaties en subsidies voor de werking van scholen voor gewoon en gespecialiseerd kleuter-, lager, basis- en secundair onderwijs, centra voor alternerend onderwijs en vorming (CEFA), internaten voor georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, psycho-medisch-sociale centra (PMS-centra), ontspanningscentra in de openlucht (OCOL) en inrichtingen voor secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan, berekend voor het kalenderjaar 2022 overeenkomstig de diverse bepalingen die de berekening daarvan regelen, worden met 3 procent verhoogd.

§ 2. Elke inrichtende macht die in aanmerking komt voor de verhoging bedoeld in § 1 bezorgt aan het algemeen bestuur onderwijs, uiterlijk op 31 december 2023, het totaalbedrag van zijn energiefacturen of zijn energiehurlasten of zijn verbruiksafrekening(en) met betrekking tot de periode van 1 januari 2022 tot 31 december 2022, evenals het totaalbedrag van zijn facturen of verbruiksafrekeningen die betrekking hebben op dezelfde periode voor het jaar 2019, om de gemaakte meerkosten aan te tonen. De meerkosten tussen 2019, geïndexeerd met 2 procent per jaar, en 2022 moeten minimaal gelijk zijn aan de ontvangen steun.

HOOFDSTUK 2. — *Steun aan de inrichtingen voor sociale promotie*

**Art. 2.** In 2022 wordt een bedrag van 750.000 euro als energiesteun toegekend aan de inrichtende machten van het onderwijs voor sociale promotie. Dit bedrag wordt tussen de inrichtende machten van het onderwijs voor sociale promotie verdeeld in verhouding tot de lestijden-leerlingen voor het kalenderjaar 2019, zoals bepaald door artikel 99 van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie.

Elke inrichtende macht bezorgt de administratie belast met het onderwijs voor sociale promotie uiterlijk op 31 maart 2024 een document met betrekking tot de energiefactuur waaruit blijkt dat, voor de inrichtingen die zij organiseert, het bedrag van de betaalde afrekeningen voor het jaar 2023 meerkosten meebrengt met betrekking tot de betaalde afrekeningen voor het jaar 2019, geïndexeerd met 2 procent per jaar, wat hoger is dan het bedrag dat haar krachtens het eerste lid wordt toegekend.



HOOFDSTUK 3. — *Steun aan hogere kunstscholen*

**Art. 3.** In 2022 wordt een bedrag van 250.000 euro als energiesteun toegekend aan hogere kunstscholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. Dit bedrag wordt verdeeld als volgt :

1. een forfaitair bedrag van 7812,5 euro per inrichting;
2. een aanvullend forfaitair bedrag op basis van het aantal studenten die in 2020-2021 regelmatig ingeschreven zijn in elke instelling en die in aanmerking komen voor financiering met toepassing van artikel 8, tweede lid, van het decreet van 11 april 2014 tot aanpassing van de financiering van de instellingen voor hoger onderwijs aan de nieuwe organisatie van de studies :
  - a. tussen 1 en 300 studenten: 4166,5 euro;
  - b. tussen 301 en 500 studenten : 6250 euro;
  - c. tussen 501 en 800 studenten: 10416,5 euro;
  - d. meer dan 800 studenten: 12500 euro.

Elke hogere kunstschool bezorgt uiterlijk op 31 maart 2024 aan de administratie belast met het hoger onderwijs een document met betrekking tot haar energiefactuur waaruit blijkt dat het bedrag van de betaalde afrekeningen voor het jaar 2023 meerkosten meebrengt in vergelijking met de betaalde afrekeningen voor het jaar 2019, geïndexeerd met 2 procent per jaar, die hoger zijn dan het bedrag dat haar op grond van het vorige lid wordt toegekend.

HOOFDSTUK 4. — *Steun aan hogescholen*

**Art. 4.** Er wordt een bedrag van 11.500.000 euro toegekend ter dekking van het verschil tussen de uitgaven van de vast benoemde personeelsleden ten laste van de basisallocaties 41.21.51, 43.14.56 en 44.13.57 van de algemene uitgavenbegroting van de Federatie Wallonië-Brussel in 2022, vergeleken met de raming van de jaarlijkse loonkosten 2022 of SHÉ, bedoeld in artikel 29 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, uitgevoerd overeenkomstig het vijfde lid van hetzelfde artikel van voormeld decreet op de gewogen gemiddelde brutokosten vastgesteld door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 december 2021 tot vaststelling van de gewogen gemiddelde brutokosten van een personeelslid van een hogeschool per ambtsgroep voor het jaar 2022

HOOFDSTUK 5. — *Steun aan universitaire instellingen*

**Art. 5.** In 2022 wordt aan de universiteiten een bedrag van 3.000.000 euro toegekend als energiesteun. Dit bedrag wordt over de universiteiten verdeeld volgens de volgende verdeelsleutel:

1. de « Université de Liège »: 27,20%;
2. de « Université catholique de Louvain »: 30,33%;
3. de « Université libre de Bruxelles »: 24,95%;
4. de « Université de Mons » : 8,12%;
5. de « Université de Namur » : 6,77%;
6. de « Université Saint-Louis – Bruxelles » : 2,63%.

Elke universiteit bezorgt uiterlijk op 31 maart 2024 de administratie belast met het hoger onderwijs een document betreffende haar energiefactuur waaruit blijkt dat het bedrag van de voor het jaar 2023 betaalde afrekeningen in vergelijking met de voor het jaar 2019 betaalde afrekeningen, geïndexeerd met 2 procent per jaar, meerkosten oplevert die het bedrag van de verkregen subsidie overschrijden.

HOOFDSTUK 6. — *Steun aan de sector van Hulpverlening aan de jeugd*

**Art. 6.** § 1. Er wordt een uitzonderlijke subsidie voor energiesteun toegekend aan erkende diensten zoals bedoeld in artikel 2, 29°, van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, aan de diensten voor schoolherinschakeling, aan de adoptie-instellingen bedoeld in artikel 1/1, 7°, van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de adoptie alsook de diensten die de verplichtingen van de Franse Gemeenschap uitvoeren, zoals bedoeld in artikel 1 van de overeenkomst van 27 april 2018 tussen het Federaal Agentschap voor de opvang van asielzoekers en de Franse Gemeenschap betreffende de opvang van niet-begeleide minderjarige vreemdelingen binnen de structuren die onder de bevoegdheid van deze laatste vallen.

§ 2. Deze subsidie wordt berekend op basis van de werkingskosten van de diensten zoals bedoeld in artikel 52, § 1, eerste lid, van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld in artikel 139 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, in artikel 17, § 2, 1° en 2°, van het besluit van de regering tot uitvoering van de artikelen 23, 25, 26, 28, 30, 33 en 35 van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplichtonderwijs en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie, in artikel 28 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 februari 2019 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van subsidies voor de vormings- en vervolmingsdiensten bedoeld in artikel 145 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming en op basis van artikel 16, § 3, 5°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 mei 2014 betreffende de adoptie.

Gelijkwaardige nadere regels worden toegepast op de diensten die de verplichtingen van de Franse Gemeenschap uitvoeren, zoals bedoeld in artikel 1 van de Overeenkomst van 27 april 2018 tussen het Federaal Agentschap voor de opvang van asielzoekers en de Franse Gemeenschap betreffende de opvang van niet-begeleide minderjarige vreemdelingen binnen de structuren die onder de bevoegdheid van deze laatste vallen.

§ 3. Deze subsidie wordt toegekend binnen de perken van de beschikbare kredieten, volgens de volgende criteria:

1. voor woon- of verblijfsdiensten, zoals bedoeld in artikel 2, 32°, van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming en in artikel 1, 7°, van de overeenkomst van 27 april 2018 tussen het Federaal Agentschap voor de opvang van asielzoekers en de Franse Gemeenschap betreffende de opvang van niet-begeleide minderjarige vreemdelingen binnen de structuren die onder de verantwoordelijkheid van deze laatste vallen, is de toegekende subsidie gelijk aan maximaal vijftieng procent van hun werkingskosten;

2. voor alle andere diensten is de toegekende subsidie maximaal gelijk aan acht procent van hun werkingskosten.

§ 4. De begunstigden van de subsidie zullen uiterlijk op 30 juni 2023 de bewijsstukken moeten bezorgen waaruit blijkt dat aan de voorwaarden voor het ontvangen van de subsidie is voldaan:

1. het bedrag van de voor het jaar 2022 betaalde of te betalen afrekeningen is hoger dan de afrekeningen voor het jaar 2019, jaarlijks geïndexeerd met 2 procent;
2. details van maatregelen over de spanningen die zijn geleverd om hun verbruik te verminderen;
3. elk document waaruit blijkt dat het bedrag van de toegekende subsidie niet hoger is dan de in het jaar 2022 gemaakte extra kosten.

#### HOOFDSTUK 7. — *Steun aan Cultuur*

**Art. 7.** In 2022 en 2023 kan de regering uitzonderlijke subsidies toekennen om de gevolgen van de prijsinflatie voor de activiteiten van bepaalde culturele operatoren te verzachten.

De Regering bepaalt de voorwaarden voor de toekenning van deze subsidies overeenkomstig de volgende beginselen:

1. de begunstigde operator moet een programmaovereenkomst of een meerjarige subsidiëringovereenkomst met de Franse Gemeenschap hebben gesloten;
2. het mechanisme staat niet open voor operatoren die reeds een automatische indexering van hun subsidie genieten.

#### HOOFDSTUK 8. — *Steun aan huiswerkinstituten*

**Art. 8.** In artikel 17, § 2, van het decreet van 28 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van huiswerkinstituten worden de woorden «Een bedrag gelijk aan 70 % van de subsidie voor het lopende activiteitenjaar» vervangen door de woorden «Een bedrag gelijk aan 90% van de subsidie voor het lopende activiteitenjaar».

#### HOOFDSTUK 9. — *Steunmechanisme via thesaurievoorschotten*

##### *Afdeling 1. — Mechanisme van voorschotten*

**Art. 9.** De terugbetaalbare thesaurievoorschotten ter volledige of gedeeltelijke dekking van de extra kosten in verband met de stijging van de energieprijzen in de periode van 1 oktober 2022 tot 31 december 2023 kunnen worden toegekend aan de volgende sectoren :

1. de inrichtende machten van de scholen voor het gewoon en gespecialiseerd kleuter-, lager, basis- en middelbaar onderwijs, met inbegrip van de internaten van het georganiseerd of gesubsidieerd basis- en secundair onderwijs, de Centra voor altemerend onderwijs en vorming (CEFA), de technische centra en de inrichtingen secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan, hierna "inrichtingen" genoemd;
2. de inrichtende machten van de psycho-medisch-sociale centra (PMS-centra);
3. de inrichtende machten van het onderwijs voor sociale promotie;
4. de hogere kunstscholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;
5. de hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;
6. de universiteiten georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;
7. de kringen aangesloten bij een sportvereniging of een sportfederatie erkend door de Franse Gemeenschap met toepassing van artikel 1, 8°, van het decreet van 3 mei 2019 betreffende de in de Franse Gemeenschap georganiseerde sportbeweging;
8. de erkende jeugdorganisaties en de jeugdgroeperingen erkend krachtens het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties en de jeugdcentra erkend krachtens het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, van ontmoetings- en accommodatiecentra, van jongeren informatiecentra en van hun federaties;
9. de partners erkend met toepassing van artikel 1, 8°, van het decreet van 13 oktober 2016 betreffende de erkenning en de subsidiëring van partners die hulp verlenen aan rechtzoekenden;
10. de centra voor ambulante revalidatie van de universitaire ziekenhuizen van de Franse Gemeenschap;
11. de culturele operatoren behorend tot de aangelegenheden bedoeld in artikel 4, 1°, 3° tot 6° en 8°, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, opgericht in de vorm van een rechtspersoon waarvan de maatschappelijke zetel in de Franse Gemeenschap gelegen is en die :
  - a) ofwel een eenmalige of structurele subsidie van de Franse Gemeenschap ontvangen of ontvangen hebben in de afgelopen vijf jaar;
  - b) ofwel aantonen dat zij in hoofdzaak een culturele activiteit uitoefenen die valt onder de door de regering vastgestelde lijst van NACE-codes.

**Art. 10.** De aanvragen voor de voorschotten bedoeld in artikel 9 worden bij de diensten van de Regering ingediend volgens een standaardmodel, uiterlijk op 30 juni 2023 en op 28 februari 2023 voor de sectoren bedoeld in artikel 9, 7° tot 10°, met inachtneming van de volgende cumulatieve minimumvoorwaarden :

1. de aanvrager constateert tijdens de in artikel 9 bedoelde periode een verhoging van zijn tussentijdse energiefacturen/huurkosten voor energie of voorziet een jaarlijkse afrekening die hoger is dan zijn gebruikelijke jaarlijkse kosten voor bovengenoemde periode, vergeleken met deze energiekosten tussen 1 oktober 2018 en 31 december 2019 geïndexeerd met 2% per jaar, en deelt het geraamde bedrag daarvan mee;
2. de aanvrager deelt het type brandstof mee dat voor zijn verwarmings- en warmwatersysteem wordt gebruikt;
3. de aanvrager verklaart op erewoord dat hij de geraamde of werkelijke verhogingen van de begroting voor het jaar 2022 of 2023 niet kan dragen zonder de organisatie van zijn gebruikelijke activiteiten of activiteitenprogramma aan te tasten;
4. de aanvrager verklaart op erewoord dat hij alle mogelijke maatregelen neemt om zijn verbruik te verminderen.

De operatoren bedoeld in artikel 9, 7° tot en met 10°, zullen bovendien aan één van de volgende voorwaarden moeten voldoen:

1. ondertekenaar zijn van een vast contract dat sinds ten minste 1 oktober 2021 afgesloten is met een leverancier van gas, elektriciteit of stookolie;
2. ondertekenaar zijn van een variabel contract afgesloten met een leverancier van gas, elektriciteit of stookolie;
3. blijk geven van een financiële bijdrage aan de energiekosten door de toepassing van een huurcontract voor de infrastructuur die hij gebruikt of een ander soortgelijk contract.

**Art. 11.** Het maximumbedrag van het voorschot bedoeld in artikel 9 wordt als volgt vastgesteld:

1. voor de sectoren bedoeld in artikel 9, 1°, met uitzondering van de technische centra, wordt het maximale steunbedrag bepaald door de laatste gecertificeerde schoolbevolking van de begunstigde inrichting te vermenigvuldigen met één van de volgende vaste bedragen:

- a. voor de inrichtingen die stookolie als verwarmingsbrandstof gebruiken : 38,84 euro per leerling;
- b. voor de inrichtingen die gas als verwarmingsbrandstof gebruiken : 92,23 euro per leerling;
- c. voor de inrichtingen die gas en stookolie of een andere brandstof als verwarmingsbrandstof gebruiken : 68,77 euro per leerling.

Voor de technische centra wordt het maximale steunbedrag bepaald door hun werkingsdotatie te vermenigvuldigen met 8,5 procent.

Na het afsluiten van de periode voor de indiening van aanvragen kan aanvullende steun worden verleend. Deze aanvullende steun zal volgens dezelfde nadere regels worden verleend. Het bedrag ervan zal worden vastgesteld in verhouding tot de ingediende aanvragen die niet volledig zijn ingewilligd en het begrotingssaldo dat beschikbaar is om het huidige mechanisme te dekken;

2. voor de sectoren bedoeld in artikel 9, 2°, wordt het maximumbedrag van de steun bepaald door het aantal leerlingen in het rechtsgebied van de begunstigde PMS-centra te vermenigvuldigen met een van de volgende vaste bedragen, afhankelijk van zijn eigen situatie :

- voor de PMS-centra die stookolie als verwarmingsbrandstof gebruiken : 0,73 euro per leerling;
- voor de PMS-centra die gas als verwarmingsbrandstof gebruiken : 1,63 euro per leerling;
- voor de PMS-centra die gas en stookolie of elke andere brandstof als verwarmingsbrandstof gebruiken : 1,23 euro per leerling.

Na het afsluiten van de periode voor de indiening van aanvragen kan aanvullende steun worden verleend. Deze aanvullende steun zal volgens dezelfde nadere regels worden verleend. Het bedrag ervan zal worden bepaald in verhouding tot de ingediende aanvragen die niet volledig zijn ingewilligd en het begrotingssaldo dat beschikbaar is om het huidige mechanisme te dekken;

3. voor de sector bedoeld in artikel 9, 3°, wordt een envelop van 750.000 euro onder de begunstigten verdeeld volgens de volgende berekening:

a. de omvang van de extra kosten voor de inrichtende macht van het onderwijs voor sociale promotie wordt geraamd door de opgegeven extra energiekosten te delen door het bedrag van de werkingsdotaties of -subsidies die zij ontvangt overeenkomstig de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving. Onder extra energiekosten wordt verstaan het verschil tussen het totale bedrag van de geraamde voorschotten voor het jaar 2023 en het totale bedrag van de afrekeningen betaald voor het jaar 2019, geïndexeerd met 2 procent per jaar;

b. het bedrag bedoeld in 3° wordt over de begunstigten verdeeld in verhouding tot de omvang van de onder a) bedoelde extra kosten;

4. voor de sector bedoeld in artikel 9, 4°, wordt een envelop van 250.000 euro onder de begunstigten verdeeld volgens de volgende berekening :

a. de omvang van de extra kosten voor de hogere kunstschool wordt geraamd door de opgegeven extra energiekosten te delen door het bedrag van de werkingsdotaties en -subsidies die zij ontvangt overeenkomstig de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving. Onder extra energiekosten wordt verstaan het verschil tussen het totale bedrag van de geraamde voorschotten voor het jaar 2023 en het totale bedrag van de afrekeningen betaald voor het jaar 2019, geïndexeerd met 2 procent per jaar;

b. het bedrag bedoeld in 4° wordt over de begunstigten verdeeld in verhouding tot de omvang van de onder a) bedoelde extra kosten;

5. voor de sector bedoeld in artikel 9, 5°, wordt een envelop van 1.500.000 euro onder de begunstigten verdeeld volgens de volgende berekening :

a. de omvang van de extra kosten voor de hogeschool wordt geraamd door de opgegeven extra energiekosten te delen door het bedrag van de globale dotatie waarover zij beschikt overeenkomstig het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen. Onder extra energiekosten wordt verstaan het verschil tussen het totale bedrag van de geraamde voorschotten voor het jaar 2023 en het totale bedrag van de afrekeningen betaald voor het jaar 2019, geïndexeerd met 2 procent per jaar;

b. het bedrag bedoeld in 5° wordt verdeeld over de begunstigten in verhouding tot de omvang van de onder a) bedoelde extra kosten;

6. voor de sector bedoeld in artikel 9, 6°, wordt een envelop van 1.500.000 euro onder de begunstigten verdeeld volgens de volgende berekening :

a. de omvang van de extra kosten voor de inrichting wordt geraamd door de opgegeven extra energiekosten te delen door het bedrag van de jaarlijkse globale toelage van de inrichting, samengesteld uit een vast gedeelte en een variabel gedeelte, zoals bepaald in artikel 29 van de wet van 27 juli 1971;

b. het bedrag bedoeld in 6° wordt verdeeld onder begunstigten in verhouding tot de omvang van de onder a) bedoelde extra kosten. Het forfaitaire bedrag toegekend aan de begunstigde wordt echter beperkt wanneer de steun de meest restrictieve van de volgende twee voorwaarden overschrijdt:

- i. ofwel bedraagt de subsidie meer dan 500.000 euro;
- ii. ofwel is het toegekende bedrag hoger dan de geraamde extra kosten tussen de geraamde voorschotten voor het jaar 2023 en het totale bedrag van de afrekeningen betaald voor het jaar 2019, geïndexeerd met 2 procent per jaar.

Wanneer de beperking voor één inrichting geldt, wordt het saldo over de andere begunstigde inrichtingen verdeeld totdat de beperkingen niet bereikt zijn;

7. voor de sectoren bedoeld in artikel 9, 7° tot 10°, wordt het steunbedrag berekend naar rata van de begunstigten die een steunaanvraag hebben ingediend binnen de perken van de beschikbare kredieten;

8. voor de sectoren bedoeld in artikel 9, 11°, bepaalt de Regering de voorwaarden voor de toekenning van de vergoeding overeenkomstig de volgende beginselen:

a. de vergoeding is bedoeld om :

- toestaan dat culturele en artistieke activiteiten worden voortgezet onder voorwaarden dat de band met het publiek of de scheppende kunstenaars wordt behouden;

- definitieve of langdurige sluitingen te vermijden;

b. de vergoeding kan worden voorbehouden voor bepaalde culturele activiteiten die naar het oordeel van de regering bijzonder getroffen zijn;

c. de vragende operator moet in zijn aanvraag nader bepalen wat hij gedaan heeft om zijn verbruik te verminderen met behoud van zijn band met het publiek of de scheppende kunstenaars of uitleggen waarom een dergelijke vermindering onmogelijk is of zou leiden tot een verlies van band;

d. de operator die steun vraagt, moet in zijn verzoek de uitvoering van een actieplan ter vermindering van de energieafhankelijkheid opnemen;

e. het maximale steunbedrag mag niet hoger zijn dan:

- 50 procent van de stijging van de energiekosten, berekend op basis van de gereguleerde energiefacturen van 2022 en/of 2023;

- 70 procent van de bovengenoemde verhoging voor de operatoren die geen subsidie ontvangen of die een subsidie van minder dan één miljoen euro per jaar ontvangen.

**Art. 12.** De voorschotten bedoeld in artikel 9 moeten terugbetaald worden over een periode van ten hoogste 3 jaar vanaf de datum van toekenning.

De nadere regels voor de terugbetaling worden door de regering vastgesteld wanneer het voorschot wordt toegekend.

#### *Afdeling 2. — Mogelijke omzetting van voorschotten in subsidies*

**Art. 13.** § 1. In afwijking van artikel 9 kan het bedrag van het thesaurievoorschot vanaf 1 januari 2024 geheel of gedeeltelijk worden omgezet in een dotatie/subsidie onder de volgende cumulatieve voorwaarden dat :

1. de begunstigde een reële stijging (inclusief btw) van het bedrag van zijn energiefacturen of zijn energiehurlasten aantoonst tussen die voor het jaar 2019, geïndexeerd met 2 procent per jaar, en die voor de periode bedoeld in artikel 9. Dit bewijs wordt geleverd aan de hand van de jaarlijkse afrekening of de facturen van de laatste twaalf maanden.

Voor begunstigten van wie de werkingskosten, exclusief personeelskosten, geheel of gedeeltelijk door de Franse Gemeenschap worden gefinancierd, wordt de verhoging bedoeld in het eerste lid in aanmerking genomen tot de absolute waarde minus 50 procent van de indexering die de begunstigde in 2023 ontvangt op de door de Franse Gemeenschap toegekende financiering ter dekking van zijn werkingskosten;

2. dat de begunstigde op basis van een vergelijking tussen zijn werkelijke energieverbruik in 2019 en dat van de periode bedoeld in artikel 9 aantoonst dat er geen toename van het verbruik is geweest;

In afwijking van de eerste lid kan een stijging van het verbruik worden aanvaard indien deze zich voordoet in het kader van een uitbreiding van de activiteiten die door de Franse Gemeenschap worden toevertrouwd aan de begunstigde, of om redenen buiten zijn wil en waarop hij geen invloed heeft, met name externe temperaturen;

3. de begunstigde toont aan dat nuttige maatregelen genomen zijn om het energieverbruik te verminderen;

4. de begunstigde bewijst, op basis van een vereenvoudigd document en op basis van elk boekhoudkundig document dat door de Franse Gemeenschap wordt gevraagd, dat hij financieel niet in staat is om de verhoging van zijn energiefactuur of huurprijs van energie op te vangen zonder zijn financiële situatie in gevaar te brengen of zijn activiteiten te verstoren;

5. het in een subsidie omgezette bedrag mag niet hoger zijn dan het bedrag van het vastgestelde verlies, noch het bedrag van de extra kosten vastgesteld overeenkomstig 1°. Het niet-omgezette bedrag moet worden terugbetaald volgens de nadere regels bedoeld in artikel 12.

§ 2. De bewijsstukken bedoeld in paragraaf 1 worden uiterlijk op 31 december 2023 bij de diensten van de regering ingediend.

### **TITEL 2. — SCHOOLGEBOUWEN**

#### *HOOFDSTUK 1. — Wijzigingen aangebracht in het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

**Art. 14.** In artikel 6bis van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wordt een § 6 toegevoegd, luidend als volgt :

«§ 6. De bedragen bedoeld in artikel 5, § 2, 3°, en in artikel 6bis, § 1, worden aangepast aan het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen op 1 januari van het betrokken jaar ten opzichte van het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen op 1 januari 2022. ».

**Art. 15.** In artikel 8bis van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wordt een § 5 toegevoegd, luidend als volgt:

“De bedragen bedoeld in artikel 7, § 2, 3°, en artikel 8 bis, § 1, §§ 2, 3 en 4, worden aangepast aan het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen op 1 januari van het betrokken jaar ten opzichte van het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen op 1 januari 2022.».



**Art. 16.** In artikel 13 *bis* van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in § 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a. de punten 1° tot 3° worden vervangen als volgt :

«1° de financiering van 70 procent van het investeringsbedrag van projecten die geselecteerd zijn in het kader van de oproep tot projecten bedoeld in het eerste lid.

§ 2*bis*. De middelen van het fonds zijn als volgt :

1° In 2022, een dotatie van 10.271.000,00 euro;

2° in 2023, een dotatie van maximum 21.941.000 euro vastgesteld door de Regering;

3° in 2024, een dotatie van maximum 24.000.000 euro vastgesteld door de Regering.»;

b. in het tweede lid worden de woorden «1° tot 3°» vervangen door de woorden «2° en 3°» en wordt het cijfer «2017» vervangen door het cijfer «2022».

2. § 4 wordt aangevuld als volgt : «-of indien alle projecten die in het kader van de oproep tot projecten bedoeld in § 2 worden ingediend, onvoldoende begrotingsmiddelen vertegenwoordigen om alle dotaties voorzien in 2022, 2023 en 2024 op te gebruiken.».

*HOOFDSTUK 2. — Wijzigingen aangebracht in het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan*

**Art. 17.** In artikel 6, § 2, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in het derde lid worden de woorden «Hij lanceert in de loop van de maand oktober een oproep tot projecten aan alle inrichtende machten om in aanmerking te komen voor de middelen voorzien, naargelang het geval, in artikel 13*bis*, § 2, 1°, artikel 13*bis*, § 2, 2°, en artikel 13*bis*, § 2, 3°, van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. » vervangen door de woorden «Hij lanceert in de loop van de maand november 2022 een oproep tot projecten aan alle inrichtende machten om in aanmerking te komen voor de middelen voorzien, voor de jaren 2022, 2023 en 2024, in artikel 13*bis* van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.»;

2. De leden 5 tot 13 worden vervangen als volgt :

“De antwoorden op de oproep tot projecten worden door de inrichtende machten uiterlijk op 30 april 2023 ingediend aan de hand van een standaardformulier.

De ingediende aanvragen bevatten, afhankelijk van de situatie, de volgende elementen :

1. een beschrijving van de geplande verbouwings-, renovatie- of uitbreidingswerken van gebouwen en/of geprefabriceerde modules;

2. een gedetailleerde beschrijving van de geplande huur/aankoop van gebouwen en/of geprefabriceerde modules;

3. een financiële raming van de kosten van de voorgenomen werkzaamheden/huur/aankopen;

4. een overzicht van de schoolbevolking van de beoogde inrichting in de afgelopen drie jaar en de verwachte ontwikkeling daarvan na de geplande werkzaamheden/huur/aankoop;

5. een retroplanning van de geplande operaties op basis van het model van de oproep tot projecten en met vermelding van de datum van opening van de nieuwe plaatsen.

Om in aanmerking te komen voor de oproep tot projecten moeten de inrichtende machten aan de volgende cumulatieve criteria voldoen:

a.. zich richten op een schoolinrichting voor leerplichtonderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en gelegen in een zone met demografische spanning. Onder zone met demografische spanning wordt verstaan: de zones of delen van zones zoals bepaald in het decreet van 19 juli 2017 betreffende het aanbod van plaatsen in zones met demografische spanning, de subsidies in verband met schoolgebouwen, het prioritaire programma voor werken, en de subsidiëring van de inrichtingen voor leerplichtonderwijs, artikel 9, en goedgekeurd door de regering en gevoegd bij de oproep tot projecten ;

b. voor aanvragen in verband met permanente infrastructuurwerken, een reëel recht van ten minste 30 jaar hebben op het betrokken gebouw, uiterlijk op het tijdstip van de vaste subsidieovereenkomst;

c. het project voorziet in de schepping van minimaal 25 plaatsen, met uitzondering van het gespecialiseerd onderwijs, waarvoor geen minimum geldt en er niet meer nieuwe plaatsen mogen worden gecreëerd dan nodig is om de buffer van 10% te bereiken van de zone waarin het is gelegen, anders worden de extra plaatsen niet gesubsidieerd;

d. de plaatsen moeten uiterlijk aan het begin van het schooljaar 2025 structureel gecreëerd worden, met uitzondering van verhuur die niet structureel mag zijn;

e. de inrichtende macht die een aanvraag indient, moet toegang hebben tot de werkingsdotaties/werkingsubsidies;

f. de aanvrager moet voldoen aan de wetgeving inzake overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten.

In geval van vertraging bij de openstelling van de plaatsen kan de regering het recht op de subsidie toegekend aan de inrichtende macht intrekken.

De begunstigden van deze subsidie verbinden zich ertoe het gebouw waarvoor in het kader van dit mechanisme een subsidie is verleend en dat betrekking heeft op een aankoop of op permanente werkzaamheden, gedurende een periode van 30 jaar vanaf de toekenning van de subsidie als school te blijven gebruiken.

De begunstigde van de subsidie is verplicht de administratie in te lichten wanneer :

a. het gebruik of de bestemming van de schoolgebouwen waarvoor de werkzaamheden met subsidie zijn uitgevoerd, geheel of gedeeltelijk wordt gewijzigd, of

b. de rechten van eigendom, gebruik, genot of bewoning van deze gebouwen kosteloos of onder bezwarende titel worden overgedragen.

De begunstigden van de subsidie van wie de schoolgebouwen op grond van dit decreet een subsidie hebben ontvangen en waarvoor de schoolbestemming niet meer wordt vervuld en/of de gebouwen onder bezwarende titel worden verkocht, betalen de subsidie terug.

Het bedrag van het terug te betalen deel van de subsidie voor de lokalen wordt gebaseerd op het aantal vierkante meters dat buiten gebruik is gesteld, verminderd met het aantal jaren dat de lokalen in gebruik is geweest.

Elk bezettingsjaar zal voor een dertigste van het subsidiebedrag tellen.

Het terug te betalen bedrag wordt vastgesteld bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap.

De begunstigde mag de subsidie niet terugbetalen indien:

- de lokalen hun schoolbestemming hebben verloren door omstandigheden waarop de betrokken inrichtende macht geen invloed heeft, of
- de schoolbestemming wordt gehandhaafd.

De regering beoordeelt de wenselijkheid van de terugvordering van de subsidie op basis van de door de inrichtende macht verstrekte informatie.

De in aanmerking komende uitgaven in het kader van dit mechanisme zijn de volgende en maken een verhoging van de opvangcapaciteit van de betrokken inrichting mogelijk:

- a. alle inrichtingswerkzaamheden van de lokalen;
- b. alle bouw- of renovatiewerkzaamheden aan gebouwen;
- c. elke huur van bijkomende lokalen of geprefabriceerde modules voor een maximale periode tot het begin van het schooljaar 2028;
- d. alle aankopen van gebouwen en geprefabriceerde modules.

De hierboven vermelde in aanmerking komende uitgaven zijn de uitgaven die het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 februari 2014 houdende vaststelling van de regels die de behoefte aan nieuwbouw of uitbreiding bepalen en van de fysische en financiële normen voor de schoolgebouwen, internaten en psycho-medisch-sociale centra, naleven.

Op basis van de ingediende dossiers stelt de regering uiterlijk op 30 september 2023 de lijst op van de dossiers die geselecteerd zijn volgens de nadere regels bepaald bij dit decreet. Vóór de aanneming van deze lijst raadpleegt de regering op deze lijst de Karakteroverschrijdende commissie opgericht bij artikel 11 van het decreet van 16 november 2007 betreffende het prioritaire programma voor werken. Dit advies wordt aan de regering meegedeeld binnen een termijn van 30 dagen na de datum van mededeling van de lijst van dossiers aan de Karakteroverschrijdende commissie.

Indien een inrichtende macht niet kan wachten tot 30 september 2023 om een financieringsovereenkomst te verkrijgen vanwege de juridische verbintenis die vereist is voor een aankoop en/of om de beoogde plaatsen aan het begin van het schooljaar 2023 te openen, moet zij dit in haar kandidatuur rechtvaardigen.

Onder juridische verbintenis die vereist is voor een aankoop wordt verstaan de indiening van een bindend aanbod tot aankoop of de ondertekening van een notariële akte met betrekking tot de aankoop.

De regering kan dan sneller een standpunt over dit dossier innemen, zodat de inrichtende macht haar project kan uitvoeren.

Indien de toegewezen middelen niet voldoende zijn voor alle ingediende aanvragen, wordt aan de hand van de volgende criteria, in volgorde van prioriteit, voorrang gegeven aan de dossiers :

- projecten die permanente en structurele werkzaamheden of verbouwing inhouden;
- de betrokken inrichting ligt in een zone met spanning waar het gebrek aan plaatsen het grootst is;
- het project is gericht op een bestaande school;
- de vroegst mogelijke openingsdatum voor plaatsen;
- de beoogde inrichting bevindt zich in een zone met spanning waar de buffer van 7 procent nog niet is bereikt;
- de laagste kosten per gecreëerde plaats.

Diezelfde criteria zullen worden gebruikt om te beslissen tussen de dossiers die gebruik maken van de afwijking met betrekking tot de termijn van de oproep tot projecten, ingeval er zoveel dossiers zijn dat de toegewezen middelen niet volstaan om ze allemaal te financieren.»

**HOOFDSTUK 3. — Wijzigingen aangebracht in het decreet van 13 juli 1998  
betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving**

**Art. 18.** In artikel 2bis van het decreet van 1 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in het derde lid worden de woorden « Zij doet, in de loop van de maand oktober, een oproep tot projecten aan alle inrichtende machten om de geldmiddelen te kunnen genieten die bepaald zijn, naar gelang van het geval, in artikel 13bis, § 2, 1°, in artikel 13bis, § 2, 2°, en in artikel 13bis, § 2, 3°, van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.» vervangen door de woorden « Zij doet in de loop van de maand november 2022 een oproep tot projecten aan alle inrichtende machten om geldmiddelen te kunnen genieten voor de jaren 2022, 2023 en 2024 die bepaald zijn in artikel 13bis van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.»;

2. de leden 5 tot 13 worden vervangen als volgt :

«De antwoorden op de oproep tot projecten worden door de inrichtende machten uiterlijk op 30 april 2023 ingediend door middel van een standaardformulier dat is meegedeeld.

De ingediende aanvragen bevatten, afhankelijk van de situatie, de volgende elementen:

1. een beschrijving van de geplande verbouwings-, renovatie- of uitbreidingswerkzaamheden van gebouwen en/of geprefabriceerde modules;
2. gedetailleerde beschrijving van de geplande huur/aankoop van gebouwen en/of geprefabriceerde modules;
3. een financiële raming van de kosten van de geplande werkzaamheden/huur/aankopen;

4. een overzicht van de schoolbevolking van de beoogde inrichting in de afgelopen drie jaar en de verwachte ontwikkeling daarvan na de geplande werkzaamheden/huur/aankoop;
5. een retroplanning van de geplande operaties op basis van het model voorzien door de oproep tot projecten en met vermelding van de datum van opening van de nieuwe plaatsen.

Om voor de oproep tot projecten in aanmerking te komen, moeten de inrichtende machten aan de volgende cumulatieve criteria voldoen:

- a. zich richten op een schoolinrichting voor leerplichtonderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en gelegen in een zone met demografische spanning. Onder zone met demografische spanning wordt verstaan : de zones of delen van zones zoals bepaald in het decreet van 19 juli 2017 betreffende het aanbod van plaatsen in zones in demografische spanning, de subsidies voor schoolgebouwen, het programma van prioritaire werken en de subsidiëring van leerplichtige inrichtingen, artikel 9, en goedgekeurd door de regering en gevoegd bij de oproep tot projecten;
- b. voor aanvragen in verband met permanente infrastructuurwerken, een reëel recht van ten minste 30 jaar hebben op het betrokken gebouw, uiterlijk op het tijdstip van de vaste subsidieovereenkomst;
- c. het project voorziet in de schepping van minimaal 25 plaatsen, met uitzondering van het gespecialiseerd onderwijs, waarvoor geen minimum geldt en er niet meer nieuwe plaatsen mogen worden gecreëerd dan nodig is om de buffer van 10% te bereiken van de zone waarin het is gelegen, anders worden de extra plaatsen niet gesubsidieerd;
- d. de plaatsen moeten uiterlijk aan het begin van het schooljaar 2025 structureel gecreëerd worden, met uitzondering van verhuur die niet structureel mag zijn;
- e. de inrichtende macht die een aanvraag indient, moet toegang hebben tot de werkingsdotaties/werkingsubsidies;
- f. de aanvrager moet voldoen aan de wetgeving inzake overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten.

In geval van vertraging bij de openstelling van de plaatsen kan de regering het recht op de subsidie toegekend aan de inrichtende macht intrekken.

De begunstigden van de subsidie van wie de schoolgebouwen op grond van dit decreet een subsidie hebben ontvangen en waarvoor de schoolbestemming niet meer wordt vervuld en/of de gebouwen onder bezwarende titel worden verkocht, betalen de subsidie terug.

Het bedrag van het terug te betalen deel van de subsidie voor de lokalen wordt gebaseerd op het aantal vierkante meters dat buiten gebruik is gesteld, verminderd met het aantal jaren dat de lokalen in gebruik is geweest.

Elk bezettingsjaar zal voor een dertigste van het subsidiebedrag tellen.

Het terug te betalen bedrag wordt vastgesteld bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap.

De begunstigde mag de subsidie niet terugbetalen indien:

- de lokalen hun schoolbestemming hebben verloren door omstandigheden waarop de betrokken inrichtende macht geen invloed heeft, of
- de schoolbestemming wordt gehandhaafd.

De regering beoordeelt de wenselijkheid van de terugvordering van de subsidie op basis van de door de inrichtende macht verstrekte informatie.

De in aanmerking komende uitgaven in het kader van dit mechanisme zijn de volgende en maken een verhoging van de opvangcapaciteit van de betrokken inrichting mogelijk:

- a. alle inrichtingswerkzaamheden van de lokalen;
- b. alle bouw- of renovatiewerkzaamheden aan gebouwen;
- c. elke huur van bijkomende lokalen of geprefabriceerde modules voor een maximale periode tot het begin van het schooljaar 2028;
- d. alle aankopen van gebouwen en geprefabriceerde modules.

De hierboven vermelde in aanmerking komende uitgaven zijn de uitgaven die het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 februari 2014 houdende vaststelling van de regels die de behoefte aan nieuwbouw of uitbreiding bepalen en van de fysische en financiële normen voor de schoolgebouwen, internaten en psycho-medisch-sociale centra, naleven.

Op basis van de ingediende dossiers stelt de regering uiterlijk op 30 september 2023 de lijst op van de dossiers die geselecteerd zijn volgens de nadere regels bepaald bij dit decreet. Vóór de aanneming van deze lijst raadpleegt de regering op deze lijst de Karakteroverschrijdende commissie opgericht bij artikel 11 van het decreet van 16 november 2007 betreffende het prioritaire programma voor werken.. Dit advies wordt aan de regering meegedeeld binnen een termijn van 30 dagen na de datum van mededeling van de lijst van dossiers aan de Karakteroverschrijdende commissie.

Indien een inrichtende macht niet kan wachten tot 30 september 2023 om een financieringsovereenkomst te verkrijgen vanwege de juridische verbintenis die vereist is voor een aankoop en/of om de beoogde plaatsen aan het begin van het schooljaar 2023 te openen, moet zij dit in haar kandidatuur rechtvaardigen.

Onder juridische verbintenis die vereist is voor een aankoop wordt verstaan de indiening van een bindend aanbod tot aankoop of de ondertekening van een notariële akte met betrekking tot de aankoop.

De regering kan dan sneller een standpunt over dit dossier innemen, zodat de inrichtende macht haar project kan uitvoeren.

Indien de toegewezen middelen niet voldoende zijn voor alle ingediende aanvragen, wordt aan de hand van de volgende criteria, in volgorde van prioriteit, voorrang gegeven aan de dossiers :

- projecten die permanente en structurele werkzaamheden of verbouwing inhouden;
- de betrokken inrichting ligt in een zone met spanning waar het gebrek aan plaatsen het grootst is;
- het project is gericht op een bestaande school;
- de vroegst mogelijke openingsdatum voor plaatsen;
- de beoogde inrichting bevindt zich in een zone met spanning waar de buffer van 7 procent nog niet is bereikt;

- de laagste kosten per gecreëerde plaats.

Diezelfde criteria zullen worden gebruikt om te beslissen tussen de dossiers die gebruik maken van de afwijking met betrekking tot de termijn van de oproep tot projecten, ingeval er zoveel dossiers zijn dat de toegewezen middelen niet volstaan om ze allemaal te financieren.».

HOOFDSTUK 4. — *Bepalingen betreffende de wijzigingen aangebracht in het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs.*

**Art. 19.** Artikel 212*bis* van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs wordt vervangen als volgt :

«Art. 212*bis*. De Regering doet in de loop van de maand november 2022 een oproep tot projecten aan alle inrichtende machten om maximum 10 procent van de geldmiddelen te kunnen genieten voor de jaren 2022, 2023 en 2024 die bepaald zijn in artikel 13*bis* van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.»;

De antwoorden op de oproep tot projecten worden door de inrichtende machten uiterlijk op 30 april 2023 ingediend door middel van een standaardformulier dat is meegedeeld.

De ingediende aanvragen bevatten, afhankelijk van de situatie, de volgende elementen:

1. een beschrijving van de geplande verbouwings-, renovatie- of uitbreidingswerkzaamheden van gebouwen en/of geprefabriceerde modules;
2. gedetailleerde beschrijving van de geplande huur/aankoop van gebouwen en/of geprefabriceerde modules;
3. een financiële raming van de kosten van de geplande werkzaamheden/huur/aankopen;
4. een overzicht van de schoolbevolking van de beoogde inrichting in de afgelopen drie jaar en de verwachte ontwikkeling daarvan na de geplande werkzaamheden/huur/aankoop;
5. een retroplanning van de geplande operaties op basis van het model voorzien door de oproep tot projecten en met vermelding van de datum van opening van de nieuwe plaatsen.

Om voor de oproep tot projecten in aanmerking te komen, moeten de inrichtende machten aan de volgende cumulatieve criteria voldoen:

- a. zich richten op een schoolinrichting voor leerplichtonderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;
- b. voor aanvragen in verband met permanente infrastructuurwerken, een reëel recht van ten minste 30 jaar hebben op het betrokken gebouw, uiterlijk op het tijdstip van de vaste subsidieovereenkomst;
- c. de plaatsen moeten uiterlijk aan het begin van het schooljaar 2025 structureel gecreëerd worden, met uitzondering van verhuur die niet structureel mag zijn;
- d. de inrichtende macht die een aanvraag indient, moet toegang hebben tot de werkingsdotaties/werkingsubsidies;
- e. de aanvrager moet voldoen aan de wetgeving inzake overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten.

In geval van vertraging bij de openstelling van de plaatsen kan de regering het recht op de subsidie toegekend aan de inrichtende macht intrekken.

De begunstigden van de subsidie van wie de schoolgebouwen op grond van dit decreet een subsidie hebben ontvangen en waarvoor de schoolbestemming niet meer wordt vervuld en/of de gebouwen onder bezwarende titel worden verkocht, betalen de subsidie terug.

Het bedrag van het terug te betalen deel van de subsidie voor de lokalen wordt gebaseerd op het aantal vierkante meters dat buiten gebruik is gesteld, verminderd met het aantal jaren dat de lokalen in gebruik is geweest.

Elk bezettingsjaar zal voor een dertigste van het subsidiebedrag tellen.

Het terug te betalen bedrag wordt vastgesteld bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap.

De begunstigde mag de subsidie niet terugbetalen indien:

- de lokalen hun schoolbestemming hebben verloren door omstandigheden waarop de betrokken inrichtende macht geen invloed heeft, of
- de schoolbestemming wordt gehandhaafd.

De regering beoordeelt de wenselijkheid van de terugvordering van de subsidie op basis van de door de inrichtende macht verstrekte informatie.

De in aanmerking komende uitgaven in het kader van dit mechanisme zijn de volgende en maken een verhoging van de opvangcapaciteit van de betrokken inrichting mogelijk:

- a. alle inrichtingswerkzaamheden van de lokalen;
- b. alle bouw- of renovatiewerkzaamheden aan gebouwen;
- c. elke huur van bijkomende lokalen of geprefabriceerde modules voor een maximale periode tot het begin van het schooljaar 2028;
- d. alle aankopen van gebouwen of geprefabriceerde modules.

De hierboven vermelde in aanmerking komende uitgaven zijn de uitgaven die het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 februari 2014 houdende vaststelling van de regels die de behoefte aan nieuwbouw of uitbreiding bepalen en van de fysische en financiële normen voor de schoolgebouwen, internaten en psycho-medisch-sociale centra, naleven.

Op basis van de ingediende dossiers stelt de regering uiterlijk op 30 september 2023 de lijst op van de dossiers die geselecteerd zijn volgens de nadere regels bepaald bij dit decreet. Vóór de aanneming van deze lijst raadpleegt de regering op deze lijst de Karakteroverschrijdende commissie opgericht bij artikel 11 van het decreet van 16 november 2007 betreffende het prioritaire programma voor werken.. Dit advies wordt aan de regering meegedeeld binnen een termijn van 30 dagen na de datum van mededeling van de lijst van dossiers aan de Karakteroverschrijdende commissie.



Indien een inrichtende macht niet kan wachten tot 30 september 2023 om een financieringsovereenkomst te verkrijgen vanwege de juridische verbintenis die vereist is voor een aankoop en/of om de beoogde plaatsen aan het begin van het schooljaar 2023 te openen, moet zij dit in haar kandidatuur rechtvaardigen.

Onder juridische verbintenis die vereist is voor een aankoop wordt verstaan de indiening van een bindend aanbod tot aankoop of de ondertekening van een notariële akte met betrekking tot de aankoop.

De regering kan dan sneller een standpunt over dit dossier innemen, zodat de inrichtende macht haar project kan uitvoeren.

Indien de toegewezen middelen niet voldoende zijn voor alle ingediende aanvragen, wordt aan de hand van de volgende criteria, in volgorde van prioriteit, voorrang gegeven aan de dossiers :

- projecten die permanente en structurele werkzaamheden of verbouwing inhouden;
- het project is gericht op een bestaande school;
- de vroegst mogelijke openingsdatum voor plaatsen;
- de laagste kosten per gecreëerde plaats.

Diezelfde criteria zullen worden gebruikt om te beslissen tussen de dossiers die gebruik maken van de afwijking met betrekking tot de termijn van de oproep tot projecten, ingeval er zoveel dossiers zijn dat de toegewezen middelen niet volstaan om ze allemaal te financieren.».

#### HOOFDSTUK 5. — *Oprichting van een dienst met boekhoudkundige autonomie voor het uitzonderlijk investeringsplan in het kader van schoolgebouwen*

**Art. 20.** Een administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie in de zin van artikel 2, 5°, van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, wordt opgericht bij de Algemene Dienst Gesubsidieerde Schoolinfrastructuren, onder de naam van "Uitzonderlijk investeringsplan in de schoolgebouwen". Deze dienst staat onder rechtstreeks gezag van de minister belast met schoolgebouwen.

**Art. 21.** De Administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie bij de Algemene Dienst Gesubsidieerde Schoolinfrastructuren van het Secretariaat-generaal wordt voorzien van de volgende middelen

- 1° in 2022, een dotatie van één miljard euro (1.000.000.000,00 euro);
- 2° alle andere inkomsten, zoals schenkingen of legaten;
- 3° uitzonderlijke dotaties waartoe de Regering heeft besloten en die ten laste komen van de uitgavenbegroting.

### TITEL 3. — *BEPALINGEN BETREFFENDE CULTUUR*

#### HOOFDSTUK 1. — *Bepalingen betreffende de culturele infrastructures*

**Art. 22.** In artikel 57, § 3, van het programmadecreet van 14 juli 2021 houdende verschillende maatregelen inzake de bestrijding van de coronacrisis, het Europees herstelplan, de Kansengelijkheid, de Schoolgebouwen, Wallonie-Bruxelles Enseignement, de Vrouwenrechten, het Hoger Onderwijs, het Wetenschappelijk Onderzoek, de Non-profitsector, het Onderwijs en de Begrotingsfondsen worden de woorden « met 10 procent en » ingevoegd tussen de woorden «wordt vermeerderd» en de woorden « de bedragen die noodzakelijk zijn voor de tenlasteneming van de btw».

#### HOOFDSTUK 2. — *Bepalingen betreffende de Seniorencommissie*

**Art. 23.** In artikel 7 van het decreet van 26 mei 2011 tot inrichting van de Seniorencommissie van de Franse Gemeenschap, wordt het bedrag van «20.000 euro» vervangen door het bedrag van «52.000 euro».

#### HOOFDSTUK 3. — *Bepalingen betreffende de podiumkunsten*

**Art. 24.** In artikel 35/1 van het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten, vervangen bij het decreet van 20 juli 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in het eerste lid worden de woorden «in vastleggingskredieten» opgeheven;
2. in het tweede lid worden de volgende wijzigingen aangebracht:
  - a. de woorden « in vastleggingskredieten» worden opgeheven;
  - b. het bedrag «9.649.000 euro» wordt vervangen door het bedrag « 9.828.000 euro».

**Art. 25.** Artikel 107 van het decreet van 20 juli 2022 tot wijziging van het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

«De lopende programmaovereenkomsten waarvan de jaarlijkse subsidie lager is dan of gelijk is aan honderdvijfentwintigduizend euro blijven verenigbaar met de toekenning van een projectsteun, zelfs toegekend na de inwerkingtreding van dit decreet, tot 31 december 2023.».

#### HOOFDSTUK 4. — *Bepalingen betreffende het cultureel erfgoed*

**Art. 26.** In artikel 4 van het decreet van 25 april 2019 betreffende de museumsector in de Franse Gemeenschap worden de woorden «,afhankelijk van de beschikbare begrotingskredieten,» opgeheven.

**Art. 27.** In de artikelen 6, 8, § 1, 11, § 1, 13, § 1 en 2, en 16 van hetzelfde decreet worden de woorden «en binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten,» telkens opgeheven.

**Art. 28.** In de artikelen 9 en 12 van hetzelfde decreet worden de woorden «binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten » telkens opgeheven.

**Art. 29.** In hetzelfde decreet wordt na artikel 14 een Hoofdstuk *Vbis* ingevoegd, luidend als volgt : «Prioritering bij de toekenning van steun aan musea en museapolen»

**Art. 30.** In hoofdstuk *Vbis* ingevoegd bij artikel 29, wordt een artikel 14/1 ingevoegd, luidend als volgt :

«Artikel 14/1. Wanneer de beschikbare begrotingskredieten onvoldoende zijn om aan alle verzoeken ingediend krachtens de artikelen 6 tot 8, 10 tot 11 en 13 tot 14 te voldoen, worden de prioriteiten als volgt vastgesteld:

1. er wordt eerst voorrang gegeven aan de hernieuwing van bestaande positief beoordeelde erkenningen, met uitzondering van verzoeken om bevordering;

2. dan wordt voorrang gegeven aan steun voor de ontwikkeling van een nalevingsplan die wordt verleend aan erkende operatoren wier verzoek om hernieuwing negatief is beoordeeld;

3. uiteindelijk wordt voorrang gegeven aan de toekenning van nieuwe erkenningen, steun aan creatie, subsidieverhogingen en steun voor de ontwikkeling van een niet onder 2° bedoeld nalevingsplan, rekening houdend met hun rangschikking volgens de volgende criteria:

a. de kwaliteit van de culturele visie van het museum en zijn maatschappelijke positie (30 punten);

b. de kwaliteit van het werk als bemiddelaar en ontwikkelaar van de culturele rechten van het volk in verhouding tot de beschikbare middelen en de categorie van het museum (30 punten);

c. de kwaliteit van het erfgoedbeheer in verhouding tot de beschikbare middelen en de categorie van het museum (15 punten);

d. de kwaliteit van het wetenschappelijke werk in verhouding tot de beschikbare middelen en de categorie van het museum (15 punten);

e. de kwaliteit van de collectie van het museum (10 punten);

f. adequate dekking van het gehele grondgebied en de gehele bevolking van de Franse Gemeenschap (10 punten);

g. de diversiteit van de door alle erkende musea behandelde thema's, met bijzondere aandacht voor ondergewaardeerde thema's (10 punten). ».

**Art. 31.** In artikel 17, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt 2° opgeheven.

**Art. 32.** In artikel 11, § 2, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juni 2019 houdende uitvoering van het besluit van 25 april 2019 betreffende de museumsector in de Franse Gemeenschap worden de woorden «, binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten,» opgeheven.

#### HOOFDSTUK 5. — *Bepalingen betreffende de Territoriale culturele actie*

**Art. 33.** In artikel 27, § 1, van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 2011 tot uitvoering van het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening en de openbare bibliotheken, wordt lid 3, ingevoegd bij het decreet van 14 juli 2021, opgeheven.

**Art. 34.** In het decreet van 30 april 2009 betreffende het toezicht op en de subsidiëring van federaties van amateurkunstbeoefening, federaties die centra van expressie en creativiteit vertegenwoordigen en centra van expressie en creativiteit wordt het volgende artikel 51/4 ingevoegd:

"Artikel 51/4. In afwijking van de rangorde bepaald in artikel 30, 3°, tweede lid, kunnen de verenigingen bedoeld in artikel 30/1/1, derde lid, 2° en 3°, van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 3 december 2003 tot vaststelling van de toepassingsmodaliteiten van het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van kinderen tijdens hun vrije tijd en de ondersteuning van de buitenschoolse opvang in aanmerking komen, vanaf 1 januari 2023 en mits ze erkend zijn als categorie 3 of 4, voor een subsidie voor de tewerkstelling van een vaste coördinator.

In het begrotingsjaar 2023 wordt het bedrag van deze werkgelegenheidssubsidie in mindering gebracht op het bedrag van de facultatieve subsidie die bij overeenkomst aan de vereniging wordt toegekend."

#### HOOFDSTUK 6. — *Bepalingen betreffende de filmsector*

**Art. 35.** De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 1/1 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 29 maart 2012 betreffende de steun aan de creatie:

1. in lid 1 wordt "12.500 euro" vervangen door "15.000 euro";

2. in lid 2 wordt "7.500 euro" vervangen door "10.000 euro";

3. in lid 3 wordt "15.000 euro" vervangen door "20.000 euro".

**Art. 36.** In het eerste lid van artikel 2 van hetzelfde besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 29 maart 2012 betreffende de steun aan de creatie worden de woorden "- 20.000 euro voor een eerste of tweede creatiedocumentaire; - 25.000 euro voor een derde of volgende creatiedocumentaire" vervangen door de woorden "30.000 euro".

**Art. 37.** In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in § 1 worden de woorden "430.000 euro" vervangen door de woorden "500.000 euro";

2. in § 2 worden de woorden "100.000 euro" vervangen door de woorden "120.000 euro";

3. in § 3 worden de woorden "15.000 euro" vervangen door de woorden "20.000 euro";

4. in § 4 worden de woorden "75.000 euro" vervangen door de woorden "90.000 euro".

**Art. 38.** In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in lid 2 wordt "42.500 euro" vervangen door "50.000 euro";

2. in lid 3 wordt "50.000 euro" vervangen door "60.000 euro";

3. in lid 5 wordt "15.000 euro" vervangen door "20.000 euro".

**Art. 39.** In artikel 7 van hetzelfde besluit wordt "20.000 euro" vervangen door "25.000 euro".

HOOFDSTUK 7. — *Bepaling betreffende de audiovisuele sector*

**Art. 40.** In artikel 22, § 4, van het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de *RTBF*, ingevoegd bij het programmadecreet van 17 juli 2013 en laatst gewijzigd bij het programmadecreet van 20 december 2017, worden de woorden "over de periode 2018-2022" vervangen door de woorden "over de periode 2018-2023".

**TITEL 4. — BEPALINGEN INZAKE WETENSCHAPPELIJK ONDERZOEK**

**Art. 41.** Artikel 63 van het decreet van 3 mei 2019 houdende diverse maatregelen inzake hoger onderwijs en onderzoek wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Art. 63 - De Franse Gemeenschap kent jaarlijks een bedrag van 431.000 euro toe voor de organisatie van "Printemps des Sciences".

Dit bedrag wordt als volgt verdeeld over de deelnemende universiteiten, hogescholen en hogere kunstscholen:

1. 71.000 euro voor de instelling die de coördinatie van het evenement in het lopende jaar leidt;
2. het saldo wordt verdeeld over de andere instellingen voor hoger onderwijs die deelnemen aan de organisatie van de activiteit op basis van de uitgaven die zijn opgenomen in het in artikel 63/1 bedoelde gecoördineerde jaarplan."

**Art. 42.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 63/1 ingevoegd, dat luidt als volgt:

"Art. 63/1. § 1. Elk jaar wordt vóór 15 september van het jaar n-1 een gecoördineerd plan voor "Printemps des Sciences" opgesteld.

Dit plan is opgesteld door de instellingen voor hoger onderwijs die deelnemen aan de organisatie van het evenement, de wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap en de Franstalige onderzoekers van de *Jardin botanique de Meise*.

Het wordt ter informatie toegezonden aan de minister belast met het hoger onderwijs.

Het omvat acties die moeten worden ondernomen om de wetenschap en de door instellingen voor hoger onderwijs aangeboden studies op het gebied van wetenschap, en inzonderheid STEM, te bevorderen, rekening houdend met een STEAM-aanpak.

§ 2. Het plan vermeldt eveneens voor elke inrichting de uitgaven waarmee het in artikel 63, tweede lid, 2°, bedoelde saldo kan worden verdeeld, namelijk:

1. personeelskosten in verband met het personeel van de instelling, voor zover dit wordt ingezet voor de uitvoering van het project;
2. de kosten van de voor de uitvoering van het project benodigde instrumenten en uitrusting;
3. de kosten van adviezen en soortgelijke diensten die uitsluitend voor de uitvoering van het project worden gebruikt;
4. de kosten van materialen, benodigdheden en soortgelijke producten die rechtstreeks uit het project voortvloeien;
5. de kosten die nodig zijn om bekendheid te geven aan de evenementen van het project, tot een maximum van EUR 100.000, betaald aan de coördinator van het actieplan.

De in het eerste lid, punten 2° en 4°, bedoelde kosten zijn beperkt tot de jaarlijkse afschrijvingskosten van de apparatuur, exclusief de aankooprijks.

§ 3. Het plan wordt vooraf goedgekeurd door een stuurgroep die bestaat uit:

1. een vertegenwoordiger van de minister belast met het hoger onderwijs;
2. een vertegenwoordiger van de minister belast met het leerplichtonderwijs;
3. een vertegenwoordiger van de administratie belast met hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek;
4. ten hoogste vijf vertegenwoordigers van de universiteiten, aangewezen door de ARES;
5. ten hoogste vier vertegenwoordigers van de hogescholen, aangewezen door de ARES;
6. ten hoogste vier vertegenwoordigers van de hogere kunstscholen, aangewezen door de ARES.

Vertegenwoordigers van de Cel Wetenschapsbeleid van de Economische, Sociale en Milieuraad van Wallonië en de Raad voor het Wetenschapsbeleid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden uitgenodigd deel te nemen aan de stuurgroep.

De vertegenwoordiger van de minister belast met het hoger onderwijs zit de stuurgroep voor."

**Art. 43.** Artikel 1 van het decreet van 17 juli 2013 betreffende het onderzoek door het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek (FNRS) wordt aangevuld met een lid dat luidt als volgt:

"Vanaf het jaar 2023, 250.000 euro, toe te kennen aan klinische onderzoekers, worden toegevoegd aan het bedrag dat op grond van de vorige leden is verkregen. Vanaf het jaar 2024 wordt dit bedrag geïndexeerd volgens het stelsel van lid 5."

**Art. 44.** Artikel 1 van het decreet van 30 januari 2014 betreffende de financiering van het onderzoek in de universiteiten wordt aangevuld met een lid dat als volgt luidt:

"Vanaf het jaar 2023, 4.000.000 euro worden toegevoegd aan het bij toepassing van de voorgaande leden verkregen bedrag. Vanaf het jaar 2024 wordt dit bedrag geïndexeerd volgens het stelsel van lid 5."

**TITEL 5. — BEPALINGEN INZAKE HOGER ONDERWIJS EN ONDERWIJS VOOR SOCIALE PROMOTIE****HOOFDSTUK 1. — *Adviseurs voor de hervorming van de initiële lerarenopleiding***

**Art. 45.** In artikel 47, § 1 en 5, van het programmadecreet van 12 december 2018 houdende diverse maatregelen met betrekking tot de organisatie van de begroting en de boekhouding, de begrotingsfondsen, het hoger onderwijs en het onderzoek, het kind, het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie, de schoolgebouwen, de financiering van de infrastructuur voor de huisvesting van *Cité des métiers de Charleroi* en de uitvoering van de hervorming van de initiële lerarenopleiding, worden de woorden "tot 2022" vervangen door de woorden "tot 2023".

**HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen aan de wet van 27 juli 1971 betreffende de financiering en de controle van de universitaire instellingen***

**Art. 46.** In artikel 29 van de wet van 27 juli 1971 betreffende de financiering en de controle van de universitaire instellingen worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. aan § 1 worden 5 leden toegevoegd, die als volgt luiden:

"In 2022 wordt een bedrag van 109.000 euro toegevoegd aan het krachtens de leden 1 tot en met 5 en 7 tot en met 8 verkregen bedrag.

In 2022 wordt een bedrag van 396.000 euro toegevoegd aan het krachtens de leden 1 tot en met 5 en 7 tot en met 9 verkregen bedrag.

Een bedrag van 3.900.000 euro wordt vanaf het jaar 2023 toegevoegd aan het krachtens de leden 1 tot en met 5 en 7 verkregen bedrag. Vanaf het jaar 2024 wordt dit bedrag geïndexeerd overeenkomstig het bepaalde in paragraaf 4.

Een bedrag van 160.000 euro wordt vanaf het jaar 2023 toegevoegd aan het krachtens de leden 1 tot en met 5 en 7 en 11 verkregen bedrag. Vanaf het jaar 2024 wordt dit bedrag geïndexeerd overeenkomstig het bepaalde in paragraaf 4.

Vanaf het jaar 2023 wordt een bedrag van 396.000 euro toegevoegd aan het krachtens de leden 1 tot en met 5 en 7 en 11 tot en met 12 verkregen bedrag;

2. aan § 2 worden 5 leden toegevoegd, als volgt:

"In 2022 wordt een bedrag van 254.000 euro toegevoegd aan het bedrag dat op grond van de leden 1 tot en met 5 en 7 tot en met 8 wordt verkregen.

In 2022 wordt een bedrag van 924.000 euro toegevoegd aan het krachtens de leden 1 tot en met 5 en 7 tot en met 9 verkregen bedrag.

Vanaf het jaar 2023 wordt een bedrag van 9.100.000 euro toegevoegd aan het krachtens de leden 1 tot en met 5 en 7 verkregen bedrag. Vanaf 2024 wordt dit bedrag geïndexeerd overeenkomstig het bepaalde in paragraaf 4.

Vanaf het jaar 2023 wordt een bedrag van 374.000 euro toegevoegd aan het krachtens de leden 1 tot en met 5 en 7 en 11 verkregen bedrag. Vanaf 2024 wordt dit bedrag geïndexeerd overeenkomstig het bepaalde in paragraaf 4.

Vanaf het jaar 2023 wordt een bedrag van 924.000 euro toegevoegd aan het bedrag dat op grond van de leden 1 tot en met 5 en 7 en 11 tot en met 12 wordt verkregen;

3. in § 5<sup>ter</sup> worden de woorden "tot en met 2021" vervangen door de woorden "tot en met 2027";

4. aan § 5<sup>bis</sup> worden de volgende twee leden toegevoegd:

"Vanaf het begrotingsjaar 2022 worden de volgende bedragen, uitgedrukt in waarde 2021, toegevoegd aan de in het eerste lid bedoelde geïndexeerde bedragen:

- *Université de Liège*: 7.449.000 euro;
- *Université catholique de Louvain*: 14.450.000 euro;
- *Université libre de Bruxelles*: 17.740.000 euro;
- *Université de Mons*: 5.856.000 euro;
- *Université de Namur*: 868.000 euro;
- *Université Saint-Louis - Bruxelles*: 2.292.000 euro.

"Vanaf het jaar 2022 wordt de som van de aldus door de betrokken instellingen voor het jaar 2021 verkregen bedragen geïndexeerd overeenkomstig het bepaalde in paragraaf 4."

**Art. 47.** In artikel 36<sup>bis</sup>/1 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in § 1:

a) worden in lid 2 aan de eerste zin de woorden "en tot 2,4 miljoen euro voor het jaar 2022 en tot 3,6 miljoen euro voor het jaar 2023 en tot 1,2 miljoen euro voor het jaar 2024" toegevoegd;

b. wordt lid 2 aangevuld met de zinnen "Vanaf 2024 wordt het voor het jaar 2022 voorziene bedrag van 2,4 miljoen euro, na indexering, tot 30 procent toegevoegd aan het bedrag voorzien in artikel 29, § 1, en tot 70 procent aan het bedrag bedoeld in artikel 29, § 2. Vanaf 2025 wordt het bedrag van 1,2 miljoen euro dat wordt toegevoegd om het voor het jaar 2023 voorziene bedrag te bereiken en dat het voor het jaar 2024 voorziene resterende bedrag vormt, na indexering tot 30% toegevoegd aan het in artikel 29, § 1, bedoelde bedrag en tot 70% aan het in artikel 29, § 2, bedoelde bedrag.";

c. worden in lid 3 de woorden "tot 2021-2022" vervangen door de woorden "tot 2024-2025";

2. in § 2 worden na de woorden "uiterlijk op 31 december 2022" de woorden "en uiterlijk op 31 december 2025" toegevoegd;

3. in § 3:

a. worden in lid 2, eerste zin, de woorden "en ten minste 1,2 miljoen euro vanaf 2022" vervangen door de woorden "en 1,2 miljoen euro voor het jaar 2022 en 1,2 miljoen euro voor het jaar 2024 en 1,2 miljoen euro voor het jaar 2025"

b. wordt lid 2 aangevuld met de zin "Vanaf 2026 wordt het bedrag van 1,2 miljoen euro, dat het voor het jaar 2024 voorziene bedrag vormt en dat het voor het jaar 2025 voorziene bedrag vormt, na indexering tot 30 procent toegevoegd aan het bedrag voorzien in artikel 29, § 1, en tot 70 procent aan het bedrag voorzien in artikel 29, § 2.";

c. worden aan lid 3 de woorden "en 2024-2025 tot en met 2025-2026" toegevoegd;



4. in § 4 worden na de woorden "uiterlijk op 31 december 2023" de woorden "en uiterlijk op 31 december 2026" toegevoegd.

**Art. 48.** In artikel 36ter van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in lid 3 worden de woorden "De verdeling van het in lid 1 bedoelde bedrag over de universiteiten" vervangen door de woorden "De verdeling van het krachtens dit artikel berekende bedrag over de universiteiten";

2. twee leden worden toegevoegd, die als volgt luiden: "Met ingang van het begrotingsjaar 2023 wordt een bedrag van 440.000 euro toegevoegd aan het krachtens de leden 1 en 2 verkregen bedrag. Vanaf het begrotingsjaar 2024 wordt dit bedrag geïndexeerd overeenkomstig de bepalingen van artikel 29, § 4.

Vanaf het begrotingsjaar 2024 wordt een bedrag van 160.000 euro toegevoegd aan het krachtens de leden 1, 2 en 5 verkregen bedrag. Vanaf het begrotingsjaar 2025 wordt dit bedrag geïndexeerd overeenkomstig de bepalingen van artikel 29, § 4."

**Art. 49.** In artikel 36quater van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in lid 2 worden de woorden "De aanvullende toelage" vervangen door de woorden "De in lid 1 bedoelde aanvullende toelage";

2. tussen lid 4 en lid 5, dat lid 6 wordt, wordt een nieuw lid 5 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Vanaf het begrotingsjaar 2023, wordt een bedrag van 85.000 euro toegewezen aan de Academie voor Onderzoek en Hoger Onderwijs (ARES) met het oog op de coördinatie van acties en onderzoek ter ondersteuning van succes alsook op het gebied van begeleiding, met inbegrip van de ontwikkeling van een begeleidingsinstrument. Vanaf het begrotingsjaar 2024 wordt dit bedrag geïndexeerd volgens de formule van artikel 29, § 4.";

3. De volgende twee leden worden toegevoegd:

"Vanaf het begrotingsjaar 2023 wordt een bedrag van 1.820.000 euro toegevoegd aan het bedrag verkregen in toepassing van het eerste, vierde en zesde tot en met achtste lid, met het oog op de bevordering van de initiatieven en slaagsteun bedoeld in het eerste lid en verdeeld in verhouding tot het aantal studenten in de zin van artikel 100, § 1, van het decreet van 7 november 2013, die genieten verminderde inschrijvingsgelden, die in aanmerking worden genomen voor de financiering van de vier academiejaren voorafgaand aan het begrotingsjaar. Vanaf het jaar 2024 wordt dit bedrag geïndexeerd volgens de formule van artikel 29, § 4.

Een bedrag van 680.000 euro wordt toegevoegd aan het bedrag dat met toepassing van de leden 1, 4 en 6 tot en met 9 wordt verkregen om de in lid 1 bedoelde initiatieven en steun voor succes te bevorderen en wordt verdeeld naar evenredigheid van het aantal studenten in de zin van artikel 100, § 1, van het decreet van 7 november 2013 die in aanmerking komen voor vermindering van het inschrijvingsgeld en die in aanmerking komen voor financiering tijdens de vier academiejaren die aan het begrotingsjaar voorafgaan. Vanaf het jaar 2025 wordt dit bedrag geïndexeerd volgens de formule van artikel 29, § 4."

**Art. 50.** In artikel 36quater/1, vierde en vijfde lid, van dezelfde wet worden de woorden "krachtens het eerste en vierde lid" vervangen door de woorden "krachtens het eerste en derde lid".

**Art. 51.** In dezelfde wet wordt een artikel 36quater/2 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Artikel 36quater/2. - Vanaf het begrotingsjaar 2023 wordt een extra toelage van 1.210.000 euro over de universiteiten verdeeld om uitsluitend te worden gebruikt voor personeel dat zich bezighoudt met de begeleiding van studenten in het eerste jaarblok in de zin van artikel 100, § 1, van het decreet van 7 november 2013 tot vaststelling van het hoger onderwijslandschap en de academische organisatie van de studies. Deze toelage wordt verdeeld in verhouding tot het aantal studenten die in aanmerking komen voor financiering tijdens de 4 academiejaren die aan het begrotingsjaar voorafgaan en rekening houdend met de definitie van de betrokken studenten die voortvloeit uit artikel 100, § 1, van het decreet van 7 november 2013, van toepassing tijdens elk van de 4 academiejaren die aan het begrotingsjaar voorafgaan.

De personeelskosten ten laste van de in dit artikel bedoelde aanvullende toelage worden niet in aanmerking genomen voor de toepassing van artikel 40, § 3.

Vanaf het begrotingsjaar 2024 wordt het in het eerste lid bedoelde bedrag geïndexeerd volgens de formule van artikel 29, § 4.

Vanaf begrotingsjaar 2024 wordt een bedrag van 460.000 euro toegevoegd aan het krachtens de leden 1 en 3 verkregen bedrag. Vanaf het begrotingsjaar 2025 wordt dit bedrag geïndexeerd overeenkomstig de bepalingen van artikel 29, § 4."

**Art. 52.** In artikel 36quinquies van dezelfde wet wordt littera 2° vervangen door de volgende tekst:

"2° De bedragen opgenomen in de artikelen 36 uater, 36quater/1 en 36quater/2;"

**Art. 53.** In artikel 45 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in § 1:

a. lid 2 wordt vervangen door de volgende tekst "Dit bedrag wordt onder de in artikel 25 bedoelde universitaire instellingen verdeeld volgens de volgende percentages:

- 1° *Université de Liège*: 27,20%;
- 2° *Université catholique de Louvain*: 30,33%;
- 3° *Université libre de Bruxelles*: 24,95%;
- 4° *Université de Mons*: 8,12%;
- 5° *Université de Namur*: 6,77%;
- 6° *Université Saint-Louis – Bruxelles*: 2,63%."

b. wie als volgt geformuleerde leden worden toegevoegd:

"Een bedrag van 6.930.000 euro wordt vanaf het begrotingsjaar 2023 toegevoegd aan het overeenkomstig § 1ter geïndexeerde bedrag en overeenkomstig lid 2 over de academische instellingen verdeeld. Het bedrag van 6.930.000 euro wordt vanaf het begrotingsjaar 2024 geïndexeerd overeenkomstig artikel 29, § 4.

Een bedrag van 2.600.000 euro wordt vanaf het begrotingsjaar 2024 toegevoegd aan het krachtens de voorgaande leden verkregen bedrag en overeenkomstig lid 2 over de universiteiten verdeeld. Het bedrag van 2.600.000 euro wordt vanaf het begrotingsjaar 2025 geïndexeerd overeenkomstig artikel 29, § 4.”;

2. in § 1<sup>ter</sup> wordt “de in de voorgaande paragrafen bedoelde bedragen” vervangen door “de in § 1, eerste lid, en in § 1<sup>bis</sup> bedoelde bedragen”;

3. aan § 3 worden 2 leden toegevoegd, die als volgt luiden:

“Vanaf de rekeningen van het jaar 2023 en na elke periode van 5 jaar ter staving van de rekeningen, bezorgen de universitaire instellingen aan de minister belast met het universitair onderwijs via de commissaris of afgevaardigde van de regering belast met de controle van de universitaire instelling en aan de administratie belast met het hoger onderwijs een verslag over de wijze waarop de toegekende nieuwe middelen, voor elke periode van 5 jaar, hebben bijgedragen tot de verbetering van de in lid 1 bedoelde voorzieningen om de groei van de studentenpopulatie op te vangen en bij te dragen tot de verwezenlijking van de doelstellingen bedoeld in artikel 2 van het decreet van 1 juli 2021 tot regeling van de coördinatie en de versterking van de acties van de Franse Gemeenschap ten gunste van een ecologische overgang.

Van de extra middelen die vanaf 2023 worden toegekend, moet bij sloop/verbouwing de Q-ZEN-norm worden gehaald en bij ingrijpende renovatie moeten de werkzaamheden leiden tot een primaire energiebesparing van ten minste 30 procent.

*HOOFDSTUK 3. — Wijziging van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

**Art. 54.** De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 9 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap:

1. in lid 7 worden de woorden “In 2022” vervangen door de woorden “Voor het begrotingsjaar 2022” en wordt de volgende zin toegevoegd: “Vanaf het jaar 2024 wordt dit bedrag geïndexeerd overeenkomstig artikel 9 *bis*.”;

2. de volgende leden 8 tot en met 13 worden toegevoegd:

“In 2022 wordt een bedrag van 242.000 euro toegevoegd aan het krachtens de leden 1 tot en met 4 en 6 tot en met 7 verkregen bedrag.

In 2022 wordt een bedrag van 778.000 euro toegevoegd aan het krachtens de leden 1 tot en met 4 en 6 tot en met 8 verkregen bedrag.

Voor het begrotingsjaar 2023 wordt een bedrag van 5.600.000 euro toegevoegd aan het krachtens de leden 1 tot en met 4, 6 en 7 verkregen bedrag. Vanaf het jaar 2024 wordt dit bedrag geïndexeerd overeenkomstig artikel 9 *bis*.

Voor het begrotingsjaar 2023 wordt een bedrag van 355.000 euro toegevoegd aan het krachtens de leden 1 tot en met 4, 6, 7 en 10 verkregen bedrag.

Voor het begrotingsjaar 2023 wordt een bedrag van 778.000 euro toegevoegd aan het krachtens de leden 1 tot en met 4, 6, 7, 10 en 11 verkregen bedrag.

Voor het begrotingsjaar 2024 wordt een bedrag van 2.100.000 euro toegevoegd aan het krachtens de leden 1 tot en met 4, 6, 7 en 10 tot en met 12 verkregen bedrag. Vanaf het jaar 2025 wordt dit bedrag, met uitzondering van het in lid 12 bedoelde bedrag, geïndexeerd overeenkomstig artikel 9 *bis*, waarbij het in lid 12 bedoelde bedrag jaarlijks wordt geïntegreerd op de waarde van 2023.”.

**Art. 55.** In artikel 21<sup>sexies</sup> van hetzelfde decreet wordt het laatste lid vervangen door het volgende lid:

“Vanaf het begrotingsjaar 2023 wordt een bedrag van 640.000 euro toegekend aan de hogescholen die de afdelingen “beeldtechniek”, “toegepaste communicatie” en “pers en voorlichting” organiseren en wordt onder hen verdeeld naar evenredigheid van de bedragen van hun uitgaven die worden geraamd op basis van de werkelijke kosten met betrekking tot de goederen en diensten die individueel aan studenten worden verstrekt, zoals bepaald in artikel 12, § 2, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, gemaakt tijdens het academiejaar 2021-2022.”.

*HOOFDSTUK 4. — Wijziging van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving*

**Art. 56.** In artikel 12, § 2, negentiende lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving worden de woorden “noch aan studenten ingeschreven in de afdelingen “beeldtechnologie”, “toegepaste communicatie” en “pers en voorlichting” van hogescholen” geschrapt.

**Art. 57.** In artikel 12, § 3, lid 9, van dezelfde wet worden de streepjes 2 en 3 vervangen door vier streepjes, die de streepjes 2 tot en met 5 worden en als volgt luiden:

“de volledig werklozen en deeltijdwerkers die inkomenssteun ontvangen;

- volledig werklozen die een vergoeding ontvangen voor een door de dienst voor arbeidsvoorziening georganiseerde of gesubsidieerde beroepsopleiding;

- verplicht ingeschreven werkloze werkzoekenden, jongeren die werkervaring opdoen, werkzoekenden die een beroepsopleiding volgen, uitkeringsgerechtigden en werkzoekenden zonder inkomen van wie de echtgenoot of partner, die ook werkzoekende of uitkeringsgerechtigde is, recht heeft op het tarief voor samenwonenden met gezinslast;

- werkzoekenden die zijn ingeschreven in programma’s ter ondersteuning van de werkgelegenheid, met uitzondering van degenen met een GECO-contract (gesubsidieerde arbeidscontractant) of een APE-contract (steun voor de bevordering van de werkgelegenheid);”.

*HOOFDSTUK 5. — Wijzigingen van het decreet van 11 april 2014 tot aanpassing van de instellingen van hoger onderwijs aan de nieuwe studieorganisatie*

**Art. 58.** Artikel 5 van het decreet van 11 april 2014 tot aanpassing van de financiering van de instellingen voor hoger onderwijs aan de nieuwe studieorganisatie wordt aangevuld met een paragraaf 9 die als volgt luidt:

“§ 9. In afwijking van § 1 komt een student niet voor financiering in aanmerking wanneer hij zich inschrijft voor een opleiding nadat hij binnen twee academiejaren niet is geslaagd voor een vergelijkend examen of voor een proef die hem in staat stelt in dezelfde cursus hoger onderwijs te volgen of voort te zetten na een voorbereidend of algemeen jaar hoger onderwijs dat tot dat examen of die proef heeft geleid.”.

**Art. 59.** In artikel 6 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. de woorden "tijdens de voorafgaande vijf academiejaren" worden opgeheven;
2. het volgende lid 2 wordt toegevoegd:

"In afwijking van lid 1 is de student in geval van een onderbreking van ten minste vijf academiejaren niet verplicht zijn eerdere inschrijving te verklaren voor hogere studies en van de resultaten van zijn examens vóór deze onderbreking."

**HOOFDSTUK 6.** — *Wijziging van het programmadecreet van 14 juli 2021 betreffende diverse maatregelen in verband met de bestrijding van de coronaviruscrisis, het Europees herstelplan, Gelijke kansen, Schoolgebouwen, WBE, Vrouwenrechten, Hoger onderwijs, Wetenschappelijk onderzoek, de non-profit sector, Onderwijs en Begrotingsmiddelen*

**Art. 60.** Artikel 78 van het programmadecreet van 14 juli 2021 houdende diverse maatregelen met betrekking tot de bestrijding van de coronaviruscrisis, het Europees herstelplan, Gelijke kansen, Schoolgebouwen, WBE, Vrouwenrechten, Hoger onderwijs, Wetenschappelijk onderzoek, de non-profit sector, Onderwijs en Begrotingsmiddelen wordt vervangen door: "Als een instelling niet haar volledige trekkingsrecht heeft gebruikt, wordt het ongebruikte deel van de subsidie in een gemeenschappelijke pot gestopt. Indien een aanvankelijk gesubsidieerd project geheel of gedeeltelijk niet voldoet aan de in de oproep tot het indienen van projecten gestelde voorwaarden en termijnen, wordt de aan de instelling toegekende subsidie in dezelfde mate ingetrokken en wordt het desbetreffende bedrag teruggevorderd en eveneens in deze gemeenschappelijke pot gestopt. Deze gemeenschappelijke pot wordt verdeeld onder de succesvolle aanvragers van de in artikel 74, § 2, bedoelde oproep tot het indienen van projecten, overeenkomstig de in artikel 75, § 2, vastgestelde criteria voor het maximale trekkingsrecht, maar met uitsluiting van de niet-winnende instellingen."

**Art. 61.** Artikel 85 van hetzelfde programmadecreet wordt vervangen door de volgende tekst: "Indien een door de Franse Gemeenschap erkende inrichtende macht voor onderwijs voor sociale promotie niet al haar trekkingsrechten heeft opgebruikt, wordt het bedrag met betrekking tot dat project in een gemeenschappelijke pot gestort. Indien een aanvankelijk gesubsidieerd project geheel of gedeeltelijk niet voldoet aan de in de oproep tot het indienen van projecten gestelde voorwaarden en termijnen, wordt de aan de instelling toegekende subsidie dienovereenkomstig ingetrokken en wordt het desbetreffende bedrag teruggevorderd en in diezelfde gemeenschappelijke pot gestort. Het bedrag van deze gemeenschappelijke pot wordt verdeeld onder de winnaars van de oproep tot projecten bedoeld in artikel 81, § 2, in verhouding tot de voor het kalenderjaar 2019 gegenereerde leerlingenperiodes, zoals bepaald in artikel 99 van het decreet van 16 april 1991 houdende de organisatie van het onderwijs voor sociale promotie."

**HOOFDSTUK 7.** — *Wijziging van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de specifieke regels voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschoolen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van de studenten)*

**Art. 62.** In artikel 54 van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de specifieke regels voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschoolen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van de studenten) wordt paragraaf 6 aangevuld met een lid dat luidt als volgt:

"Vanaf het academiejaar 2023-2024 wordt jaarlijks een specifieke omkadering toegekend aan de hogere kunstschoolen voor de organisatie van opleidingen die vallen onder het gebied nr. 10bis: "opvoedings- en onderwijswetenschappen" op basis van de volgende berekening: alle financierbare studenten ingeschreven in opleidingen die vallen onder het gebied nr. 10bis: "opvoedings- en onderwijswetenschappen", zoals bedoeld in artikel 83, § 1, eerste lid, van het decreet van 7 november 2013 tot vaststelling van het hoger onderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, worden meegeteld. Het product van hun aantal met de coëfficiënt 0,04, komt overeen met het aantal omkaderingsdocenten in werkgelegenheidseenheden dat voor het volgende academiejaar aan de hogere kunstschoolen is toegewezen bovenop het aantal omkaderingsdocenten dat overeenkomstig artikel 53 aan het artistieke referentiekader is toegewezen."

#### TITEL 6. — BEPALINGEN BETREFFENDE DE JEUGD

**Art. 63.** De regering bepaalt de procedure en de voorwaarden die de in artikel 4 van het decreet van 20 juli 2000 tot vaststelling van de erkennings- en subsidievoorwaarden voor jeugdcentra, jeugdverblijven en jongereninformatiecentra en hun federaties toelaten af te wijken van de voorwaarden voor de toekenning en uitbetaling van hun subsidie. In voorkomend geval kan het niet-gerechtigde deel van de subsidie tijdens een volgend begrotingsjaar en uiterlijk tot en met 31 december 2023 worden gebruikt voor uitgaven die bijdragen tot de opdrachten waarvoor de exploitanten worden gesubsidieerd.

De regering bepaalt tevens de voorwaarden waaronder de voornoemde operatoren mogen afwijken van de voorwaarden van hun erkenning bedoeld in de artikelen 1 en 4 van voornoemd decreet.

Om voor de in de leden 1 en 2 bedoelde afwijking in aanmerking te komen, moeten de operatoren aantonen dat hun infrastructuur geheel of gedeeltelijk ter beschikking is gesteld door Oekraïense vluchtelingen of vluchtelingen uit Oekraïne, in het kader van het federale noodhuisvestingsplan, voor een periode tot en met 31 december 2023. De regering zal verduidelijken wat met de termen "ter beschikking stellen" wordt bedoeld."

**Art. 64.** In artikel 27, § 1, van het programmadecreet van 15 december 2021 houdende diverse begeleidende maatregelen bij de begroting 2022 worden de woorden "31 december 2022" vervangen door de woorden "31 december 2023".

#### TITEL 7. — BEPALINGEN INZAKE JEUGDHULPVERLENING

**Art. 65.** In Boek II van het decreet van 18 januari 2018 houdende het Wetboek van Preventie, Hulpverlening aan de Jeugd en Jeugdbescherming wordt een Titel 3 ingevoegd, luidend als volgt:

" 3.3. Titel 3 - De zonecoördinator".

**Art. 66.** In Titel 3 van Boek II van hetzelfde decreet wordt een artikel 19/1 ingevoegd, dat luidt als volgt:

"Art. 19/1. In elke door de regering omschreven bewakingszone wordt een zonecoördinator aangesteld, die onder het hiërarchische gezag van de leidend ambtenaar staat. "

**Art. 67.** In Titel 3 van Boek II van hetzelfde decreet wordt een artikel 19/2 ingevoegd dat luidt als volgt:

"Art. 19/2. De zonecoördinator voert in overleg met de adviseurs voor hulpverlening aan de jeugd en de directeurs voor hulpverlening aan de jeugd de volgende opdrachten uit:

1. het organiseren in zijn zone van bewakingsdiensten als bedoeld in artikel 35, § 5, en artikel 53, § 6. Daartoe stelt hij wekelijks een dienstrooster op, deelt dit mee aan het openbaar ministerie en ziet toe op de uniformiteit van de dienstpraktijken in zijn zone;

2. de uitvoering van de beginselen en voorschriften inzake voor hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, alsmede geharmoniseerde praktijken binnen de SAJ's en de SPJ's in zijn gebied te begeleiden;
3. de SAJ's en SPJ's in zijn gebied ondersteunen bij het oplossen van logistieke, administratieve en personeelsproblemen;
4. het doorgeven aan de bevoegde administratie van de behoeften die nodig zijn voor de goede werking van de SAJ's en SPJ's in zijn gebied;
5. naast de mandaterende autoriteiten in zijn zone optreden als vertegenwoordiger bij lokale partners, waaronder de gerechtelijke autoriteiten;
6. jaarlijks ter attentie van de leidend ambtenaar een verslag opstellen over de behoeften van de SAJ's en SPJ's in zijn gebied, die nodig zijn voor de goede uitvoering van hun opdrachten."

#### TITEL 8. — BEPALINGEN INZAKE ONDERWIJS

HOOFDSTUK 1. — *Bepalingen tot wijziging van Boek 1, Titel VII, Hoofdstuk II, van het Wetboek van het basis- en secundair onderwijs en tot uitbreiding van het vrij onderwijs in het gewoon en het gespecialiseerd basisonderwijs*

**Art. 68.** In artikel 1.7.2-1, § 4, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. lid 2 wordt vervangen door de volgende leden:

"Bovendien wordt in het georganiseerd of gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd kleuteronderwijs, alsmede in de eerste twee leerjaren van het gewoon lager onderwijs en voor leerlingen in de maturiteitsgraad I van het gespecialiseerd lager onderwijs aan georganiseerde en gesubsidieerde scholen een forfaitair bedrag per ingeschreven leerling toegekend dat specifiek bestemd is voor schoolkosten en schoolbenodigdheden. Dit bedrag is voornamelijk bestemd voor de aanschaf van schoolbenodigdheden, gedefinieerd als al het materiaal dat nodig is om de kennis, vaardigheden en competenties te verwerven die zijn omschreven in het referentiekader voor initiële competenties en het referentiekader voor de gemeenschappelijke kern. Dit bedrag kan ook de schoolkosten in verband met de organisatie van schoolactiviteiten of educatieve reizen met overnachting dekken. Dit bedrag wordt elk jaar in maart betaald. Het wordt jaarlijks geïndexeerd door op de bedragen voor het voorgaande kalenderjaar de verhouding toe te passen tussen het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen voor januari van het lopende kalenderjaar en het indexcijfer voor januari van het voorgaande kalenderjaar.

Voor het gewoon en het gespecialiseerd kleuteronderwijs bedraagt het in lid 2 bedoelde forfaitaire bedrag 50 euro per leerling. Het wordt berekend op basis van het aantal regelmatig aan de school ingeschreven leerlingen op 30 september van het voorgaande jaar, vermenigvuldigd met de coëfficiënt 1,2, en naar boven afgerond wanneer de eerste decimaal gelijk is aan of groter is dan 5, en naar beneden afgerond op de eerstvolgende lagere eenheid in de andere gevallen.

Voor de eerste twee jaar van het gewoon lager onderwijs en voor leerlingen van de maturiteitsgraad I van het gespecialiseerd lager onderwijs bedraagt het in lid 2 bedoelde vaste bedrag 75 euro per leerling. Het wordt berekend op basis van het aantal regelmatig aan de school ingeschreven leerlingen op 30 september van het voorgaande jaar."

2. In het laatste lid worden de woorden "bedoeld in lid 2" vervangen door de woorden "bedoeld in de leden 2 tot met 4".

**Art. 69.** In artikel 1.7.2-2 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in § 1, eerste en tweede lid, worden de woorden "alsmede in de eerste twee leerjaren van het gewoon lager onderwijs en voor leerlingen van de maturiteitsgraad I van het gespecialiseerd lager onderwijs," ingevoegd na de woorden "in het kleuteronderwijs, het gewoon onderwijs en het gespecialiseerd onderwijs,";

2. in § 1, vijfde en zesde lid, worden de woorden "lid 1" vervangen door "lid 2";

3. in § 2, eerste lid, worden de woorden "In het lager onderwijs" vervangen door de woorden "Onverminderd § 1, in het lager onderwijs";

4. in § 4, eerste lid, worden de woorden "In het lager onderwijs" vervangen door "Onverminderd § 1 en 5, in het lager onderwijs".

5. er wordt een paragraaf 5 ingevoegd die als volgt luidt: "Onverminderd paragraaf 1 kunnen in de eerste twee jaar van het gewoon lager onderwijs en op de maturiteitsgraad I van het gespecialiseerd lager onderwijs alleen facultatieve schoolkosten in verband met de gegroepeerde aankoop van schoolboeken en oefenschriften, met inbegrip van digitale abonnementen op deze materialen of aanverwante platforms, aan de ouders worden aangeboden, mits zij uitdrukkelijk worden geïnformeerd over het facultatieve karakter van de aankoop.

Zij worden aangeboden tegen reële kosten en moeten verband houden met het pedagogische project.

De school moet regelingen treffen om alle leerlingen toegang te geven tot het volledige leeraanbod, ongeacht of de ouders al dan niet hebben ingestemd met de groepsaankoop.

**Art. 70.** In artikel 1.7.2-3, § 1, tweede lid, van hetzelfde wetboek worden de woorden ", onverminderd artikel 1.7.2-2, § 1," ingevoegd tussen de woorden "in het basisonderwijs" en de woorden "en in het secundair onderwijs".

HOOFDSTUK 2. Bepaling voor de gevolgen van de overstromingen van juli 2021

**Art. 71.** De regering kan voor het schooljaar 2022-2023, in elk geval van overmacht in verband met de overstromingen van juli 2021, elke maatregel treffen om de personeelsbezetting van de scholen gedeeltelijk te stabiliseren of zelfs tijdelijk te verbeteren.



## TITEL 9. — DIGITALE UITRUSTING VOOR SCHOLEN

**Art. 72.** In de derde zin van artikel 1 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 14 januari 2021 van bijzondere machten nr. 42 tot vaststelling van de voorwaarden en de nadere regels voor de toekenning van een financiële vergoeding om de aankoop of huur van computerapparatuur door ouders of personen die het ouderlijk gezag uitoefenen te vergemakkelijken ten behoeve van hun kind en om de opvolging van leren te vergemakkelijken, zoals bevestigd door het decreet van 18 november 2021 tot bevestiging van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van bijzondere machten nr. 42 van 14 januari 2021, worden de woorden "Vanaf het jaar 2022-2023: de ouders of met het ouderlijk gezag belaste personen van leerlingen die regelmatig zijn ingeschreven in de eerste en tweede fase van het secundair of gespecialiseerd onderwijs van vorm 4 of in de eerste, tweede of derde fase van het gespecialiseerd onderwijs van vorm 2 of 3 of van leerlingen die nieuw zijn ingeschreven bij de betrokken instelling, voor zover deze leerlingen afkomstig zijn van een instelling die deze regeling niet aanbood" vervangen door de woorden: "Vanaf het schooljaar 2022-2023: ouders of personen met het ouderlijk gezag over leerlingen die regelmatig zijn ingeschreven in de eerste, tweede, derde of vierde fase van het gewoon of gespecialiseerd secundair onderwijs in vorm 4 of in de eerste, tweede of derde fase van het gespecialiseerd onderwijs in vorm 2 of 3, alsmede meerderjarige leerlingen die regelmatig zijn ingeschreven in het secundair onderwijs, op voorwaarde dat, in het geval van leerlingen die zijn ingeschreven in het laatste jaar van het secundair onderwijs, de overeenkomst met de aanbieder wordt gesloten vóór 1 maart. Dit geldt ook voor leerlingen die pas in de betrokken school zijn ingeschreven, voor zover zij niet reeds van de genoemde vergoeding gebruik hebben gemaakt."

**Art. 73.** In artikel 6, § 1, van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 14 januari 2021 van bijzondere machten nr. 42 tot vaststelling van de voorwaarden en de nadere regels voor de toekenning van een financiële vergoeding om de aankoop of huur van computerapparatuur door ouders of personen die het ouderlijk gezag uitoefenen te vergemakkelijken ten behoeve van hun kind en om de opvolging van leren te vergemakkelijken, zoals bevestigd door het decreet van 18 november 2021 tot bevestiging van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van bijzondere machten nr. 42 van 14 januari 2021:

1. worden de woorden "25 euro/jaar" vervangen door "50 euro/jaar";
2. worden de woorden "18,75 euro/jaar" vervangen door "37,50 euro/jaar";
3. worden de woorden "75 euro" vervangen door "150 euro".

## TITEL 10. — BEPALINGEN INZAKE SOCIALE PROGRAMMERING IN HET ONDERWIJS

## HOOFDSTUK 1. — Sectorale onderhandelingen over sociale programmering in het onderwijs

**Art. 74.** In artikel 2 van het decreet van 19 mei 2004 betreffende de onderhandelingen in de Franse Gemeenschap wordt een paragraaf 6 ingevoegd, die luidt als volgt: "In afwijking van § 2, eerste lid, kan de regering onderhandelingen voeren over een vierjarig intersectorale sociale programmering voor de periode van 2021 tot en met 2024".

## HOOFDSTUK 2. — Bepaling betreffende de eindejaarsuitkering

**Art. 75.** In artikel 135 van het decreet van 11 april 2014 houdende diverse bepalingen betreffende het statuut van de leden van het onderwijzend personeel wordt § 2, 1°, vervangen door hetgeen volgt:

"§ 2. Het bedrag van de eindejaarsuitkering wordt als volgt berekend:

1. voor het forfaitaire deel: het bedrag dat voor de maand oktober van het betrokken jaar overeenstemt met het bedrag van:

- 330,85 euro voor het jaar 2009;
- 339,29 euro voor het jaar 2010;
- 469,87 euro voor het jaar 2011;
- 561,56 euro voor het jaar 2012;
- 566,81 euro voor het jaar 2013;
- 567,37 euro voor het jaar 2014;
- 578,61 euro voor het jaar 2015;
- 587,61 euro voor het jaar 2016;
- 598,80 euro voor het jaar 2017;
- 612,53 euro voor het jaar 2018;
- 616,61 euro verhoogd met een bedrag van 30 euro, dus in totaal 646,61 euro voor het jaar 2019;
- 653,31 euro verhoogd met een bedrag van 93 euro, dus in totaal 746,31 euro voor het jaar 2020;
- 772,27 euro voor het jaar 2021;
- 867,02 euro verhoogd met een bedrag van 34 euro, waardoor het totaalbedrag, voor het jaar 2022, 901,02 euro bedraagt;

- het bedrag van het forfaitaire deel van de eindejaarsuitkering voor 2022 zoals geïndexeerd op basis van de verhouding tussen het gezondheidsindexcijfer in oktober 2023 en in oktober 2022, verhoogd met een bedrag van 16 euro, voor het jaar 2023;"

## HOOFDSTUK 3. — Bepaling betreffende de verhoging van de administratieve ondersteuning van directies

**Art. 76.** In artikel 110 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs in het onderwijs wordt een paragraaf 1quater ingevoegd, die luidt als volgt:

"§ 1quater. In afwijking van paragraaf 1bis worden de forfaitaire bedragen per leerling voor het schooljaar 2022-2023 verhoogd met 5 euro in het gewoon kleuter-, lager- en basisonderwijs en met 8 euro in het gespecialiseerd kleuter-, lager- en basisonderwijs."

HOOFDSTUK 4. — *Bepalingen houdende aanpassing van de salarisschalen voor bepaalde ambten van het onderwijspersoneel*

**Art. 77.** In de bijlage bij het koninklijk besluit van 27 juni 1974 tot vaststelling op 1 april 1972 van de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel van de rijksonderwijsinrichtingen, van de personeelsleden van de algemene sturingsdienst van de scholen en de psycho-medisch-sociale centra, van de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, van de personeelsleden van de inspectiedienst van het correspondentieonderwijs en van het gesubsidieerd lager onderwijs en van de gradenschalen van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat, met als opschrift "Tabel van de salarisschalen op 1 september 2019", worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. de woorden "Tabel van de salarisschalen per 1 september 2019" worden vervangen door de woorden "Tabel met de salarisschalen per 1 januari 2023";

2. de salarisschaal betreffende het barema 167 wordt vervangen door de volgende schaal:

- "167
- 21.593,00 - 35.746,24
- $1^1 \times 633,64$
- $1^1 \times 1.267,28$
- $1^3 \times 1.037,94$
- $1^2 \times 1.057,14$
- $1^2 \times 1.058,08$
- $2^2 \times 1.051,18$
- $1^2 \times 1.044,20$
- $6^2 \times 992,10$ ".

**Art. 78.** Met ingang van 1 januari 2024 worden in de bijlage bij bovengenoemd koninklijk besluit, met als opschrift "Tabel van de salarisschalen vanaf 1 januari 2024", de volgende wijzigingen aangebracht:

1. de woorden "Tabel met de salarisschalen per 1 januari 2023" worden vervangen door de woorden "Tabel met de salarisschalen per 1 januari 2024";

2. de salarisschaal betreffende barema 167 wordt vervangen door de volgende schaal:

- "167
- 21.986,70 - 37.630,18
- $1^1 \times 710,43$
- $1^1 \times 1.420,86$
- $1^3 \times 1.165,24$
- $1^2 \times 1.186,94$
- $3^2 \times 1.188,30$
- $1^1 \times 1.174,33$
- $6^2 \times 1.070,13$ ".

HOOFDSTUK 5. — *Vergoeding om informaticakosten**Afdeling 1. — Bepaling tot wijziging van de wet van 27 juli 1971 betreffende de financiering en de controle van de universitaire instellingen*

**Art. 79.** Een paragraaf 6 wordt toegevoegd aan artikel 40bis van de wet van 27 juli 1971 betreffende de financiering en de controle van de universitaire instellingen, die als volgt luidt:

"§ 6. De personeelsleden bedoeld in afdeling 1 van hoofdstuk III van de wet van 28 april 1953 houdende organisatie van het universitair onderwijs door de Staat, in het koninklijk besluit van 31 oktober 1953 het koninklijk besluit tot vaststelling van het statuut van de geaggregeerden, de repetitors en het wetenschappelijk personeel bij de Rijksuniversiteiten, in afdeling 1 van het koninklijk besluit van 21 april 1965 betreffende het geldelijk statuut van het wetenschappelijk personeel van de Staat, bekrachtigd bij decreet van 13 december 2012, in het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 23 december 2003 tot vaststelling van de weddeschalen van het administratief, gespecialiseerd, meesters-, vak- en dienstpersoneel van de universiteiten en de universitaire faculteit van de Franse Gemeenschap en in het koninklijk besluit van 30 oktober 1971 tot vaststelling van de hiërarchietabel van het bestuurs- en toegevoegd personeel, het administratief personeel, het hulppersoneel voor onderzoek, het beheerspersoneel, de kinderverzorgsters, werkopzichters en tekenaars, het paramedisch en gespecialiseerd personeel van de universiteiten en universitaire faculteit van de Franse Gemeenschap, alsmede hetzelfde personeel van de in artikel 41 van deze wet bedoelde gesubsidieerde universiteiten, ten laste van de financiering van deze wet, worden vergoed voor het gebruik om beroepsdoeleinden van hun privé-computerinstrument en hun privé-internetverbinding als terugbetaling van kosten die eigen aan de werkgever zijn.

Deze vergoeding komt overeen met een jaarlijks forfaitair bedrag van 100 euro, vereffend vóór 31 december van elk kalenderjaar waarin het personeelslid aanspraak kan maken op één of meer prestatieperioden die in totaal minstens 90 dagen werkelijke prestatiedagen tijdens het kalenderjaar vertegenwoordigen, tot 30 november inbegrepen. Dit bedrag wordt door de Universiteit rechtstreeks vereffend aan de bedoelde personeelsleden.

Deze vergoeding kan slechts eenmaal per kalenderjaar per betrokken personeelslid worden verkregen."

*Afdeling 2.* — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de lasten en de werkgelegenheid in de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogescholen

**Art. 80.** In het decreet van 25 juli 1996 betreffende de lasten en de werkgelegenheid in de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogescholen wordt een hoofdstuk *Vbis* ingevoegd dat luidt als volgt:

"Hoofdstuk *Vbis*. - Vergoeding om informaticakosten

Artikel *32bis*. - De onder dit decreet vallende personeelsleden, met uitzondering van het administratief personeel, ontvangen een vergoeding voor het gebruik om beroepsdoeleinden van hun privé-computerinstrument en hun privé-internetverbinding als vergoeding van hun eigen kosten, tenzij zij reeds een dergelijke toelage genieten in toepassing van de artikelen 6 en 20 van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten of van artikel *112bis* van het decreet van 16 april 1991 houdende de organisatie van het onderwijs voor sociale promotie.

Deze vergoeding wordt hun toegekend onder dezelfde voorwaarden als die waarin de artikelen 6, § 2, tweede lid, en 20, § 2, tweede lid, van voornoemd decreet van 14 maart 2019 voorzien."

*Afdeling 3.* — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de specifieke regels voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van de studenten)

**Art. 81.** In hoofdstuk I van Titel II van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de specifieke regels voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van de studenten) wordt een nieuw artikel *68bis* ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Artikel *68bis*. - De personeelsleden die de in de artikelen *57bis*, *57ter*, 69 en 75 van dit decreet bedoelde werkzaamheden verrichten, ontvangen een vergoeding voor het gebruik om beroepsdoeleinden van hun privé-computerinstrument en hun privé-internetverbinding als vergoeding van hun eigen kosten, tenzij zij reeds een dergelijke toelage genieten in toepassing van de artikelen 6 en 20 van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten of van artikel *112bis* van het decreet van 16 april 1991 houdende de organisatie van het onderwijs voor sociale promotie."

Deze vergoeding wordt hun toegekend onder dezelfde voorwaarden als die waarin de artikelen 6, § 2, tweede lid, en 20, § 2, tweede lid, van voornoemd decreet van 14 maart 2019 voorzien."

*Afdeling 4.* — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 20 juni 2008 betreffende de leden van het administratief personeel van de hogere kunstscholen en hogere instituten voor architectuur georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

**Art. 82.** In hoofdstuk II van het decreet van 20 juni 2008 betreffende de leden van het administratief personeel van de hogere kunstscholen en hogere instituten voor architectuur georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wordt een nieuw artikel *4bis* ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Artikel *4bis*. - De personeelsleden die onder dit decreet vallen, ontvangen een vergoeding voor het gebruik om beroepsdoeleinden van hun privé-computerinstrument en hun privé-internetverbinding als vergoeding van hun eigen kosten, tenzij zij reeds een dergelijke toelage genieten in toepassing van de artikelen 6 en 20 van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten of van artikel *112bis* van het decreet van 16 april 1991 houdende de organisatie van het onderwijs voor sociale promotie.

Deze vergoeding wordt hun toegekend onder dezelfde voorwaarden als die waarin de artikelen 6, § 2, tweede lid, en 20, § 2, tweede lid, van voornoemd decreet van 14 maart 2019 voorzien."

*Afdeling 5.* — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 16 april 1991 houdende de organisatie van het onderwijs voor sociale promotie

**Art. 83.** In artikel *112bis*, eerste lid, van het decreet van 16 april 1991 houdende de organisatie van het onderwijs onder sociale promotie, worden de woorden ", met uitzondering van de directeurs," opgeheven.

HOOFDSTUK 6. — *Wijziging van de wet van 28 april 1953 houdende organisatie van het universitair onderwijs door de Staat*

**Art. 84.** In afdeling 6 van hoofdstuk III van de wet van 28 april 1953 houdende organisatie van het universitair onderwijs door de Staat wordt een artikel 49quater/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Artikel 49quater/1. Een lid van het onderwijzend personeel heeft recht op uitzonderlijk verlof van 20 dagen voor de bevalling van zijn echtgenote of van degene met wie hij op het ogenblik van de gebeurtenis samenwoont. Dit verlof wordt met dienstactiviteit gelijkgesteld."

#### TITEL 11. — INWERKINGTREDING

**Art. 85.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2023, met uitzondering van de volgende bepalingen:

1. hebben uitwerking met ingang van 1 januari 2022:
  - a. de hoofdstukken 1, 2 en 5 van Titel 10;
  - b. de artikelen 46, 47, 50, 54, 60 en 61;
2. hebben uitwerking met ingang van 15 november 2022:
  - a. Titel 1;
  - b. de hoofdstukken 2, 3 en 4 en artikel 16 van Titel 2;
3. hebben uitwerking met ingang van het schooljaar 2022-23:
  - a. hoofdstuk 2 van Titel 8;
  - b. de artikelen 72 en 73;
  - c. hoofdstuk 3 van Titel 10;

4. artikel 57 heeft uitwerking met ingang van het academiejaar 2022-2023;
5. hoofdstuk 5 van Titel 2 heeft uitwerking met ingang van de datum van afkondiging en bekrachtiging van dit decreet;
6. Titel 7 treedt in werking op 1 februari 2023.
- Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Brussel op 14 december 2022.

De Minister-President,  
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,  
Gelijke kansen en het Toezicht op Wallonie-Bruxelles *Enseignement*,  
Fr. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,  
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,  
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,  
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,  
C. DESIR

—  
Nota

Zitting 2022-2023

Stukken van het Parlement, nr. 469-1. - Advies ingediend namens de Commissie hoger onderwijs, onderwijs voor sociale promotie, onderzoek, universitaire ziekenhuizen, sport, jeugd, hulpverlening aan de jeugd, justitiehuisen en de promotie van Brussel, nr. 469-2. - Advies ingediend namens de Commissie onderwijs, nr. 469-3. - Advies ingediend namens de Commissie kind, gezondheid, cultuur, media en rechten van de vrouw, 469-4. - Advies ingediend namens de Commissie algemene zaken, internationale betrekkingen, reglement en toezicht op de communicatie door de leden van de regering, nr. 469-5 - Amendementen in de commissie, nr. 469-6. - Commissieverslag, nr. 469-7. - Tekst aangenomen in de commissie, nr. 469-8. - Amendement(en) in vergadering, nr. 469-9 - Tekst aangenomen in plenaire vergadering, nr. 469-10

*Integraal verslag.* - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 14 december 2022.

---

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2022/34375]

**24 NOVEMBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Chambre de recours instituée par l'article 38 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française et des Organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 87, § 3 remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française et des Organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII, l'article 38, § 2 ;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération ;

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le règlement d'ordre intérieur, ci-annexé, de la Chambre de recours instituée par l'article 38 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII est approuvé.

**Art. 2.** Le Ministre qui la fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 novembre 2022.

Pour le Gouvernement de la Communauté française,

Le Ministre-Président,  
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre Budget, de la Fonction publique,  
de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie Bruxelles Enseignement,  
F. DAERDEN